La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

Montréal,
lundi 15 février 1999

115e année No 115
60 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $
FLORIDE 1,75 $ U.S.



AYEZ L'HEURE JUSTE
MONTRES avec votre LOGO de COMPAGNIE
AUSSI BAGUES, STYLOS, ETC
BIJOUTERIE le roy
Une seule adresse
7139, rue ST-HUBERT
(coin Jean-Talon)
(514) 277-3127
www.bijouterieleroy.com
2718709



Actualités
Les prêteurs sur gages pullulent à Montréal
page A6

Quoi faire cette semaine
page B8

Cyberpresse
MP3 : la nouvelle frénésie du Net
page A18

Auto
Mazda Protegé : l'une des surdouées de sa catégorie
page C1





PHOTP PC

Allan Rock

Le budget Martin fera une large place à la santé

GILLES TOUPIN et VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

« Mardi prochain, nous serons en position d'agir, enfin ! » Après une année extrêmement difficile à la tête du ministère fédéral de la Santé, après avoir été blâmé surtout pour la façon dont il a géré le dossier des victimes de l'hépatite C, Allan Rock jubile : le budget Martin sera le budget de la Santé, affirme-t-il.

Allan Rock se garde bien de dévoiler les chiffres et les détails des initiatives fédérales, mais il confirme dans une longue entrevue à *La Presse* que son gouvernement haussera dès demain les transferts aux provinces pour la santé.

Confiant d'apporter des solutions concrètes aux criants problèmes des réseaux à travers le pays, M. Rock veut convoquer une rencontre des ministres de la Santé rapidement après le budget.

Pas question, soutient-il, d'imposer des programmes de force aux provinces, pas plus que des bulletins de note pour évaluer la performance des réseaux provinciaux. M. Rock préfère jouer les rassembleurs. « Je nie avoir l'intention de

Voir **LE BUDGET** *en A2*

■ **Autre texte en page A9**

Vers une réforme des lois du travail

La ministre Diane Lemieux en fait sa priorité cette année

LIA LÉVESQUE
de la Presse Canadienne

Cela fait des années que les patrons et les syndicats réclament une réforme des lois du travail. Ils l'auront. Peut-être même dès cette année.

C'est le casse-tête auquel veut s'attaquer en priorité la ministre d'État au Travail et à l'Emploi du Québec, Diane Lemieux. La nouvelle ministre a accordé une entrevue de fond à la Presse Canadienne, dans laquelle elle a fait part de ses réflexions et intentions. Personne avant elle n'a voulu prendre le taureau par les cornes. Car si patrons et syndicats sont d'accord pour réclamer une révision des lois du travail, c'est carrément le contraire que chacun revendique.

« Je veux actualiser les lois qui concernent le travail. Les patrons le disent, les syndicats le disent. On le dit depuis assez longtemps, mais ce qui est nouveau, c'est qu'on est mûr pour le faire. »

La ministre Lemieux a du pain sur la planche : protection des travailleurs autonomes, définition d'employeur et salarié, sous-traitance et article 45 du Code du travail, procédures d'accréditation des syndicats, entreprises confrontées à des concurrents d'autres pays où les coûts de main-d'oeuvre sont moindres, etc.

Pour le moment, elle ne peut dire précisément ce qu'elle donnera aux syndicats, ce

Voir **VERS** *en A2*

■ **Autre texte en page A10**

20 000 personnes de moins que prévu à la fête des Neiges

La petite Sabrina Benoît, 2½ ans, de Varennes, a dégusté hier son premier bâtonnet de tire d'érable, lors de la clôture de la fête des Neiges sur l'île Sainte-Hélène. Durant deux semaines et trois week-ends, quelque 180 000 personnes ont participé aux différentes activités hivernales, soit 20 000 de moins que les attentes des organisateurs, la Société du Parc des Îles. Les sautes d'humeur de Dame Nature au cours des deux dernières semaines sont pointées du doigt plutôt que la nouvelle tarification.

À lire en page A3



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse* ©

Les Chinois accueillent l'année du lapin

SYLVIANE TRAMIER
collaboration spéciale, PÉKIN

Au temple taoïste du Nuage Blanc, les adeptes s'agenouillent pieusement devant les statues des cinq empereurs célestes. Ils allument des bâtonnets d'encens qu'ils déposent cérémonieusement dans une urne devant l'autel des divinités tutélaires.

La Presse à **Pékin**

La plus sollicitée est sans conteste « le dieu de la fortune instantanée » qui reçoit les offrandes de chacun, jeunes et vieux, pendant qu'un moine ponctue d'un coup de gong les trois prosternations rituelles des fidèles.

« Faire fortune » est tout le mal que les Chinois se souhaitent — et souhaitent à leurs proches — au

Voir **LES CHINOIS** *en A2*

Don Quichotte persiste et signe



Nathalie Petrowski
rencontre

DANIEL GREEN

Contrairement à la majorité des écolos qui mangent des graines, communient avec la nature, fuient les centres commerciaux et n'aiment que les films obscurs et sous-titrés, Daniel Green vit en pleine ville, fréquente le Mail Cavendish et raffole autant des gros films américains que des smoked-meat de chez Schwartz's. Il ne possède pas de bac de recyclage, ne parle pas aux arbres et n'en plante pas dans son salon. Quant à son nom, désolé de vous décevoir, mais le leader des écologistes québécois, s'appelle bel et bien Green. Depuis 44 ans.

C'est au demeurant ce qu'il a répondu à l'avocat Guy Bertrand pendant le procès d'Antonio Flamand, un haut fonctionnaire du ministère québécois de l'Environnement accusé de détenir des actions dans une mine polluante.

« Avouez-le donc, Daniel Green, que vous avez changé votre nom pour faire plus écolo ! » lui balança l'avocat en pleine cour. « Y'a rien à avouer, répondit-il. Je m'appelle Green comme mon père Irving Green. Il y a deux générations, on s'appelait Greenbaum, mais vous comprendrez que ce n'est pas par écologisme qu'on a laissé tomber la dernière partie du nom. »

Tout cela pour dire que, malgré son métier et son nom prédestiné, Daniel Green n'est pas un écolo militant et borné. En revanche, Daniel Green est un homme déraisonnable. Il l'avoue sans ambages, en ajoutant toutefois que, pour s'en prendre à des gros morceaux comme Alcan, Laidlaw, l'Irving Whale et Hydro, la raison n'est pas nécessairement la meilleure arme.

■ **À lire, l'entrevue en page A6**



PHOTO PIERRE CÔTÉ, *La Presse* ©

Daniel Green

320
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		- affaires	B5	Bridge	C15	Feuilleton	C14
- index	C12	Arts et spectacles	C7 à C11	Cantin Philippe	A5	Horoscope	C13
- immobilier	C12, C13	- horaire spectacles	C9	Décès	C16, C17	Le monde	A16, A17
- marchandises	C12, C13	- horaire télévision	C8	Économie	B1, B4 à B7	Loteries	A2, A5
- emplois	C13	Bandes dessinées	C13	Éditorial	B2	Mots croisés	C15, S10
- automobile	C13, C14			Êtes-vous observateur	C12	Mot mystère	C14

Opinions	B3
Politique	A9, A10, A11, A13
Quoi faire	B8
Tabloïd Sports	
- Michel Blanchard	S5

ÉDITORIAL
L'assiette au beurre
- *Pierre Gravel*
page B2

MÉTÉO
Ciel variable
Max. 0, min. -5
Cahier Sports, page 16

6 21924 98765 1

Maxi personnalité. Mini prix.

LES CONCESSIONNAIRES CHEVROLET OLDSMOBILE DU QUÉBEC
Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1999 en stock. * Première mensualité et dépôt de sécurité (425 $) exigés à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Versement initial ou échange équivalent requis de 4 016 $. Frais de 12 ¢ du kilomètre après 60 000 km. Photo à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

248$/mois*
location 36 mois

La VENTURE de Chevrolet



CHEVROLET
Oldsmobile
GM

2696887

Suites de la une

Vers une réforme des lois du travail

VERS / *Suite de la page á1*

qu'elle donnera au patronat, dans quel sens elle amendera la loi. Elle n'en est pas encore là. D'abord, ce printemps, elle veut « parler au monde » du travail et poser « un bon diagnostic ». Puis, à l'automne, elle déposera un projet de loi ou un avant-projet de loi. « Je rentre dans le processus législatif et parlementaire ; je ne ferai pas trois ans de consultations. On risque d'avoir un morceau assez consistant sur la table. Je vise qu'à l'automne on ait une pièce de résistance », confie-t-elle, déterminée.

À cause des nombreuses interrelations entre ces dossiers, la ministre Lemieux souhaite aussi y aller globalement, et non à la pièce.

Exemples

Par exemple, la définition d'un employé dans nos lois du travail actuelles fait que les travailleurs autonomes ne sont pas des employés. À cause de cette exclusion, ils n'ont aucune protection s'ils sont malades ou victimes d'un accident, n'ont pas de vacances ou de congé de maternité.

« Il faut absolument trouver des manières d'accorder un filet de protection aux travailleurs autonomes. Il va falloir être imaginatif », lance la ministre.

L'article 45 du Code québécois du travail, qui protège le syndicat et la convention collective lorsqu'une entreprise est vendue ou qu'elle cède une partie de ses activités, sera aussi au menu de la ministre. L'article 45 « doit être actualisé, ça c'est clair », opine-t-elle.

Un litige concernant l'interprétation à donner à cet article 45 s'est déjà rendu jusqu'en Cour suprême, il y a plusieurs années. En 1996, le groupe de travail Mireault avait été formé par Québec uniquement pour étudier les articles 45 et 46 du code, vu l'étendue de leur portée, notamment dans la sous-traitance.

De son côté, le monde patronal réclame plus de souplesse et de réalisme. Les entreprises québécoises sont aujourd'hui confrontées à des concurrents d'autres pays, où les coûts de main-d'oeuvre sont bien moindres. Si les entreprises ne peuvent s'adapter, elles ne seront plus compétitives et, en bout de ligne, des emplois disparaîtront ici.

Voilà quelques pièces du casse-tête que va tenter d'assembler la ministre Lemieux.

« Ça va être dur, je le sais. Ils vont s'engueuler. Ils vont m'engueuler, je le sais. Mais je suis la ministre responsable du Travail et je vais faire ma job. Je le sais que ça va être l'enfer, mais je ne suis pas anxieuse, parce que je sais qu'il faut le faire », conclut Mme Lemieux sans perdre le sourire.

Le budget Martin fera une large place à la santé

LE BUDGET / *Suite de la page A1*

présenter un programme fédéral de soins communautaires, ça n'a jamais été mon intention, affirme-t-il. J'ai l'intention d'appuyer mes homologues provinciaux pour qu'ils puissent fournir leur programme à nos concitoyens. »

Pour les détails, « on verra dans le budget », répète-t-il, mais ses objectifs sont clairs.

« On manque en ce moment de soins communautaires et de soins à domicile au Canada, dit-il. Nous avons diminué le rôle des hôpitaux et nous n'avons pas, dans la même mesure, renforcé les soins communautaires. J'ai discuté avec mes homologues du besoin de renforcer les soins communautaires pour que les gens puissent avoir des services après l'hôpital et ils sont d'accord. Ce n'est pas à moi de fournir et d'organiser ces services, mon approche est de développer un consensus, de me battre pour une augmentation des transferts et de travailler avec mes homologues pour développer les éléments dont nous avons besoin. »

L'augmentation des transferts vise deux buts : régler les problèmes des salles d'urgence et des listes d'attente d'abord, puis adopter un plan à long terme.

« Comme ministre fédéral de la Santé, je pense que j'ai un rôle à jouer, toujours en étant respectueux des compétences provinciales, comme quelqu'un qui peut coordonner les efforts pour renouveler notre système, encourager les gens ou créer des projets pilotes. »

Allan Rock, qui a décidé de jouer la carte de la concertation avec les provinces, juge par ailleurs que le refus de Québec de signer l'accord sur l'union sociale n'est pas un grave problème. « Ce n'est pas plus compliqué, affirme-t-il. La Loi canadienne sur la santé s'applique partout au Canada, nous avons l'intention d'augmenter les transferts pour tout le monde, nonobstant le fait que le Québec n'ait pas signé l'entente, et M. Bouchard s'est engagé à utiliser l'argent pour la santé. Alors, nous allons dépenser le même argent. »

De plus, ajoute-t-il, le Québec, par la voix de son ancien ministre de la Santé, Jean Rochon, s'est engagé en septembre dernier à Regina à participer à un système d'échange de données.

« Je respecte profondément la juridiction de Mme Marois, dit Allan Rock, c'est à elle qu'incombe la responsabilité de gérer les hôpitaux, les CLSC, les régies régionales, mais c'est important de constater que tous les gens sont intéressés à ce que l'information circule pour mieux comprendre leur travail, les défis et les réponses possibles. J'espère que le Québec va participer avec nous à cet échange de l'information. »

Cela dit, le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer, insiste Allan Rock. « C'est à moi qu'incombe la responsabilité de faire appliquer les principes de la loi nationale sur la santé et de m'assurer que l'on trouve partout au Canada des soins de santé comparables. » Or, ajoute M. Rock, il existe en ce moment des différences d'une province à l'autre. « Au cours des cinq, sept dernières années, on a eu des changements sur le terrain à cause des compressions budgétaires et des décisions des provinces concernant quels services sont couverts par les services publics. J'ai peur, poursuit-il, que si les Canadiens voient que le système, la qualité et l'accessibilité des services diminuent de plus en plus, la pression pour un système privé parallèle augmente. »

Les Chinois accueillent l'année du lapin

LES CHINOIS / *Suite de la page A1*

moment du nouvel an. Demain, les Chinois du monde entier célèbrent l'avènement d'une nouvelle année dans le calendrier lunaire. C'est le temps fort de « Chun Jie », le festival de printemps, une quinzaine de jours de préparatifs fébriles, de dépenses inconsidérées, de joyeuses ripailles et de retrouvailles en famille.

Le nouvel an lunaire est la fête la plus importante de Chine. C'est celle qui donne aux employés le plus de jours de congés — trois journées fériées contre seulement deux pour la fête nationale le 1er octobre. C'est aussi celle qui combine le mieux le respect de traditions ancestrales et l'aspiration terre-à-terre à plus de loisirs et plus d'argent.

C'est à ce moment-là que les commerces réalisent leur plus gros chiffre d'affaires de l'année : on s'habille de neuf, on fait des provisions pour préparer les « jiaozi » — des raviolis farcis de viande et de légumes, cuits à la vapeur, qui sont le met traditionnel du nouvel an en Chine du Nord —, on remplit le garde-manger pour recevoir à table les parents et les amis et pour offrir en cadeau des paniers de fruits, des friandises, des biscuits et des gâteaux. C'est le moment de profiter des soldes sur les appareils ménagers, les téléviseurs et les meubles. Et c'est aussi le moment de renouveler la panoplie de décorations qui viennent chaque année orner les maisons : des lanternes de papier rouge, des inscriptions porte-bonheur, des guirlandes de papier découpé.

Dans une grande rue de l'est de Pékin, sur le parking d'un luxueux centre commercial flambant neuf, ouvert récemment et fermé après quelque mois par manque de clients, des petits commerçants font des affaires en or : ils vendent pour quelques sous des breloques, des amulettes, des cerfs-volants, des girouettes, des lapins en peluche — c'est l'année du lapin dans l'horoscope chinois.

La foule est compacte. En face, des jeunes gens costumés de couleurs vives défilent et dansent au son du tambour. À quelques pas de là, on achète des billets de loterie instantanée que l'on gratte furieusement dans l'espoir de gagner une des cinquante Citroën offertes en prix.

Dans plusieurs grands parcs de Pékin, les festivités ont ouvert officiellement hier et vont durer une semaine. Le divertissement familial est de rigueur : marionnettes, danses folkloriques, ballons et sucreries. À tout moment durant la semaine, c'est la cohue devant les étals de nourriture, de bonbons et de jouets.

Conformément à la tradition bouddhiste, les Chinois brûlent l'image du dieu de la cuisine et le remplacent par une nouvelle qui veillera sur la maisonnée dans la nouvelle année. Par attachement aux valeurs familiales inspirées de Confucius, ils rendent hommage à leurs ancêtres et offrent des cadeaux aux plus âgés de leur famille.

Avec une ferveur qui n'est pas feinte et qui témoigne d'une certaine renaissance du sentiment religieux, des jeunes vont prier dans les temples bouddhistes et taoïstes. Et dans un bel exemple de conversion à l'économie de marché, les Chinois consomment, achètent, gavent leur enfant unique de sucreries, l'inondent de cadeaux, et espèrent décrocher le gros lot.

Le « festival de printemps », c'est l'équivalent de Noël, du jour de l'An et du départ en vacances réunis. Au cours des quatre semaines entourant le nouvel an chinois, on assiste à la plus grande migration de population au monde : près de quatre cent millions de Chinois ont déjà pris le train, l'avion ou la route pour aller fêter dans leur famille. À la fin du congé, le nombre de billets de passage vendus dépassera le milliard.

Dans toute la Chine, la tradition veut que l'on chasse l'année ancienne et les mauvais esprits qui y sont attachés à grand fracas de pétards. Depuis six ans, plusieurs grandes villes, dont Pékin, les ont interdits pour raisons de sécurité. Il n'y a pas un Pékinois qui ne dit regretter le temps des explosions assourdissantes qui accompagnaient la nouvelle année. « Ça manque d'atmosphère, aujourd'hui », déplore un habitant de la capitale.

Pour compenser, au Temple de la Grande Cloche, on a la solution : la veille du nouvel an, on frappe de 108 coups — un nombre de bon augure — l'énorme cloche de 64 tonnes, la plus grosse de Chine et que l'on peut entendre à cinquante kilomètres à la ronde.



PHOTO AP

Cette vitrine de Shanghai, devant laquelle sont assis deux hommes âgés, annonce en anglais le Nouvel An chinois, en l'occurrence l'année du lapin, qui commence le 16 février, c'est-à-dire demain.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée,* 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

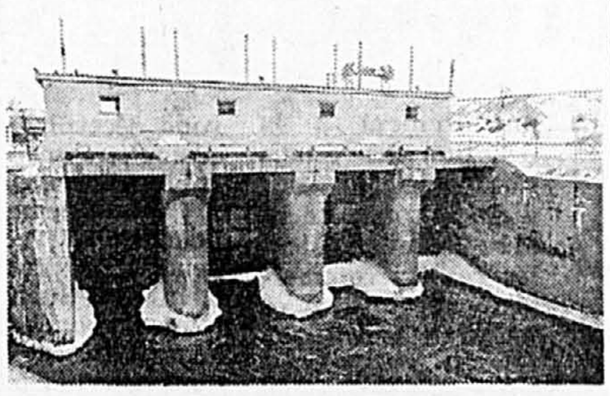
LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **2-7-9**
à quatre chiffres : **1-1-8-5**

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants :
- à Montréal : Centre des donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30 ;
- à Montréal : Banque CIBC, hall d'entrée 1155, René-Lévesque Ouest, de 10 h à 16 h. Objectif : 100 donneurs ;
- à Farnham : en collaboration avec le club Optimiste de Farnham, église Saint-Romuald (sous-sol), 500, rue Saint-Hilaire, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif : 175 donneurs ;
- à Sainte-Sophie : organisée par le club Optimiste Sainte-Sophie, Pavillon de la jeunesse, 2181, rue Hôtel-de-Ville, de 14 h à 20 h. Objectif : 125 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Où va la production privée d'électricité?

■ À moins d'une intervention énergique du gouvernement, l'avenir des producteurs privés d'électricité au Québec s'annonce plutôt sombre. Si Québec devait maintenir le tarif de fourniture proposé par Hydro-Québec, malgré l'avis de la Régie de l'énergie, cela sonnera carrément le glas de l'industrie. Chiffres à l'appui, Lisa Binsse explique pourquoi demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le (514) 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Avez-vous fêté la Saint-Valentin hier?

Selon vous, Ottawa réussira-t-il à faire payer le prix aux fabricants de cigarettes afin de contrer l'usage du tabac chez les jeunes?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 44 %
Non: 56 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.



Actualités

L'EXPRESS DU MATIN

Emplois au Palais des congrès

■ Plus de 1500 personnes pourraient trouver un emploi en participant demain à la Foire de l'emploi des centre d'appels, estime la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, qui organise l'événement au Palais des congrès de Montréal. À partir de 10 h, les candidats pourront rencontrer les responsables de l'embauche d'une cinquantaine d'entreprises disposant de centres d'appel. Le président de la Chambre, David McAusland, fait valoir que ces emplois offrent de « bonnes conditions », des salaires qui atteignent le double du salaire minimum, voire davantage, et sont ouverts à des personnes handicapées physiquement.

Amende infligée à deux militaires

■ Les deux pilotes d'hélicoptère des Forces armées canadiennes qui avaient volé sous le pont de la Confédération (Nouveau-Brunswick) au mois d'août dernier, ont écopé respectivement d'une amende de 1250 $ et de 1000 $. Les deux officiers, les capitaines Francis Lavigne et Jean-Jacques Lamaire-Martin appartenant au 430e Escadron tactique d'hélicoptères, basé à Valcartier, s'étaient vus retirer le droit de piloter. Ils avaient alors été affectés à des tâches administratives au sein de l'Escadron. Les deux militaires ont été reconnus coupables d'avoir enfreint deux articles de la Loi sur la défense nationale, notamment d'avoir piloter un aéronef à une altitude inférieure au minimum autorisé, ainsi que d'avoir perpétré un acte préjudiciable au bon ordre et à la discipline. Le mois dernier, le commandant de l'Escadron, le colonel Serge Lavallé, avait décidé de qualifier de nouveau ses deux pilotes en tant que copilote.

Six morts sur les routes

■ Au cours du week-end, au moins six personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec. **Yan Lecompte**, 15 ans, a été heurté à mort par une voiture vers 22 h 45, samedi, sur la route Pierre-Neveu, à Mont-Laurier. Samedi, vers 22 h 40, sur la route 132, à Nicolet-Sud, **Alexandre Gava**, 18 ans, de Pierreville, est mort lorsque sa voiture a embouti un poteau. Le même jour, vers 18 h 20, sur la route 175, dans la réserve faunique des Laurentides, **Claude Saint-Cyr**, 38 ans, de La Baie, est décédé lorsque son véhicule est entré en collision frontale avec une autre voiture. Deux Lavallois, **Ronald Gardner**, 30 ans, et son épouse de 33 ans, **Chantal Baker**, ont péri dans un accident survenu à Crabtree, près de Joliette, tôt samedi matin. Leur auto est entrée en collision avec une voiture qui venait en sens inverse sur la route 158. Une manoeuvre de dépassement ratée est à l'origine de la collision qui a coûté la vie à un jeune automobiliste de 17 ans de Terrebonne, vendredi soir, à Saint-Lin, sur la route 335. On ignore l'identité de la victime.

La pêche au poulamon : saison exceptionnelle

■ La pêche au poulamon, qui a pris fin hier soir à Sainte-Anne-de-la-Pérade, a connu une saison exceptionnelle, soit la meilleure des cinq dernières années, selon les organisateurs. Quelque 80 000 personnes se sont rendues sur l'emplacement cette année, comparativement à 60 000 l'an dernier et près de 40 % des visiteurs provenaient de la région de Montréal, a indiqué Guy-Paul Brouillette, président de l'Association des pourvoyeurs. Le nombre de prises a aussi dépassé les prévisions, enregistrant la meilleure cote en dix ans.

Assurance-emploi : délégation à Ottawa

■ À la veille du dépôt du budget fédéral, une délégation de 150 membres de la Coalition québécoise de l'assurance-emploi se rendra ce matin à Ottawa. Les responsables syndicaux Gérald Larose, Lorraine Pagé et François Vaudreuil seront du nombre et rencontreront en privé le ministre des Ressources humaines, Pierre Pettigrew.

Après les urgences, les agences débordent

Les agences d'infirmières privées n'arrivent pas à répondre à la demande

CHRISTIANE DESJARDINS

Les infirmières, c'est de l'or en barre par les temps qui courent, on se les arrache littéralement. Si bien qu'après les urgences, ce sont maintenant les agences qui sont débordées. Elles ne parviennent pas à combler toutes les demandes des hôpitaux.

« On a fait le tour des agences. Des infirmières d'expérience, il n'y en a plus de disponibles. On nous a même dit que ça ne servait à rien d'appeler avant lundi », disait hier le Dr Jean Robert, directeur des services professionnels à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme.

Même son de cloche à l'hôpital Fleury, à Montréal. « Samedi, il y avait beaucoup de monde à l'urgence, et on ne trouvait pas d'infirmières. Toutes celles qui sont sur notre liste ont travaillé beaucoup ces dernières semaines. On les fait travailler en temps supplémentaire, mais elles sont épuisées. Le personnel est difficile à trouver, même avec les agences », explique le coordonnateur de l'hôpital, Richard Popieul.

Du côté des agences, on avoue qu'il y a beaucoup de pain sur la planche pour les infirmières d'expérience.

« On a des demandes de partout, nous avons été très, très occupées toute la semaine, et ça s'est poursuivi en fin de semaine, admettait hier Lyne Régis, de l'agence Hélène Quévillon. Pour les centres d'accueil, ça va. Mais pour les hôpitaux, il faut des infirmières d'expérience, qui sont capables, par exemple, de changer des pansements et de travailler en salle. C'est plus difficile à trouver. »

Chez Comédic, la situation était la même. « On a une bonne liste et habituellement on fournit. Mais actuellement, la demande est extrêmement forte, il en faudrait plus. Il y en a qui partent parce qu'elles obtiennent un poste. D'autre part, avec les mises à la retraite, les infirmières d'expérience sont plus difficiles à trouver. Nos infirmières ont beaucoup travaillé ces derniers temps et elles commencent même à me supplier de les laisser tranquilles un petit peu », conclut en riant Denise, la réceptionniste de l'agence.

Si la situation était moins dramatique que la semaine dernière dans la plupart des urgences, le personnel y était toujours très occupé et la capacité prévue était dépassée à peu près partout.

À l'hôpital Saint-Jérôme, le Dr Jean Robert a qualifié la situation de « pas drôle » en après-midi. « Nous avons eu beaucoup d'ambulances samedi et dimanche : des personnes âgées, de même que des accidents de ski et surtout de planche à neige. »

Outre les besoins en personnel, et pas seulement des infirmières, précise le Dr Robert, l'hôpital Saint-Jérôme a grand besoin de lits. « Nous fonctionnons à pleine capacité. On a fait le tour de l'hôpital pour donner leur congé à des patients aptes à sortir plus vite. Il nous manque 12 lits. On a douze personnes en attente d'hospitalisation pour des conditions majeures. »

Ce débordement, explique le Dr Robert, ampute le programme opératoire. Des chirurgies doivent être reportées.

À l'hôpital du Sacré-Coeur, on comptait 53 patients sur civière pour une capacité de 35. Elan Allison, un résidant de Dollard-des-Ormeaux, est un de ceux-là.

« L'hôpital Lakeshore est à cinq minutes de chez-moi, mais les ambulanciers n'ont pas pu m'y amener parce que l'hôpital était débordé », a-t-il expliqué à *La Presse*.

À la Cité de la santé de Laval, on comptait hier 64 patients pour une capacité de 36, dont sept s'y trouvaient depuis plus de 48 heures. Là aussi, on manquait de lits. La fatigue du personnel est bien réelle.

« La situation n'est pas facile, mais ce qui est plus difficile, c'est que ça perdure », constate Jean Garneau, porte-parole de la Cité de la santé.

Au Campus Notre-Dame, on rapportait 46 usagers pour une capacité de 28 ; au Campus Hôtel-Dieu, 20 pour 18, et à Saint-Luc, 34 pour 23.

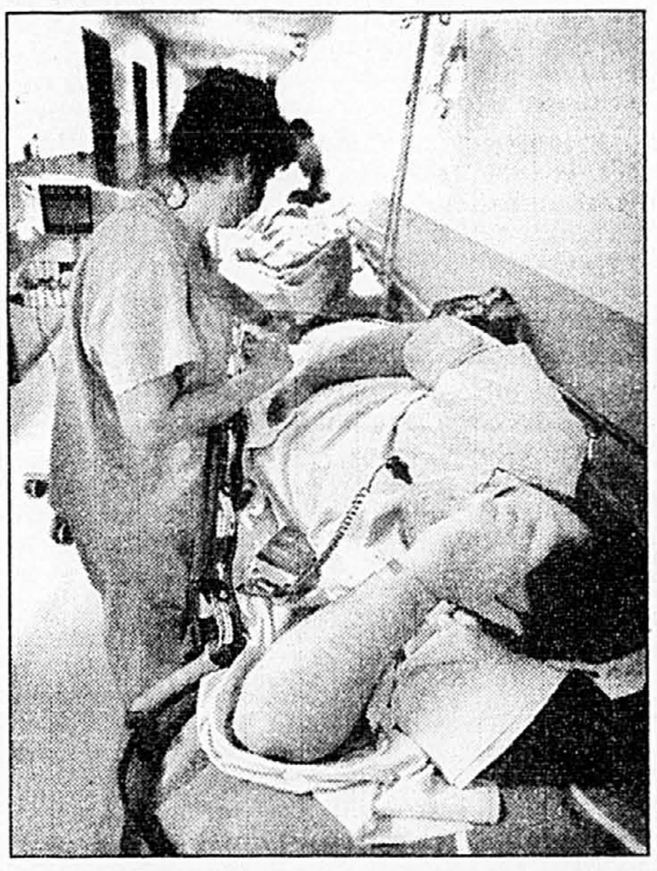


PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Les malades devaient patienter dans les corridors de plusieurs urgences, hier. À l'hôpital du Sacré-Coeur, où cette photo a été prise, les patients louaient néanmoins la qualité du personnel.

Dame Nature n'aura pas aidé la fête des Neiges

180 000 personnes néanmoins auront participé aux activités

RAYMOND GERVAIS

Le rideau est tombé hier sur la 17e édition de la fête des Neiges à Montréal.

L'événement n'aura finalement pas attiré autant de visiteurs que les organisateurs l'espéraient : à la fin du troisième week-end, quelque 180 000 personnes s'étaient déplacées sur le site pour participer à la fête.

Les organisateurs estiment que les sautes d'humeur de Dame Nature ont contribué à faire baisser l'achalandage. Les températures douces, la pluie et le verglas que nous avons connus lors des deux dernières semaines, ont forcé les organisateurs à annuler certains événements, dont la Grande Virée samedi dernier, la compétition de course de traîneaux à chiens qui devait se tenir sur le bassin olympique. La pluie de vendredi a eu pour effet de faire disparaître la neige sur le bassin, couche indispensable pour tenir l'événement.

Pis encore, les activités ont dû être suspendues durant cinq jours de semaine, forçant l'annulation de plusieurs classes de neige.

Pourtant, le premier week-end s'annonçait prometteur avec ses quelque 60 000 visiteurs. Le week-end suivant, 80 000 personnes ont foulé le sol de l'île Sainte-Hélène, dont 63 000 le dimanche, lors de la Grande fureur qui mettait en vedette des comédiens d'émissions populaires de télévision à Radio-Canada. À deux reprises, les ponts Jacques-Cartier et de la Concorde ont été congestionnés par la circulation automobile.

Hier, contrairement aux années précédentes, aucun événement marquant n'a eu lieu et quelque 30 000 visiteurs tout au plus se sont présentés.

Selon Marie Bouchard, porte-parole de la Société du parc des Îles, la nouvelle tarification ne serait pas responsable de la baisse de la clientèle. La majorité des visiteurs semble l'avoir bien acceptée.

L'objectif de revenu visé par la vente du nouveau laissez-passer, à l'effigie de la mascotte Boule de Neige, pourrait bien être atteint. Même si la compilation des revenus n'est pas complétée, « nous pouvons d'ores et déjà affirmer que cette nouvelle forme de tarification a été bien intégrée », a indiqué Marie Bouchard.



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Il n'y avait pas plus de neige qu'il ne fallait mais on s'est amusé quand même à cette fête des Neiges qui a pris fin hier.

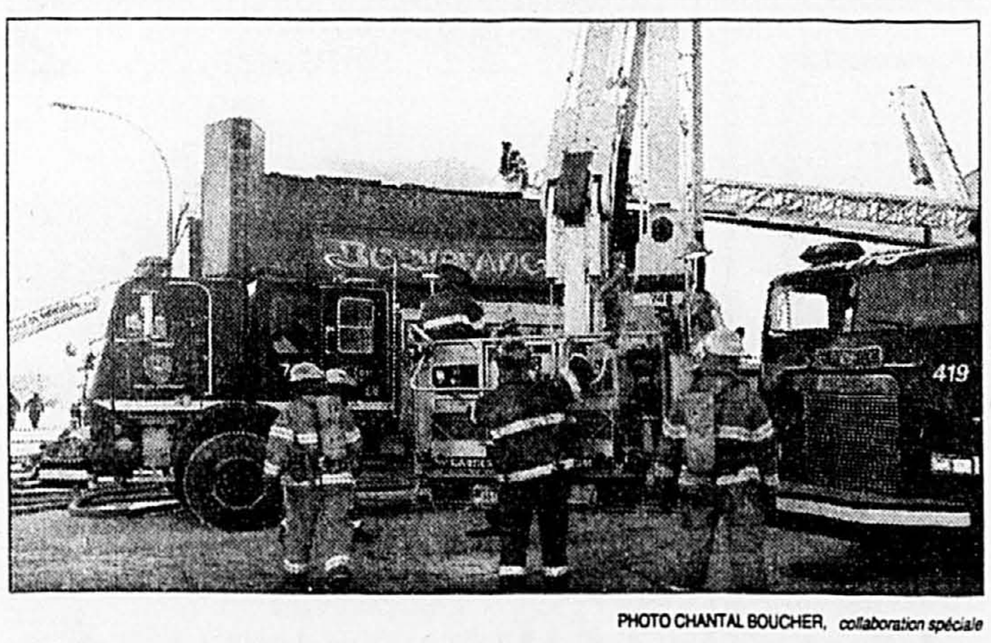


PHOTO CHANTAL BOUCHER, *collaboration spéciale*

Autre incendie criminel

Un incendie d'origine criminelle a complètement détruit, tôt hier matin, deux établissements fréquentés par des membres du groupe de motards des Hells Angels. Les flammes se sont déclarées au bar Boomrang situé à l'intersection des rues Viau et Notre-Dame, dans l'est de Montréal. L'élément destructeur s'est rapidement propagé au bar de danseuses nues le Pommeau d'Or, adjacent au Boomrang. Il a fallu mobiliser quelque 70 pompiers pour circonscrire les flammes qui étaient activées par un accélérant. Une fenêtre de l'un des établissements avait été fracassée à l'arrivée des pompiers. La police croit que c'est par là que l'incendiaire s'est introduit dans le club. Un résidant du secteur a appelé les pompiers après avoir constaté, lors de sa marche matinale, que de la fumée s'échappait du bar. L'enquête a été confiée à la section des incendies criminels de la police de la Communauté urbaine de Montréal.

Une fillette de 10 ans trouvée assassinée dans l'auto de son père

RAYMOND GERVAIS

Le père d'une fillette de 10 ans, Karine Hamel, dont le cadavre a été découvert en début de nuit dimanche dans son automobile à Saint-Pie, non loin de Saint-Hyacinthe, a été arrêté par les enquêteurs de la Sûreté du Québec qui le soupçonnent d'avoir étranglé sa fille.

L'homme âgé de 37 ans, de Verdun, a été appréhendé par les policiers au domicile de sa soeur et de son beau-frère situé au 1781, rang Haute-Rivière Nord, à Saint-Pie, où il s'était rendu après le drame.

Le père a alors informé sa soeur en indiquant son automobile « qu'un événement tragique » impliquant l'enfant venait de se produire. Le cadavre de la fillette a été retrouvé par sa tante et son oncle sur le siège arrière de l'automobile du père, garée devant le domicile de la tante.

Selon les premières constatations des policiers, la fillette semble avoir été tuée par strangulation. Aucune autre marque de violence n'étant apparente sur son corps. Il ne semble pas que l'enfant ait été atteinte par un projectile d'arme à feu ou par une arme blanche.

Une autopsie sera pratiquée en début de semaine au laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale à Montréal, afin de déterminer la cause exacte de la mort.

Souffrant d'un violent choc nerveux, le père a été transporté à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, où il est gardé par la police.

Les limiers l'interrogeront en rapport avec le crime dès que sa condition le permettra.

La mère de l'enfant, qui demeure à Montréal et partageait son logement avec la fillette, vit séparée de son conjoint. Elle a été rencontrée vers 5 h 30 par les policiers. Tout indique qu'elle n'a rien à voir avec le crime. La soeur et le beau-frère du père sont stupéfaits et s'expliquent mal ce qui a bien pu se produire. Ils savaient que l'homme avait des problèmes de communication avec sa femme, mais qu'il s'en soit pris à sa fille les déconcerte. Les policiers ignorent toujours ce qui aurait poussé le père à commettre un tel geste.

La semaine de prévention du suicide s'adresse aux hommes

MARIE-CLAUDE GIRARD

Première cause de mortalité chez les 15 à 40 ans, le suicide frappe quatre fois plus d'hommes que de femmes au Québec. Trois hommes par jour. En réaction à ces chiffres alarmants, l'Association québécoise de suicidologie a décidé de consacrer la 9e Semaine provinciale de prévention du suicide à la moitié de la population la plus à risque, les hommes.

Le thème, « 80 % des suicides sont commis par des hommes... Osons en parler », les invite à s'exprimer davantage et appelle toute la société à décoder l'expression de la souffrance masculine, souvent différente et mal comprise.

Quand une femme arrive en pleurs, se disant en colère, on sait qu'elle souffre ; lorsqu'un homme exprime sa souffrance, on dit souvent qu'il est agressif, « un gros méchant qui a perdu le contrôle », résume Louise Lévesque, présidente de l'Association. Sans tolérer des comportements inacceptables, on doit chercher à voir ce qui se cache derrière, dit-elle. Une fois le mal identifié, peut-être pourra-t-on aider.

Le nombre total de suicides a baissé à 1361 en 1997, a indiqué hier le coroner en chef, Me Pierre Morin. Mais à un taux de 18,1 suicides par 100 000 habitants, le phénomène demeure inquiétant, particulièrement chez les 40-49 ans. Entre 1994 et 1997, seul le groupe de 85-89 ans a enregistré un taux de suicide plus élevé.

Les régions les plus touchées sont l'Abitibi-Témiscamingue, l'Estrie et le Bas-Saint-Laurent.

Le suicide n'a pas d'explication unique, insiste Mme Lévesque. On parle d'un mélange de facteurs personnels, environnementaux et socioculturels. Pour les hommes, l'alcoolisme, la toxicomanie, le peu d'estime de soi, l'isolement s'ajouteraient à un accès plus facile à des moyens mortels et à la difficulté de l'entourage à répondre au problème.

De plus, pour les hommes élevés à régler seuls leurs problèmes, demander de l'aide équivaut souvent à un désaveu de leurs compétences, avance l'Association de suicidologie. Culturellement, le suicide apparaît comme une solution plus « virile ». Déjà, chez les 10 à 14 ans, on observe un taux de suicide plus marqué chez les garçons, constate le coroner Morin.

« Il faut en arriver à ce que le suicide ne soit plus présenté comme une solution acceptable pour mettre fin à une souffrance individuelle », estime le ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux et à la Protection de la Jeunesse, Gilles Baril. Trop souvent, les suicides sont rapportés de façon spectaculaire dans les médias, dit-il.

Le ministre doit annoncer le mois prochain un plan d'action global pour contrer l'alcoolisme, la toxicomanie, le VIH et le suicide, un programme que les groupes d'aide présents hier attendent impatiemment. Depuis l'an dernier, les régies régionales ont dépensé 1,4 million pour mettre en place la stratégie québécoise de prévention du suicide. Pour l'instant, les réalisations se limitent à des protocoles d'entente, des appels de proposition et un projet de formation des omnipraticiens visant à favoriser le dépistage de la dépression. « Chez les hommes, certaines études démontrent qu'au moment où ils sont prêts à demander de l'aide, on aurait avantage à répondre rapidement », note Mme Lévesque. Faute de moyens, ce n'est pas toujours possible.

Les régions de Lanaudière et de la Gaspésie n'ont toujours pas de centre de prévention du suicide. La plupart offrent des lignes d'écoute, mais les fonds manquent pour dispenser un suivi par des professionnels.

Des comédiens de quatre générations, Vincent Bilodeau, Daniel Gadouas, Jean-René Ouellet et Gérard Poirier, ont exprimé hier en conférence de presse différentes manifestations de la souffrance masculine. Du « Il y en a pas de problèmes » du monsieur soûl au serrement dans l'estomac du type bouillant.

Denise Leblanc-Bantey : des doutes planent sur le diagnostic des médecins

MARIE-CLAUDE GIRARD

Tandis que les proches de l'ex-ministre péquiste Denise Leblanc-Bantey s'apprêtent à lui rendre un dernier hommage, aujourd'hui à Cap-aux-Meules, des doutes planent sur le diagnostic des médecins qu'elle avait consultés depuis l'automne dernier pour des malaises à l'abdomen.

Selon un rapport préliminaire d'autopsie, la perforation d'un ulcère suivie d'une péritonite aiguë aurait causé la mort de l'ancienne députée des Îles-de-la-Madeleine, lundi dernier, à Montréal, rapportait cette semaine l'éditeur du journal madelinot *Le Radar*, d'après l'information transmise à deux membres de la famille de la disparue.

Selon l'information obtenue par l'éditeur Achille Hubert, un des médecins traitants aurait dit récemment à Mme Leblanc que la cause de son mal était « plutôt dans sa tête ». On lui aurait alors prescrit des antidépresseurs. En novembre, à l'Hôtel-Dieu, on aurait aussi diagnostiqué une irritation du côlon.

L'automne dernier, le médecin de Mme Leblanc a cru qu'elle avait un ulcère. Mais lors d'une consultation quelques semaines plus tard, on lui a dit qu'elle n'avait plus d'ulcère.« On doute. On ne sait pas. C'est vrai qu'un ulcère peut revenir », note Serge Leblanc, un des frères de la disparue. « On soupçonne qu'il y a eu quelque chose. »

Mme Leblanc appelait sa soeur Lucienne tous les jours, dit-il. La famille était donc au courant de ses problèmes de santé. Toutefois, M. Leblanc préfère ne pas commenter les circonstances du décès avant la publication du rapport final du coroner, le Dr Pierre-Charles Samson. Celui-ci doit remettre son rapport dans deux à trois mois.

Dans un article publié dans *Le Radar*, M. Hubert raconte que, lorsqu'il a parlé la dernière fois à Mme Leblanc, avant la dernière campagne électorale, elle a mentionné qu'elle avait des maux de ventre et d'estomac depuis un bon bout de temps sans que ses médecins arrivent à identifier le problème.

Cinq ministres du gouvernement Bouchard sont attendus aujourd'hui à Étang-du-Nord, le village où est née Mme Leblanc. Bernard Landry, Louise Harel, Jacques Léonard, Jacques Baril et Maxime Arsenault, député-ministre des Îles-de-la-Madeleine, assisteront cet après-midi aux funérailles. Les députés bloquistes Christiane Gagnon et Hélène Alarie ont aussi confirmé leur présence.

Élargissement de la notion de responsabilité lors d'une grossesse

Presse Canadienne
TORONTO

S'il faut s'en tenir à la décision d'un juge torontois, qui a statué la semaine dernière que l'ex-compagnon d'une femme enceinte devait débourser la moitié des dépenses prénatales, certains devraient y penser deux fois avant de passer à l'acte.

C'est du moins ce que croit Danny Guspie, directeur du groupe Fathers Resources International, dont la mission consiste à sensibiliser les gens aux conséquences et aux diverses réalités du divorce. Selon lui, le verdict a quelque chose de novateur. Le juge Hugh O'Connell a établi que la relation entre Andrea Danovitch et Mark Tatoff, qui faisaient domicile à part, avait duré assez longtemps pour qu'il en résulte une sorte de contrat impliquant des responsabilités de part et d'autre. Il a donc accordé 2355 $ à la femme enceinte, question de couvrir notamment les dépenses de vêtements de maternité, les frais de sage-femme et les ouvrages de référence sur la grossesse. Le juge a ajouté 330 $ pour le transport en taxi pendant la grossesse, les frais occasionnés pour la lessive et l'achat de plats cuisinés pour emporter. Tous deux célibataires de la fin trentaine, Mme Davidovitch — qui devrait accoucher en mars — et M. Tatoff avaient fait connaissance, en novembre 1997, à l'aide d'une agence de rencontres. Si la nouvelle de la grossesse les avait emballés dans un premier temps, leur relation a frappé un noeud deux semaines plus tard. M. Tatoff avait déjà convenu de verser une pension alimentaire après la naissance de l'enfant.

Toronto
Aller simple 89 $*
*Prix pour vols du matin (vols PM à 149 $).

Horaire*	Départ	Retour
Lundi au vendredi	7 h 00	18 h 00

*Horaire et prix sujets à changement sans préavis / taxes en sus.

NOUVEAU
Présélection de sièges
Maintenant disponible : *10 $ par vol
Tél. : 1-888-828-9797
*À partir de 10 $ par segment de voyage

ROYAL
Communiquez avec votre agent de voyages dès aujourd'hui!
2727577

Nouvelles Obligations d'épargne du Canada
Placement sûr et garanti. En vente maintenant.

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA	Émission 58		
	3,65 % AN 1		
OBLIGATIONS À PRIME DU CANADA	Émission 7		
	4,25 % AN 1	4,50 % AN 2	5,00 % AN 3

Taux d'intérêt annuel composé de 4,58 % pour les obligations «C» détenues pendant 3 ans.

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BÂTISSEZ SUR DU SOLIDE.
Canada
Les émissions 58 et 7 sont en vente jusqu'au 1er mars à votre établissement bancaire ou financier.
2725212

Pour le meilleur...
Nous avons mérité en 1998 le "PRIX ÉMÉRITE OR" pour le concessionnaire s'étant le plus distingué par la qualité de son service.
...et pour le prix
La capacité d'offrir les meilleurs prix pour un véhicule de qualité en dit aussi beaucoup sur l'excellence de AUTO GOUVERNEUR NISSAN
SERVICE compris!

0$ comptant
Sentra XE 1999
• 5 vitesses
• Climatiseur sans CFC
• Radio AM/FM stéréo
• Et beaucoup plus
225$ par mois* 0$ comptant
199$ par mois* 999$ comptant

0$ comptant
Altima GXE 1999
• Automatique
• Vitres électriques
• Radio AM/FM stéréo
• Et beaucoup plus
299$ par mois* 0$ comptant
279$ par mois* 999$ comptant

0$ comptant
NOUVEAU MODÈLE
Maxima ES 1999
• Automatique
• Climatiseur réglable auto
• Radio AM/FM stéréo
• Et beaucoup plus
399$ par mois* 0$ comptant
369$ par mois* 1495$ comptant

Pathfinder 4X4 1999,5
• Climatiseur
• Radio AM/FM stéréo
• Et beaucoup plus
399$ par mois** 2995$ comptant
33 298$ à l'achat†

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
*Location 48 mois, 18 000 km inclus par année, taxes en sus.
** Location 36 mois, 20 000 km inclus par année. † Modèle 5CAG59AA00
La vie est une route. À vous d'en profiter.
Pour le meilleur... NISSAN ...et pour le prix
AUTO GOUVERNEUR LAVAL
305, ST-MARTIN EST, LAVAL (450)668-1650
2727672

VOLVO
Liquidation de balance de modèles 98
S70 T5 manuelle 6 unités 489 $ par mois
S70 T5 automatique 4 unités 509 $ par mois
S70 T5 manuelle S.E. 2 unités 519 $ par mois
John SCOTTI VOLVO
Location 36 mois / 18 000 km par année
5 000 $ comptant ou échange / Location individuelle seulement
4330, rue Jarry Est (514) 725-9394
2726471

Les 20 millions de Gisèle Faubert



Philippe CANTIN

Vendredi soir, Louis n'est pas sorti avec ses amis. Son travail l'appelant au petit matin, il valait mieux se coucher tôt.

Avant de filer au lit, le jeune homme de 23 ans s'est assis aux côtés de sa mère, Gisèle, devant la télévision. Comme des dizaines de milliers de Québécois, leurs billets de Super 7 en main, ils ont regardé le tirage de Loto-Québec sur les ondes de TVA. Lorsqu'un gros lot de plusieurs millions est en jeu, les cotes d'écoute gonflent.

Dès le dévoilement de la combinaison gagnante, Louis a compris que la fortune ne lui sourirait pas. Ce ne serait pas encore ce soir que les billets verts tomberaient comme par magie dans son compte bancaire. Et qu'il pourrait troquer sa bagnole pour le Jeep Grand Cherokee de ses rêves.

Comme il s'apprêtait à se lever, Louis a senti sa mère lui donner une tape sur l'épaule. « Je pense avoir tous les numéros... » Incrédule, Louis a rétorqué : « Ben voyons donc ! »

Leur coeur battant la chamade, maman et fiston ont de nouveau vérifié les chiffres, jusqu'à s'en arracher les yeux. À minuit, ils ont enregistré la rediffusion du tirage, question d'être tout à fait sûrs de leur coup.

Aucune erreur possible : Gisèle Faubert, les 48 ans bien sonnés, touchait le gros lot ! Et sa vie, comme celle de ses enfants, venait de basculer. Tenez, samedi matin, après une nuit blanche, Louis a appelé son patron : « Désolé, je n'irai pas travailler aujourd'hui... »

■■■

La petite ville de Mercier est située sur la Rive-Sud de Montréal, quelques kilomètres après Châteauguay. Sa principale artère est la route 138, aussi connue sous le nom de boulevard Saint-Jean Baptiste.

On y trouve les commerces habituels : stations-service, restaurants et dépanneurs. Au milieu de cette grisaille, un magnifique bâtiment de pierre se découpe dans le ciel : l'église Sainte-Philomène. Quelques mètres plus loin, c'est le marché d'alimentation IGA. C'est là que Gisèle Faubert a acheté le billet vainqueur, une mise éclair qui lui vaut aujourd'hui une fortune de 20 millions.

La valideuse miracle est installée à l'entrée, devant le comptoir de cigarettes. Une guirlande de la Saint-Valentin est suspendue, une affiche annonce les poires Bartlett en vente à 1,29 $ la livre. Ici, tout le monde connaît tout le monde, et les caissières remettent aux enfants des ballons qu'elles gonflent elles-mêmes après avoir rendu la monnaie aux parents.

Josiane Poirier, la caissière chef, traduit la pensée de ses collègues de travail. « On est content que la gagnante soit une personne du coin... »

Gisèle Faubert habite en effet cinq rues plus loin, dans une modeste maison blanche. Sa chance est aussi celle du proprio du marché d'alimentation. La prime de 1 % versée au détaillant vendeur lui vaudra 200 000 $! Cette somme facilitera ses projets de rénovation. Depuis qu'une grande surface Sobeys a ouvert ses portes à Châteauguay, les affaires sont plus difficiles.

■■■

On fait quoi après avoir gagné un montant non imposable de 20 millions ?

D'abord, on essaie de conceptualiser l'ampleur de cette fortune, un exercice pas évident. À preuve, la réaction initiale de Mme Faubert en commentant ce coup du destin : « Je vais finir de payer ma maison et mon auto, ça c'est certain... » Bonne idée, sauf qu'elle devra ensuite gérer un montant supérieur à 19,9 millions !

Imaginez : si Mme Faubert décidait de placer toute sa fortune dans des obligations de premier ordre, elle toucherait annuellement 1 million en revenus d'intérêt, sans même entamer son capital.

« Un conseil pour Mme Faubert ? D'abord, trouver un conseiller financier intègre, en qui elle aura pleine confiance. Ensuite, dresser avec lui un plan d'action en fonction de ses objectifs. »

L'homme à qui on doit ces paroles sages s'appelle Daniel Sauvé. Vous ne le connaissez sans doute pas. Mais dans l'univers du sport professionnel, où les salaires n'en finissent plus de grimper, il jouit d'une réputation enviable. À titre d'expert-comptable de la firme Jandec, représentant plusieurs hockeyeurs vedettes, son expertise dans la gestion de fortune ne fait aucun doute. Il conseille notamment Patrick Roy, Vincent Damphousse, Pierre Turgeon, Vincent Lecavalier et plusieurs autres multimillionnaires du sport.

« Mme Faubert dit vouloir gâter son monde, rappelle M. Sauvé. Voilà un objectif clair. Elle devra maintenant en établir les paramètres. Veut-elle leur donner 500 000 $, un million ou cinq millions ? Cela dit, elle devra éviter le véritable danger guettant les gens touchant une fortune : poser des gestes stupides. »

Hélas ! à compter d'aujourd'hui, une foule d'individus flairant l'inexpérience de Mme Faubert lui proposeront des investissements irréfléchis. Daniel Sauvé les surnomme moqueusement les « requins » intéressés à construire « des usines de gomme balloune ». Comme les millionnaires du hockey, la gagnante du gros lot se fera miroiter de nombreux projets farfelus.

À ses clients, Daniel Sauvé propose des consignes claires : non aux idées risquées. Si l'un d'eux veut absolument miser quelques dollars dans une entreprise audacieuse, son investissement ne doit représenter qu'une goutte d'eau de sa fortune. Mme Faubert aurait avantage à s'en souvenir.

■■■

Reste l'épineuse question du bonheur. Des familles déchirées après avoir remporté des gros lots, des frères et des soeurs en chicane, l'histoire de Loto-Québec en est pleine.

L'ultime scénario catastrophique est bien sûr celui de la famille Lavigueur. Après avoir remporté un tirage de 7,6 millions en 1986, Jean-Guy Lavigueur fut traîné en cour par sa fille de 16 ans, désireuse d'obtenir sa part du butin. Ses amis et sa famille l'abandonnèrent.

Trois ans plus tard, dans une entrevue à Claude Charron, M. Lavigueur reconnut ne pas être plus heureux qu'auparavant. « Je n'étais pas pauvre. Chaque semaine, je pouvais m'acheter une caisse de bière et les enfants n'ont manqué de rien... »

Bravo, Mme Faubert. Mais surtout, bonne chance.

philippe.cantin@lapresse.ca

AFFAIRES À FAIRE



FORFAIT AFFAIRES
10 chambres et plus
à partir de 57$ par personne en occupation double
Au cœur de la vallée de Saint-Sauveur

• Chambres de catégorie supérieure incluant 1, 2 ou 3 repas
• Stationnement intérieur à titre gracieux
• Salle de réunions
• 2 pauses-café par jour
• Équipement audio-visuel de base
• Frais de service
Aussi disponible: Autres forfaits animation pour groupe • service de secrétariat

HÔTEL Manoir Saint-Sauveur
www.manoir-saint-sauveur.com
2714479
1 800 361-0505

DUO D'ENFER!
Civic hatchback et berline 1999
208$* par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS
Option 0$ COMPTANT également disponible



*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la Civic hatchback CX 1999 (modèle EJ632X) ou la berline Civic LX 1999 (modèle EJ653X) neuves. Échange ou comptant de 1 500 $ (hatchback) ou 1 775 $ (berline), la première mensualité et un dépôt de garantie de 250 $ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 $ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC
HONDA
CONÇUES ET CONSTRUITES SANS CONCESSION
2725371

1 h 23 DU MATIN
Vous avez du mal à respirer.
MedicAlert
PARLE POUR VOUS
1-800-668-6381
www.medicalert.ca

loto-québec résultats

649 — Tirage du 99-02-13

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	10 000 000,00 $
5/6+	8	124 200,20 $
5/6	413	1 924,60 $
4/6	22 740	67,00 $
3/6	430 042	10,00 $

7 12 30 35 44 49
Numéro complémentaire: 39
Ventes totales: 24 276 518 $
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 99-02-13

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	1	50 000,00 $
5/6	11	500,00 $
4/6	989	50,00 $
3/6	19 258	5,00 $

6 16 22 31 37 48
Numéro complémentaire: 40
Ventes totales: 592 604,50 $

Banco — Tirage du 99-02-14
1 9 10 12 22
23 25 27 30 34
35 38 40 43 49
56 62 67 69 70

La Québécoise — Tirage du 99-02-14
3 4
279 1185

Extra — Tirage du 99-02-13
NUMÉRO: 997637

Extra — Tirage du 99-02-14
NUMÉRO 667423

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Conseil de quartier de Ville-Marie

MONTRÉAL c'est toi ma ville!

Les membres de votre conseil de quartier, **M. Serge Lajeunesse**, président, conseiller du district de Sainte-Marie (39), **M. Sammy Forcillo**, conseiller du district de Saint-Jacques (38), et **M. Gerry Weiner**, conseiller du district de Peter McGill (26), vous invitent à participer à la prochaine assemblée du conseil de quartier de Ville-Marie.

À cette assemblée, vous pourrez :

- poser des questions ou présenter des requêtes sur tout sujet qui vous préoccupe relativement à votre quartier ou à l'administration municipale;
- obtenir des renseignements et émettre des commentaires concernant **le bain Laviolette, l'aménagement des abords des stations de métro Beaudry et Papineau et le déneigement.** Au cours de cette rencontre, les membres du conseil de quartier feront le point sur ces différents dossiers du quartier.

Aucune inscription préalable n'est requise pour y participer.

Date : Le lundi 22 février 1999
Heure : 19 h
Lieu : Centre Saint-Pierre
1212, rue Panet, salle 200
(un peu au nord du boulevard René-Lévesque Est)

Pour plus de renseignements, adressez-vous au Service des relations avec les citoyens :

- Secrétariat des conseils de quartier, 872-9387
- Bureau Accès Montréal Ville-Marie, 872-6395

Le greffier, **Me Léon Laberge**

Le point sur différents dossiers du quartier



Nouvelles limites du quartier de Ville-Marie

2725147

Entrevue

Daniel Green, le Don Quichotte des écolos ne coulera pas avec le *Titanic*



Nathalie Petrowski

Le couloir donne sur une enfilade de murs jaunes, lisses et sinistrement silencieux. Toutes les portes sont fermées sauf une : celle de la suite 214, siège social de la SVP, la Société pour vaincre la pollution. À mesure que l'on s'en approche, on ne découvre pas un univers normal, rassurant et organisé. On découvre plutôt un monde à l'envers, une débauche de livres, de paperasses et de documents qui s'élèvent en un édifice aussi poussiéreux qu'instable. Au milieu de ce fouillis en mal de recyclage, un homme de taille moyenne, en chemise et pantalons verts, a la tête plongée dans un texte.

De loin, Daniel Green, l'ennemi numéro un des gros pollueurs industriels, le Don Quichotte du fleuve et petits poissons, ressemble à un étudiant. De près aussi, sauf que l'étudiant a 44 ans, un âge anormalement avancé pour fréquenter les bancs de l'école.

Ce matin, l'étudiant a l'air non seulement d'un homme fatigué mais d'une âme en peine. Cette impression est accentuée par le fait que Daniel Green est seul. Pas une secrétaire à l'horizon. Pas un collègue ou adjoint dans les parages. Depuis janvier, Daniel Green est l'unique employé de la SVP.

Employé est d'ailleurs un euphémisme puisque Green n'est même plus en mesure de se verser un salaire. Avant les fêtes, il a été obligé de limoger Patrice Limoges, son adjoint et associé. Aujourd'hui, les 15 $ annuels que versent les 200 membres de la SVP suffisent tout juste à payer le téléphone et le loyer du local du Vieux-Montréal.

Si ce n'était de sa femme, une écologiste américaine rencontrée en 1987 pendant un Sommet sur les Grands Lacs et avec laquelle il a eu un petit garçon, Daniel Green serait dans la rue. C'est au demeurant ce qui risque de lui arriver malgré tout.

« Si je ne trouve pas 31 000 $ sous peu, ma maison sera saisie », dit-il le plus calmement du monde.

La somme représente les frais d'avocats que Green doit à la firme Sproule, Castonguay Pollack, qui l'a représenté contre le gouvernement fédéral dans l'affaire de l'Irving Whale.

La firme a obtenu une injonction contre le levage de l'énorme barge infestée de BPC. Elle a par la suite négocié un arrangement à l'amiable avec le gouvernement. Mais au lieu de demander à Ottawa de payer les 39 000 $ de frais de cour, la firme a réglé pour huit mille dollars. Aujourd'hui, Sproule, Castonguay Pollack demande à Green de payer la différence !

« C'est à n'y rien comprendre ! soupire Green. Ou bien ils sont de mèche avec le gouvernement et veulent détruire SVP, ou bien ce sont des incompétents qui doivent être dénoncés, ce que je suis sur le point de faire. »

Reste que cette nouvelle vient confirmer une chose : depuis sa victoire contre le levage de l'Irving Whale en 95, rien ne va plus pour Daniel Green.

« Je suis victime de mon succès, ironise-t-il. Plus je gagne mes causes, plus je perds les fonds pour les financer. »

Depuis l'injonction, les deux grandes familles montréalaises qui l'aidaient anonymement l'ont laissé tombé.

« Les gens qui ont de l'argent sont prêts à aider les bonnes causes pour autant qu'elles ne soient pas trop controversées. Ces gens-là sont conservateurs par définition, ils ne veulent pas être associés à des extrémistes. Et en m'attaquant à l'Irving Oil ou à l'Alcan, je suis devenu à leurs yeux un extrémiste. Ils ne pouvaient plus me soutenir ».

Même phénomène du côté du gouvernement fédéral dont les subventions constituaient jadis 70 % des revenus de SVP. Ajoutez à cela que Daniel Green est devenu la bête noire de Sheila Copps qui, selon la rumeur, se réveillerait la nuit pour le haïr.

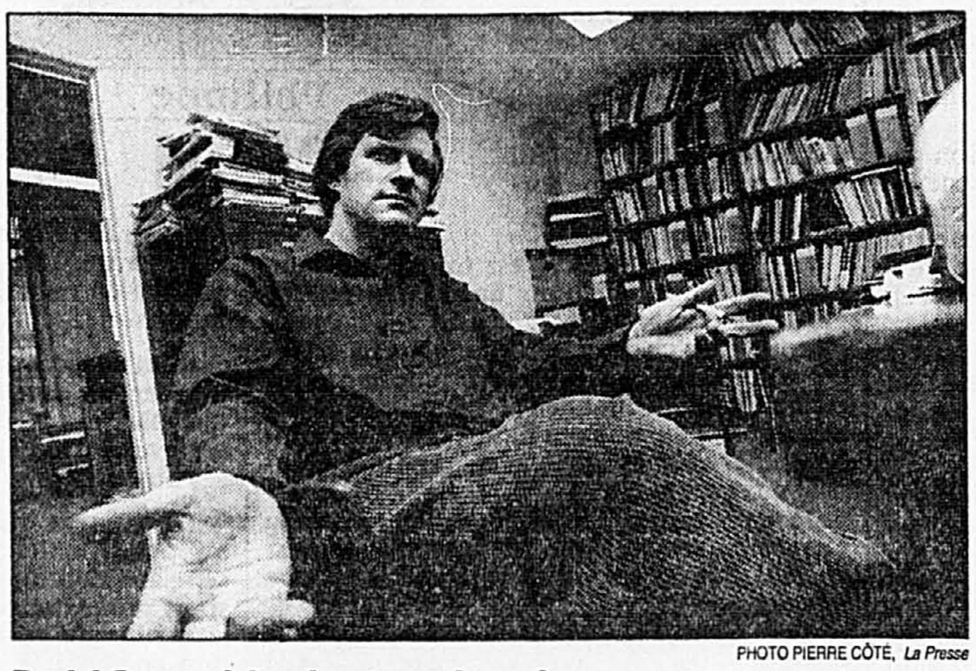


PHOTO PIERRE CÔTÉ, *La Presse*

Daniel Green n'abandonne pas le navire.

« En 1995, Sheila était le ministre de l'Environnement, raconte Green. Or depuis des années, la tradition à la SVP veut que, le 1er avril, on envoie une perchaude contaminée du lac Saint-Louis au ministre en poste. En principe, le poisson est gelé. Manque de chance, il y a eu un retard avec Postes Canada. Ils l'ont reconnu eux-mêmes. Si bien que le poisson d'avril de Sheila a passé la fin de semaine sur son bureau. Le lundi matin lorsqu'elle a ouvert le paquet, il paraît qu'il a fallu évacuer l'étage au complet tellement ça puait. »

Depuis ce jour fatidique, inutile de dire que Sheila Copps ne tient pas Daniel Green en odeur de sainteté. L'affaire de l'Irving Whale n'a pas arrangé les choses. Et quand Green a eu le malheur de demander la décontamination du canal Lachine qui relève du nouveau ministère de Sheila (le Patrimoine), ce fut la cerise sur le sundae contaminé.

Depuis, finies les généreuses subventions fédérales. Finies aussi les subventions provinciales, le gouvernement québécois ayant choisi d'aider les conseils régionaux de l'environnement plutôt que les groupes comme SVP.

Bref, si Daniel Green ne trouve pas un sauveur d'ici peu, la SVP risque de couler à pic comme le *Titanic*.

« L'erreur, avoue Green, ça été de trop déprendre du gouvernement et de croire qu'il accepterait qu'on lui morde la main sans rien dire. En même temps, je considère que la SVP est un service public. Quand je sonne l'alarme sur les BPC ou sur le mercure et l'arsenic dans le canal Lachine, je me préoccupe de la santé des citoyens. Le gouvernement devrait me remercier et me subventionner doublement »

Mais Daniel Green sait qu'il rêve en couleurs. Il sait aussi qu'il n'est pas un homme raisonnable.

« Si j'étais un homme raisonnable, je ne poursuivrais pas les gros pollueurs. Je travaillerais pour eux. Malheureusement c'est contre mes principes. »

Ses principes, Green les tient de ses deux parents. D'abord son père Irving Greenbaum, un juif anglophone de gauche qui, malgré son métier de publicitaire, n'hésitait pas à entraîner son fils, âgé alors de 5 ans, pour manifester contre la bombe au Carré Phillips.

Quant à sa mère, Andrée Beaulieu, une Gaspésienne militante et engagée, elle paracheva l'éducation sociale et politique de son fils.

« Pendant la crise d'octobre, j'avais 12 ans et je portais un brassard noir. Quand les profs me demandaient qui était mort dans la famille, je répondais : la démocratie. »

À la même époque, sa mère, prof d'arts plastiques et une des fondatrices du syndicat des profs de l'UQAM, organisa un encan pour les prisonniers politiques. Plus tard, elle abandonna la sécurité de l'UQAM pour aller faire un doctorat au MIT. À 60 ans, l'âge où l'on songe normalement à sa retraite, Andrée Beaulieu-Green fonda Icari, sa propre école d'infographie qui lui valut le titre de femme entrepreneur de l'année. Avec une hérédité aussi lourde, comment voulez-vous que Daniel Green soit un homme raisonnable.

« C'est sûr que tout serait plus facile si j'étais plus conciliant, si je ne portais pas toujours ma croix, mais si je ne le fais pas, qui va le faire ? Et surtout qui va le faire aussi bien que moi ?

Manifestement, Daniel Green ne doute pas de ses compétences. Tout récemment pourtant, ce sont les autres qui se sont mis à en douter. Pendant sa poursuite contre les sites toxiques de Laidlaw, la défense a accusé Green de se faire passer pour un biologiste alors qu'il n'en avait pas le diplôme.

« C'est vrai. J'ai fait deux ans en biologie à l'UQAM et puis j'ai tout lâché quand j'ai découvert qu'un de mes profs de chimie travaillait pour un pollueur. J'avais 20 ans, j'étais naïf et très idéaliste. »

Pour se venger de Laidlaw, Green est retourné sur les bancs de l'université. Il termine cette année une maîtrise en sciences à l'UQAM.

« Le retour à l'université à 40 ans a été un choc, confie-t-il. On n'est plus dans les années 70, la plupart des étudiants n'ont pas une lueur d'idéalisme dans leurs yeux. Ils étudient en fonction d'une carrière et d'un salaire précis, si bien qu'à 44 ans, je passe pour le plus radical de la classe. C'est un peu déprimant. »

L'expérience ne fut pas entièrement négative. Green en a profité pour se ressourcer et rafraîchir ses données en neurotoxologie, en immunochimie et en bio-statistiques. Mais il a surtout compris que le métier d'écologiste était le plus beau métier du monde et qu'il ne voudrait pas en pratiquer d'autre.

Tant pis pour le fric, la maison, le confort et la raison, ce n'est pas demain la veille que Don Quichotte rendra les armes.

Bourrée de bonnes idées.

La MALIBU de Chevrolet



228 $ /mois* location 36 mois

Comptant	Mensualité
0 $	308 $
1 414 $	268 $
2 747 $	228 $

Les meilleures idées sont souvent les plus simples. La Malibu en est un bon exemple, sa conception de qualité refoule d'ingéniosité ce qui agrémente vos déplacements. Et quand on regarde son prix, on se demande pourquoi on se priverait d'autant de bonnes idées.

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) (voir tableau). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 375 $ et première mensualité exigés à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. Une commande (ou échange) de véhicule peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez www.gmcanada.com

CHEVROLET Oldsmobile GM

2720336

La Malibu. Connue pour en prendre. Reconnue pour en donner.

Un casse-tête comme il les aime

Jean-Pierre Auger, troisième directeur du Campus du Fort Saint-Jean en quatre ans

RIMA ELKOURI

Troisième directeur en quatre ans à la tête du Campus du Fort Saint-Jean, Jean-Pierre Auger n'a pas peur de la tâche gigantesque qui l'attend. « J'étais à la recherche d'un défi, pas d'un emploi », lance-t-il d'un ton ferme.

Oui, l'ex-collège militaire est un casse-tête en trois dimensions, concède celui qui est entré en poste il y a un peu plus d'un mois. « Mais c'est un beau casse-tête. L'endroit a un potentiel exceptionnel, notamment récréo-touristique. C'est beaucoup plus qu'un campus, c'est un quadrilatère historique (...) Tous les morceaux sont là, il s'agit de les mettre ensemble. Ce n'est pas un puzzle à 10 000 morceaux ! »

Le défi, c'est de « maximiser la rentabilité » du campus, qui se veut maintenant « un centre de formation et de recherche de haut niveau », dit-il.

Avant de s'atteler à cette tâche, M. Auger a travaillé 13 ans en gestion immobilière, notamment chez Standard Life et Royal Lepage. Détenteur d'une maîtrise en administration des affaires (MBA), il a aussi une formation en enseignement. Il a déjà été professeur d'éducation physique et a donné des cours de gestion immobilière aux niveaux collégial et universitaire.

Cette double expérience en gestion et en enseignement lui permettra de rassembler les morceaux du puzzle, de réunir « contenu » et « contenant », dit-il.



PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Jean-Pierre Auger, nouveau directeur général du Campus du Fort, devra mettre en branle les nouveaux projets, bâtir une clientèle, rassurer les partenaires et négocier avec Ottawa.

Le contenu, ce sont les multiples projets mis en branle dans les trois avenues privilégiées par le Campus : la sécurité, les technologies de l'information et l'enseignement des langues.

Se greffent à ces trois créneaux, plusieurs projets, tel celui du Collège du Monde Uni, toujours en suspens, faute de fonds. S'il voit le jour, ce collège serait le premier de langue française et offrirait un programme de baccalauréat international à des étudiants des quatre coins du monde.

Pour ce qui est du « contenant », il inclut tous les efforts nécessaires pour « vendre » le campus et séduire les clients.

Et pour séduire, il faut aussi rassurer les partenaires, indique M. Auger. En ce sens, les négociations des prochains mois avec Ottawa, toujours propriétaire des lieux, seront déterminantes : un bail à long terme, d'au moins 10 ans, avec possibilité d'extension pour un autre 10 ans est souhaitable, dit-il.

Il faudra aussi obtenir une aide financière. Puisque le fédéral est « un peu réticent » à l'idée de verser une subvention directe au campus, il faudra trouver des « formules créatives ». « Ça peut être sous forme d'en-lieu de taxes. Le gouvernement pourrait aussi continuer de nous envoyer ses élèves-officiers assurant des revenus au campus. Ou nous aider à rénover les infrastructures... »

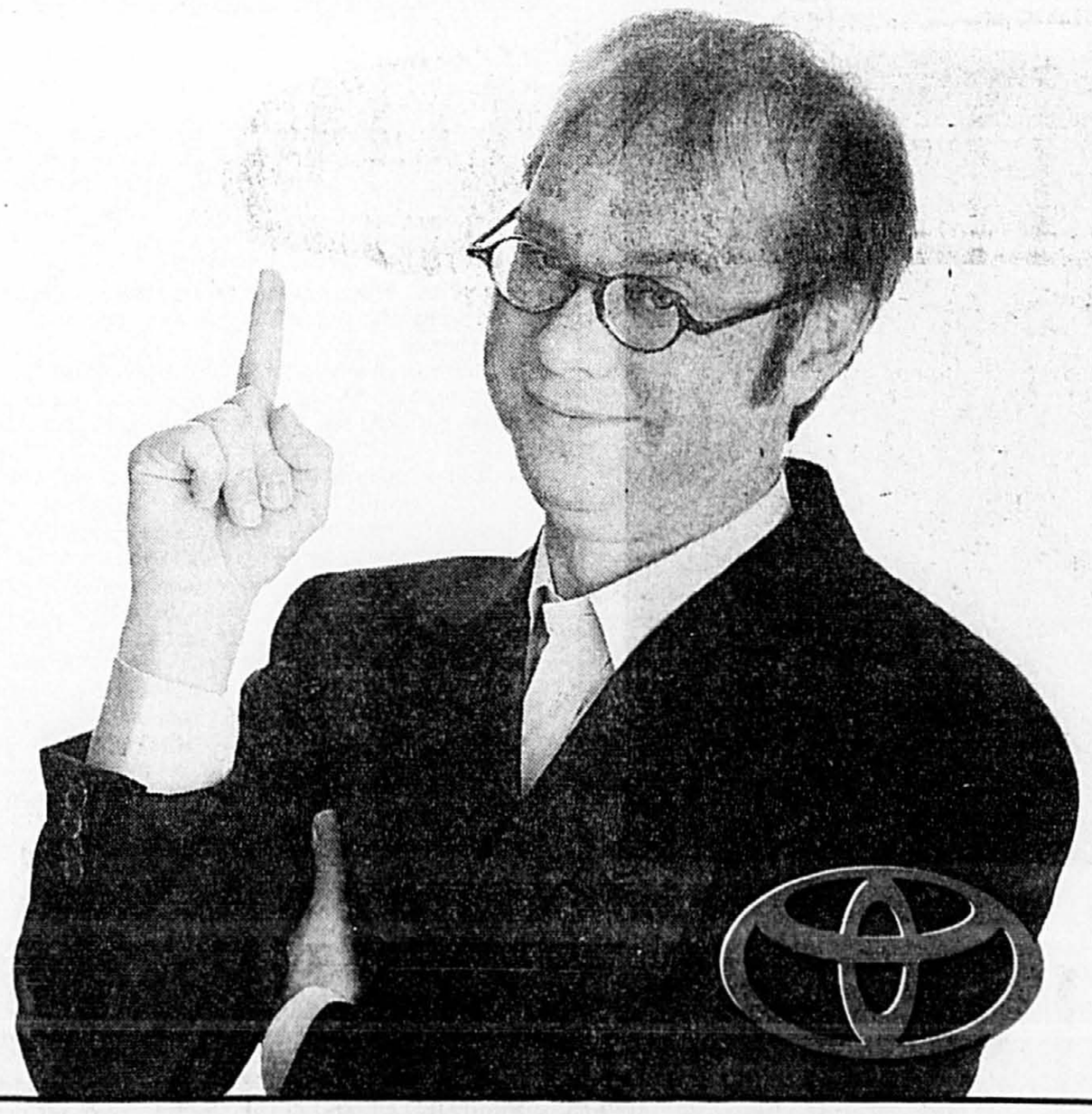
Les ententes avec les partenaires corporatifs installés sur le campus, comme la société-conseil en informatique DMR, prennent fin en septembre 2000, date à laquelle la subvention annuelle de cinq millions du fédéral vient à échéance. « Tout est sujet à être renouvelé, si le gouvernement renouvelle avec nous. C'est très difficile d'élaborer une vision à long terme avec une telle épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. »

Une réponse d'Ottawa est attendue d'ici le 1er avril, dit-il. En attendant, le nouveau directeur général se réjouit de la naissance, fin janvier, de l'Institut de prévention et de gestion des sinistres et des crises, dont l'Université de Sherbrooke est le maître d'oeuvre. « On veut regrouper sous un même toit tous les grands experts dans ce domaine. Ce sera une référence incontournable. »

Le 29 avril, l'Institut sera l'hôte d'un colloque sur le bogue de l'an 2000. Le sujet est moins « redondant » qu'il ne le semble, avertit M. Auger. Des invités de prestige y aborderont une question éclipsée jusqu'à présent : Quels seront les recours légaux des entreprises s'il se produit bel et bien un bogue ?

SALON
À CE STADE-CI, ON NÉGOCIE !
CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES TOYOTA

BOUCHERVILLE Toyota Duval 655-2350
BROSSARD Brossard Toyota 445-0577
CANDIAC Candiac Toyota 659-6511
CHAMBLY Chambly Toyota 658-4334
CHÂTEAUGUAY Châteauguay Toyota 692-1200
GATINEAU Toyota Gatineau 568-0066
HULL Villa Toyota 776-0077
ÎLE PERRÔT Île Perrôt Toyota 453-2510
JOLIETTE Joliette Toyota 759-3449
LACHINE Spinelli Lexus Toyota 634-7171
LACHUTE Lachute Toyota 562-6662
LAVAL Chomedey Toyota 687-2634
LAVAL Vimont Lexus Toyota 668-2710
LONGUEUIL Longueuil Toyota 674-7474
MONT-LAURIER Claude Auto 623-3511
MONTRÉAL Alix Toyota 376-9191
MONTRÉAL Chassé Toyota 527-3411
MONTRÉAL Houle Toyota 351-5010
MONTRÉAL Lexus Toyota Gabriel 748-7777
MONTRÉAL Toyota Centre-Ville 935-6354
MONTRÉAL Toyota Pie IX 329-0909
POINTE-CLAIRE Fairview Toyota 694-1510
REPENTIGNY Repentigny Toyota 581-3540
ST-EUSTACHE Toyota St-Eustache 473-1872
ST-HYACINTHE Angers Toyota 774-9191
ST-JEAN Déry Toyota 359-9000
ST-JÉRÔME Toyota St-Jérôme 438-1255
ST-LÉONARD St-Léonard Toyota 252-1373
STE-AGATHE Toyota À Ste-Agathe 326-1044
STE-THÉRÈSE Blainville Toyota 435-3685
SHAWINIGAN Mauricie Toyota 539-8393
SOREL Automobile Pierre Lefebvre 742-4596
TERREBONNE Automobiles L.G. Léveillé 471-4117
THURSO Auger & Frères 985-2218
TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Toyota 374-5323
VALLEYFIELD G. Couillard Automobiles 373-0850
VERDUN Woodland Toyota 761-3444



Sur tous les modèles en stock.

Votre concessionnaire
TOYOTA

Pas facile de se débarrasser d'une manie ou d'un tic

Presse Canadienne
TORONTO

Nous connaissons tous des individus affligés de manies toutes plus énervantes les unes que les autres. Dans certains cas, il s'agit carrément de mauvaises habitudes, de comportements mal vus en société.

Certains se rongent les ongles ou se mordillent les lèvres, tortillent inlassablement leurs cheveux, tapent du pied ou griffonnent sans répit. D'autres sifflent, s'immiscent dans des conversations, pètent, crachent ou se jouent dans le nez quand ils pensent que personne ne les voit faire.

De telles habitudes peuvent faire perdre des emplois, des promotions, des contrats et des amis, affirme le docteur Richard Earle, directeur de l'Institut canadien du stress.

La recherche révèle qu'une manie a une « durée de vie » moyenne de huit ans, bien que certaines persistent toute la vie.

Il existe de nombreuses théories sur les causes du phénomène — de l'anxiété au stress en passant par l'énervement, l'ennui ou la recherche d'un réconfort.

Certains experts prétendent que toutes les personnes qui se rongent les ongles ressentent de l'insécurité, que celles qui tapent du pied sont impatientes et que les griffonneurs s'ennuient. Balivernes, affirme Ray Miltenberger psychologue et professeur américain. À son avis, l'anxiété et l'ennui peuvent jouer un rôle, mais les habitudes de chaque personne doivent être analysées individuellement.

À Londres, le docteur Stephen Palmer, expert en stress, abonde dans le même sens. On cède à une manie, dit-il, il n'y a pas de signification cachée.

Même la douleur ne garantit pas l'extinction d'une mauvaise habitude. Les gens qui rongent leurs ongles le font parfois jusqu'au sang, ou jusqu'à ce que leurs doigts s'infectent.

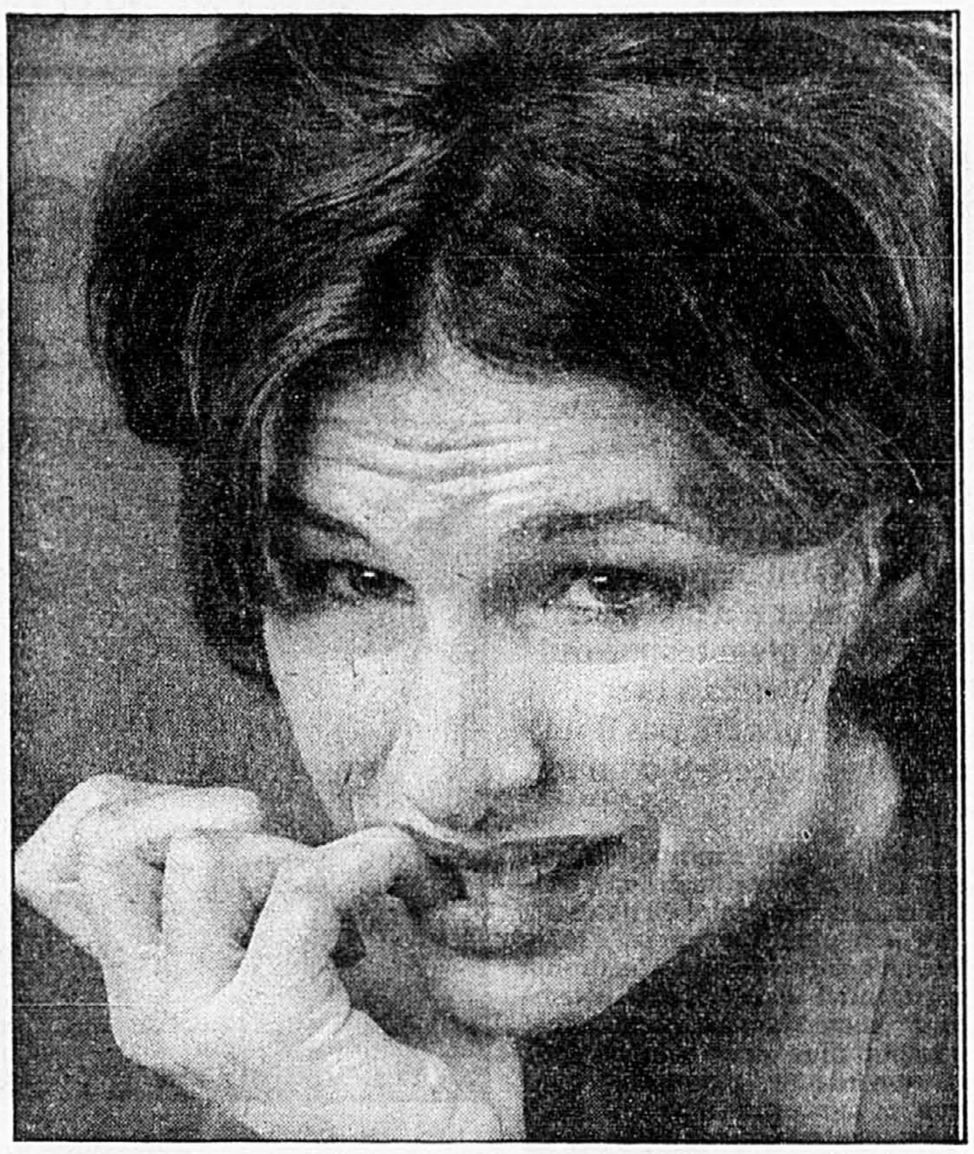
Les médecins s'entendent pour dire qu'on peut se débarrasser d'une manie, à condition qu'on le veuille vraiment. Le problème est que certaines personnes ne voient rien de mal à leur mauvaise habitude et n'ont que faire de ceux qui leur disent d'arrêter. Souvent, le problème afflige moins ceux qui se livrent à leur manie que ceux qui les voient faire.

Ainsi, le professeur Miltenberger se rappelle d'un garçon de 10 ans qui s'arrachait les cheveux et faisait craquer ses jointures. Le bruit du craquement rendait sa mère folle. Le spécialiste a pu amener le gamin à cesser de se tirer les cheveux, mais pas à arrêter de faire craquer ses jointures. Le garçon a expliqué que c'était le problème de sa mère, pas le sien.

Si on veut se débarrasser d'une habitude tenace, la première chose à faire, disent les médecins, est d'admettre son existence puis de se regarder faire dans un miroir, afin d'en observer le caractère ennuyeux ou carrément dégoûtant.

Ensuite, il faut faire preuve de vigilance et, lorsqu'on se surprend en train de se livrer à sa manie, se servir de ses mains ou de ses pieds pour faire autre chose. Il s'agit de casser l'habitude, en s'asseyant sur ses mains, en serrant les poings, en croisant les bras ou en prenant un livre.

Des médecins peuvent également apporter de l'aide aux personnes affligées de tics.



Se ronger les ongles serait un signe d'insécurité, selon certains.

Pathfinder

NISSAN

À vous d'en profiter.

Avec sa nouvelle carrosserie d'une rare élégance, le Pathfinder de Nissan donne une toute autre signification à l'expression « beauté sauvage ». Avec son moteur V6 de 3,3 litres, ses freins antiblocage tout-terrains et une construction monocoque MonoFrame^MD, vous pouvez vous aventurer sur les routes les moins fréquentées sans avoir à vous tracasser. Ajoutez à cela une boîte de transfert du système 4 roues motrices qui s'engage en marche jusqu'à 80 km/h et vous vous assurerez une escapade tout en douceur n'importe où, même hors des sentiers battus. À l'intérieur, vous vous sentirez comme chez vous avec de nombreuses caractéristiques de série telles qu'un climatiseur, un système de sonorisation CD, toutes les commandes électriques et une télécommande de verrouillage/déverrouillage des portières avec un système antivol. Le nouveau Pathfinder de Nissan, le plus excitant des véhicules utilitaires sports à s'être aventuré sur votre chemin. Pour en savoir plus ou pour connaître les endroits où vous pouvez faire un essai routier du nouveau Pathfinder, passez chez votre concessionnaire Nissan, composez le 1 800 387-0122 ou visitez notre site Web à l'adresse suivante : www.nissancanada.com

2723568

Plus besoin de lécher les timbres

Presse Canadienne
TORONTO

Grâce à la baisse des prix du papier, Postes Canada offre désormais de nouveaux timbres, autoadhésifs.

C'est le mois dernier que les postes ont commencé à imprimer davantage de timbres autocollants, afin de répondre aux voeux des consommateurs soucieux de commodité et d'hygiène.

Postes Canada émettait déjà depuis 1989 des timbres autocollants, en plus des traditionnels timbres préencollés, qu'on doit humecter. Mais les timbres en version autoadhésive n'étaient pas émis en grande quantité, parce que le papier sur lequel ils sont imprimés était trop coûteux, en comparaison du papier utilisé pour les timbres ordinaires.

Cela demeure encore légèrement plus coûteux, mais les postes canadiennes sont en mesure de couvrir leurs frais, a indiqué Elia Anoia, chargé des relations publiques auprès des Postes canadiennes à Ottawa.

Depuis le 1er janvier, on peut donc se procurer des livrets de 30 timbres autoadhésifs de 46 cents illustrés du drapeau canadien à la plupart des comptoirs postaux. Auparavant, ils étaient vendus par tranches de 100, principalement à des entreprises dont les employés ne voulaient pas avoir à lécher ou humecter tous les timbres requis pour leurs envois postaux.

La Société des postes commencera sous peu à émettre des timbres autoadhésifs commémoratifs.

Certains philatélistes pensent que les timbres vont se vendre, mais d'autres sont moins enthousiastes.

Collectionneur de timbres de longue date, Bill Boomer, de Regina, en Saskatchewan, soutient que les nouveaux timbres ne possèdent pas la finesse et la qualité artisanale des anciens timbres. A son avis, peu de gens vont vouloir les collectionner.

Le 24 février, Postes Canada émettra un livret de 12 timbres commémoratifs illustrés de quatre oiseaux. En tout, 16 millions de timbres autoadhésifs seront imprimés, contre 14 millions de timbres préencollés.

Selon M. Anoia, il est encore trop tôt pour dire si les vieux timbres « léchez-et-collez » disparaîtront de la circulation.

La Société canadienne des postes offrira les deux modèles, si le prix est bon, a-t-il assuré.

Le carême débute mercredi

Associated Press
PARIS

Avant de commencer sa prédication publique, le Christ jeûna quarante jours au désert. Quarante jours, c'est la durée du jeûne qu'observent les chrétiens pendant le carême, période pénitentielle de préparation à Pâques, qui s'ouvre par le mercredi des Cendres (17 février) et prend fin à Pâques (4 avril).

La veille, Mardi gras, jour de crêpes, se sera achevée la période de réjouissances du carnaval, ouverte à l'Épiphanie.

Le mercredi des Cendres tire son nom des cendres, provenant de la combustion des rameaux bénis de l'année précédente, avec lesquelles, au cours de l'office du jour, le prêtre marque du signe de la croix le front des fidèles pour leur rappeler qu'ils sont mortels et les appeler à la conversion.

Durant le carême (de quadragésima dies, quarante jours), marqué par la prière, la méditation et le partage, les fidèles doivent « faire maigre », s'abstenir d'alimentation carnée, remplacée par du poisson.

Autrefois, le jeûne était strict : un seul repas par jour, sans viande ni alcool et une très légère collation le matin et le soir. Il est demeuré rigoureux dans l'Église d'Orient, mais il a été assoupli en Occident depuis le concile Vatican II. Il n'est plus prescrit aux fidèles qui le peuvent que le mercredi des Cendres et le Vendredi saint et les autres vendredis de la période. Ce doit être un moment de retraite spirituelle et de partage avec ceux qui sont dans la souffrance ou le besoin. Des collectes, fruits de privations, sont faites au profit d'actions humanitaires.

C'est durant le carême que les catéchumènes, qui recevront le baptême au cours de la veillée pascale, achèvent leur préparation.

Le *Gloria* et l'*Alleluia*, hymnes de gloire et de joie, sont supprimés durant la messe et les ornements liturgiques sont violets, couleur de pénitence.

Avant Pâques, l'austérité du carême s'interrompra un jour, le 11 mars, la mi-carême, fêtée par des déguisements et des crêpes.

Politique

Magazines américains : une loi d'ici Pâques, soutient Sheila Copps

Presse Canadienne
OTTAWA

La ministre fédérale du Patrimoine, Sheila Copps, a soutenu hier que la Chambre des communes adopterait d'ici Pâques la loi visant à protéger le marché des magazines canadiens, un projet qui fait rager le gouvernement américain.

En entrevue à l'émission d'affaires publiques *Sunday Edition*, au réseau CTV, Mme Copps a réfuté les rumeurs voulant que le report de l'adoption relevait de la peur d'Ottawa face à la menace de représailles qu'a récemment brandie Washington.

« Nous avons indiqué que nous voulons que les Américains formulent des solutions de rechange constructives, a rétorqué Mme Copps. Il y a une autre réunion prévue pour la fin de la semaine prochaine, et nous écouterons ce qu'ils ont à dire. »

La ministre a profité du temps d'antenne pour affirmer que le Parti réformiste semblerait vouloir retarder encore plus l'adoption du projet de loi. « Nous devrons prendre des décisions d'ici une semaine en regard de la répartition du temps de parole. Nous nous attendons à ce que la loi soit votée d'ici Pâques (le 4 avril), et qu'elle passe ensuite au Sénat. »

Irrité par ce bouquet de mesures protectionnistes, le gouvernement américain a menacé d'imposer au Canada des sanctions économiques totalisant 1 milliard de dollars, notamment dans les secteurs de l'acier et du textile.

« Nous ne plierons pas devant un tyran », a laissé tomber hier Mme Copps, qui a maintenu une ligne plutôt dure face à Washington depuis le début de la controverse.

Le premier ministre Jean Chrétien et Mme Copps avaient cependant affirmé à plusieurs reprises qu'ils souhaitaient légiférer sur cette question avant la fin du mois de février.

Cet ensemble de mesures pénaliserait les éditeurs étrangers qui produisent une « édition canadienne » — comme *Time* et *Sports Illustrated* — dans l'unique but de vendre de l'espace publicitaire à des entreprises canadiennes. En vertu du projet de loi C-55, celles-ci n'auraient carrément plus le droit d'acheter de l'espace publicitaire dans ces revues.

Martin dépose son budget de la santé

JULES RICHER
Presse Canadienne, OTTAWA

L'année dernière, c'était l'éducation ; cette année, ce sera la santé.

Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, déposera demain à la Chambre des communes son sixième budget, qui sera celui de la santé.

Il n'y a aucune équivoque possible. M. Martin et le premier ministre Jean Chrétien l'ont admis à maintes reprises au cours des six derniers mois : les Canadiens craignent pour l'avenir du système de santé et Ottawa n'a pas d'autre choix que d'y injecter de l'argent.

Les mesures qui seront annoncées à cet égard devraient rencontrer beaucoup moins d'opposition que celles de l'année dernière, alors que la priorité sur l'éducation s'était matérialisée par la création des bourses du millénaire. Ce projet, on le sait, avait suscité beaucoup de remous au Québec, où on y voit une intrusion dans l'éducation, un champ de compétence provinciale.

Cette année, au contraire, le Québec et les provinces attendent avec impatience le dépôt du budget. Tous espèrent un gros chèque du fédéral qui leur permettra de solutionner les problèmes douloureux qu'éprouve le système de santé.

En fait, les provinces sont certaines d'obtenir une hausse des transferts fédéraux : la dernière réunion des premiers ministres, il y a deux semaines, s'est conclue par un engagement du fédéral à ce sujet. Reste à savoir combien. Là-dessus, c'est motus et bouche cousue à Ottawa.

Toutes sortes de chiffres ont circulé selon diverses formules d'attribution. On parle par exemple du versement d'un montant forfaitaire de 2,5 milliards de dollars réparti sur les deux prochaines années, qui servirait à régler immédiatement la crise actuelle dans la santé. Cette augmentation serait jumelée à une autre hausse, permanente cette fois, des transferts de 1,5 milliard, qui serait implantée graduellement sur les trois prochaines années.

Chose certaine, le gouvernement fédéral dispose d'excédents budgétaires suffisants (on s'attend à un surplus de 10 milliards cette année) pour en redonner d'une façon ou d'une autre aux provinces.

Au chapitre de la santé, Ottawa pourrait aussi annoncer des programmes de son cru pour assurer la viabilité et la qualité du système à long terme. Le ministre de la Santé, Allan Rock, l'a laissé entendre au cours des dernières semaines.

Réductions d'impôts

Les contribuables ne seront quand même pas oubliés : ils bénéficieront de baisses d'impôts, le ministre Martin l'a promis à plusieurs reprises. Récemment, il a précisé que les mesures annoncées dans le budget allaient bénéficier aux mieux nantis, qui avaient été oubliés les années précédentes.

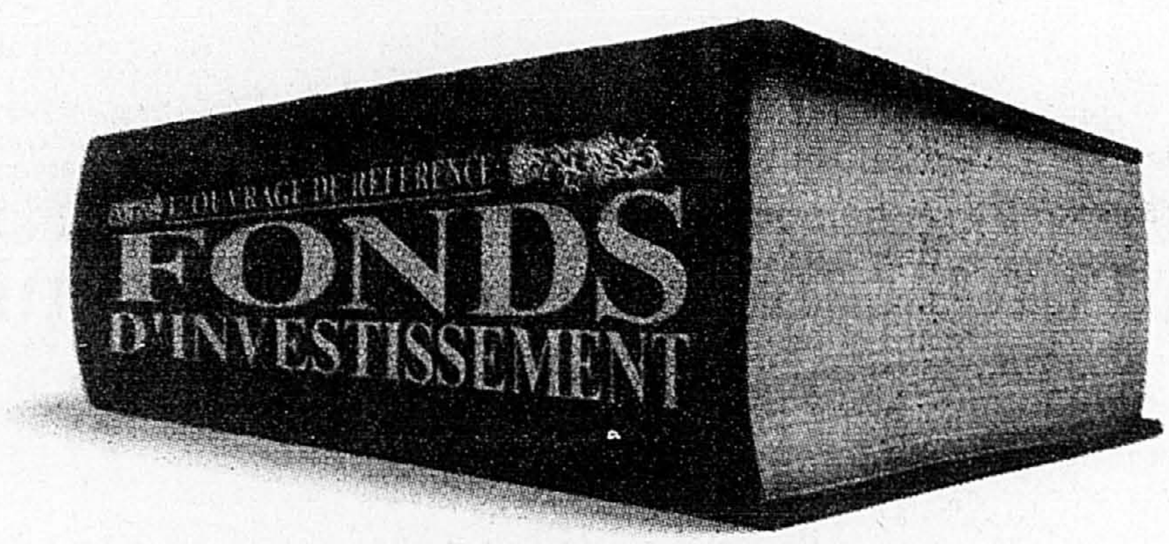
« L'année dernière, nous avons eu des réductions d'impôts générales qui se sont davantage appliquées aux Canadiens à moyens revenus et, cette année, nous allons gravir l'échelle des revenus », expliquait-il il y a deux semaines à La Presse Canadienne.

Cependant, il ne faut pas s'attendre à de gros cadeaux de la part d'Ottawa. Ainsi, on parle de l'abolition de la surtaxe de 3 % qui touche les personnes qui gagnent plus de 50 000 $, et une augmentation de 500 $ de l'exemption personnelle de base. Ces mesures se traduiront dans la plupart des cas par des économies d'impôts de quelques centaines de dollars par année.

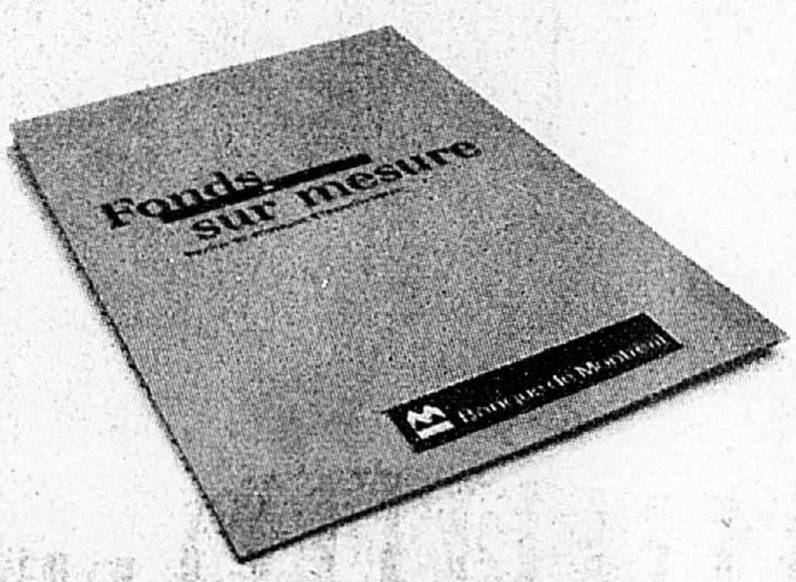
Le troisième volet du budget de M. Martin s'appuiera sur le remboursement de la dette fédérale. On ignore combien d'argent y sera consacré, mais des chiffres comme 3 milliards de dollars ont été avancés.

En trame de fond, le ministre Martin gardera le cap sur l'approche qui est la sienne et celle de son gouvernement : une stratégie budgétaire « équilibrée » et, surtout, prudente. Aussi, c'est pourquoi les surprises et les grosses dépenses seront rares demain.

Pour atteindre le paradis des fonds d'investissement, vous devez être :



[ ] Un véritable génie



[ ] Un simple mortel

Le paradis, c'est quand vous parvenez à atteindre l'équilibre entre ce que vous espérez accomplir et ce que vous êtes prêt à risquer. C'est « la frontière efficiente ». En d'autres termes, il s'agit de viser à maximiser les revenus de vos investissements en prenant le moins de risques possible.

Un peu perdu ? Optez pour « Fonds sur mesure[MD] », le plus vaste service d'allocation de l'actif au pays. 10 questions et une solution simple. Nous avons bien fait tous nos devoirs afin de vous éviter cette peine. Il vous suffit d'appeler au 1 888 636-6376 ou de visiter notre site au www.bmo.com/fondsm/, et le paradis sera bientôt à votre portée.

Vous voyez bien que ce n'est pas si compliqué de choisir les fonds d'investissement qui vous conviennent.

Banque de Montreal

MD Marque déposée de la Banque de Montréal. Le Service « Fonds sur mesure » et les Fonds ⛰ sont offerts par Fonds de la Première Canadienne Inc., une filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal.

Les Canadiens satisfaits de Jean Chrétien

L'Ontario demeure le château-fort du premier ministre

SONDAGE GALLUP

Selon un sondage Gallup mené du 20 au 25 janvier dernier, 58 % des Canadiens approuvent la façon dont Jean Chrétien remplit sa tâche de premier ministre. Ce qui représente une hausse de 4 % par rapport au mois précédent et de 9 % par rapport à novembre.

Vingt-huit pour cent des Canadiens désapprouvent par contre le premier ministre. Ce taux d'insatisfaction enregistre ainsi une baisse de six points par rapport au sommet du mois dernier (34 %), qui n'était dépassé que par le record de novembre 1988 (40 % d'insatisfaits). Quelque 13 % des personnes interrogées n'ont pas d'opinion sur M. Chrétien.

Le taux de satisfaction à l'égard du premier ministre a grimpé dans toutes les régions du pays à l'exception des Prairies où il est passé de 57 % à 55 %. 44 % des Québécois approuvent l'action de M. Chrétien, 39 % ne sont pas satisfaits de sa performance (le mois précédent, les chiffres étaient dans l'ordre de 39 % et de 42 %). Dans les Maritimes, le premier ministre satisfait 66 % des gens (+ %), mais déplaît à 21 % (-13%). En Colombie-Britannique, il convainc 55 % de la population (+7%) mais en laisse 31 % mécontents (-9%).

C'est enfin en Ontario que M. Chrétien demeure le plus populaire avec 68 % (+5 %), seuls 22 % (-5%) des gens n'approuvant pas sa performance à la tête du pays.

Le premier ministre obtient son meilleur taux de satisfaction (62%) auprès des personnes gagnant entre 20 000 $ et 50 000 $, et son plus bas (47%) auprès des Canadiens ayant un revenu inférieur à 20 000 $. 56 % des hauts salariées (50 000 $ et plus) estiment qu'il remplit bien sa tâche.

La marge d'erreur de ce sondage, qui a été mené par téléphone auprès de 1008 adultes de 18 ans et plus, est de 3,1 %, 19 fois sur 20. Elle est supérieure pour les régions plus faiblement représentées dans l'échantillon, par exemple de 6,1 %, 19 fois sur 20, pour le Québec.

La ministre de l'Emploi : à la jonction du social et de l'économique

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

Une ministre de l'Emploi tourmentée par la pauvreté, préoccupée par la difficulté des travailleurs à concilier travail et famille et inquiète des conditions de travail qui sont drainées à la baisse par la mondialisation. Mais aussi une ministre du Travail qui veut activer la création d'emplois et le développement économique.

Diane Lemieux a un dilemme comme ministère : le Travail et l'Emploi. La jonction de l'économique et du social. Et ce qu'elle souhaite y faire, c'est « rapprocher les deux pôles ». Comment tenter d'améliorer le sort des non syndiqués, des syndiqués, des chômeurs, des jeunes, des travailleuses, sans freiner le développement économique et l'emploi ? Le défi de l'équilibre.

« C'est assez fascinant. Le ministère du Travail, qui a apparemment l'air régulateur, technique », confie-t-elle en entrevue, est en vérité presque toujours confronté à « des débats sociaux, philosophiques, éthiques ».

Elle qui n'était pas encore ministre quand elle a participé au Sommet sur l'économie et l'emploi, en novembre 1996, se remémore, touchée, le combat des groupes sociaux pour la clause d'appauvrissement zéro. Elle applaudit à la création du Fonds de lutte contre la pauvreté, dans lequel les employeurs ont accepté d'embarquer. « Ça n'a pas de bon sens que ça soit toujours les mêmes qui parlent de pauvreté. On est tous dans le même bateau. »

Quand les Québécois disent aux syndicats « vous êtes trop rigides » ou aux employeurs « vous ne vous préoccupez pas de votre monde, vous licenciez sans remords », cela doit les toucher, les secouer, lance la ministre Lemieux. Tous doivent avoir « une conscience élargie ». Sinon, dans quelle société vivra-t-on ?

Ancienne présidente du Conseil du statut de la femme, qui a aussi oeuvré auprès des centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles, Mme Lemieux aimerait continuer à oeuvrer pour la cause des femmes, dans les limites de son mandat. Le défi de concilier travail et responsabilités familiales, par exemple, continue de la tracasser.

« Je l'ai toujours derrière la tête. Je n'ai pas énormément de poigne comme ministre du Travail et de l'Emploi mais, veut, veut pas, j'y pense souvent. C'est difficile. Les progrès se font au compte-gouttes. Je ne pense pas que le leadership m'appartienne, mais si je peux mettre la main à la pâte, je vais le faire. »

Rôle de ministre

Son rôle de ministre du Travail, elle ne le perçoit pas comme interventionniste. « C'est pas vrai que la ministre du Travail va éteindre tous les feux. Je ne ferai pas ça. Je crois beaucoup à la responsabilisation à tous les niveaux. » Toutefois, elle fera tout pour mettre à la disposition des parties les outils nécessaires pour qu'elles règlent elles-mêmes leur litige.

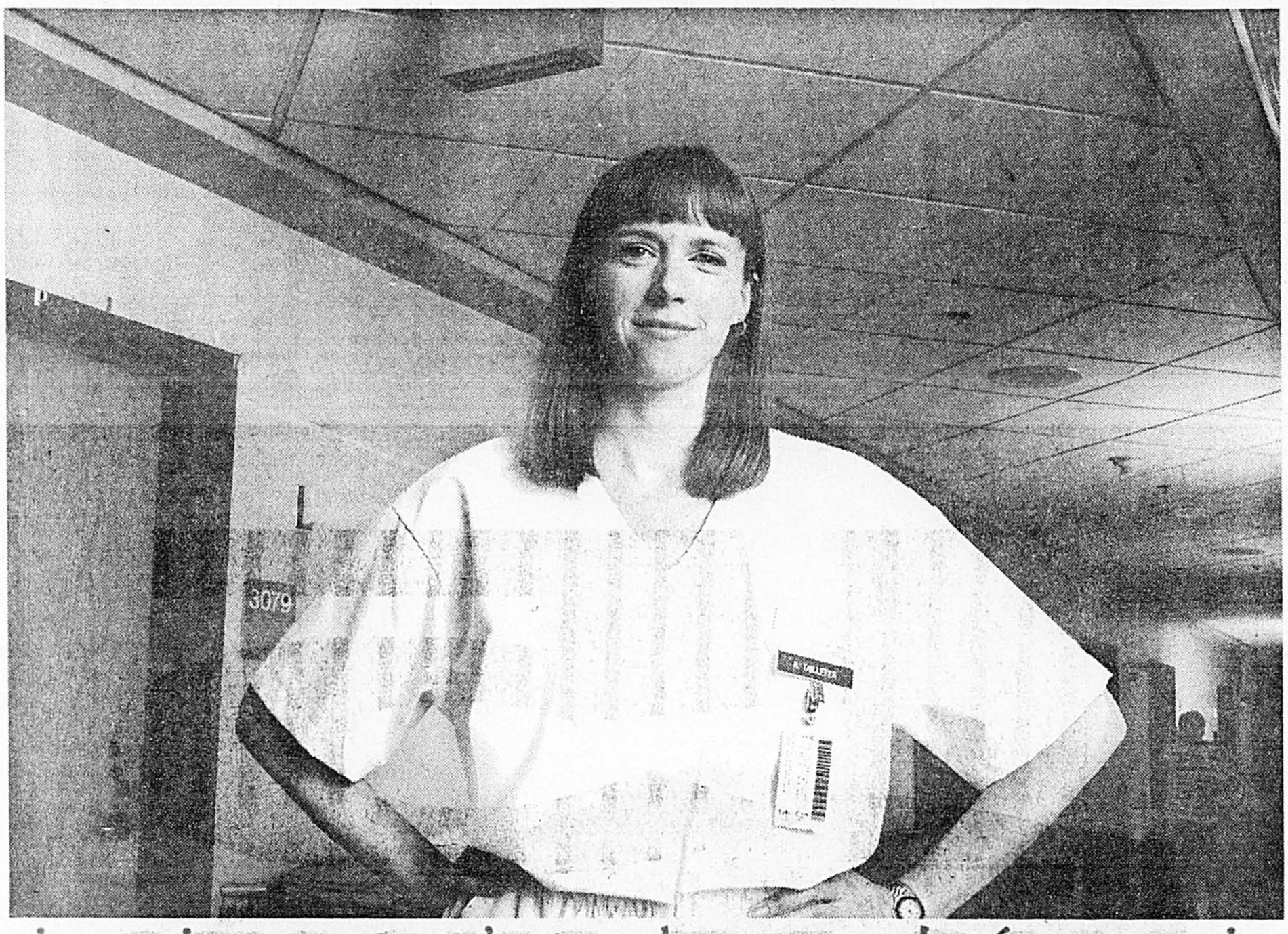
Si, finalement, le cul-de-sac demeure, ce n'est plus la « médiatrice » Lemieux qui agira, mais « l'élue » Lemieux qui prendra les décisions politiques qui s'imposent.

Cette philosophie vaut d'ailleurs pour la vaste réforme des lois du travail qu'elle veut entreprendre.

Dès son arrivée à la tête du ministère d'ailleurs, elle a été confrontée à deux durs conflits : ceux des pompiers de Montréal et des cols bleus.

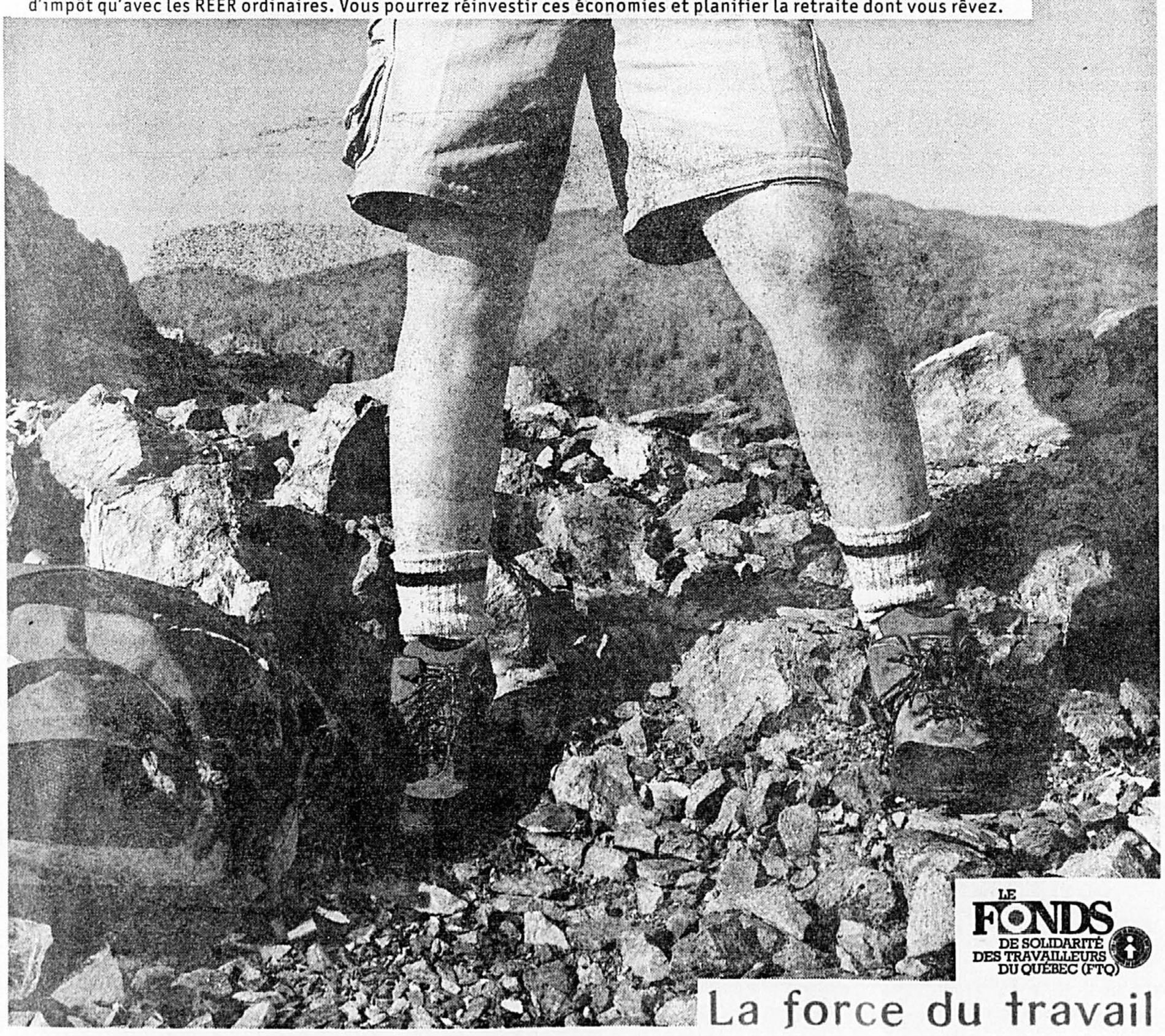
« Heureusement que j'ai appris à sacrer. Ça m'est très utile », lance-t-elle en s'esclaffant.

« Il y a un côté ' rough ' dans les relations de travail. On retrousse ses manches et on met le poing sur la table. Mais ça ne m'impressionne pas, ça ne m'intimide pas. Je demeure convaincue que ce n'est pas dans la rue qu'on règle nos problèmes ; c'est en se parlant dans le blanc des yeux, avec honnêteté et authenticité. »



Imaginez ce qu'une plus grande économie d'impôt peut faire pour votre retraite.

Avec les crédits d'impôt additionnels que vous procure le Fonds de solidarité (FTQ), vous économisez beaucoup plus d'impôt qu'avec les REER ordinaires. Vous pourrez réinvestir ces économies et planifier la retraite dont vous rêvez.



LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

La force du travail

La valeur de l'action fluctue. Pour des renseignements détaillés sur le Fonds, consultez le prospectus.

Région de Montréal
Siège social Édifice FTQ - Fonds de solidarité (FTQ)
8717, rue Berri
Montréal
Crémazie
(514) 383-FONDS

Centre-ville NOUVEL EMPLACEMENT
Place Bonaventure, 900, de la Gauchetière Ouest
Rez-de-chaussée
Galerie des boutiques
Bonaventure

Laval
1778, boul. Le Corbusier

Est de Montréal NOUVEL EMPLACEMENT
12295, rue Sherbrooke Est
Pointe-aux-Trembles
(Aut. 40, sortie Saint-Jean Baptiste)

Dorval NOUVEL EMPLACEMENT
212, avenue Dorval

Brossard NOUVEL EMPLACEMENT
2395, boul. Lapinière
(au sud de Taschereau)

Interac

1 800 567-FONDS

2711660

La coalition de la droite prend forme

Presse Canadienne
OTTAWA

Au cours du week-end prochain, 1400 réformistes et conservateurs de toutes les régions du pays se réuniront pour tenter d'étoffer le projet de coalition de la droite imaginé par le Parti réformiste.

L'objectif est de cesser de diviser le vote de la droite au pays, de proposer une « alternative unie » aux libéraux. Le projet est dans l'air depuis que les réformistes de Preston Manning ont réussi une deuxième percée dans l'est du pays, principalement en Ontario, aux élections de 1997.

Ce n'est pas la première fois qu'on tente de constituer une coalition de droite. Un projet semblable a déjà échoué par le passé.Le leader conservateur Joe Clark a été invité à l'événement, qui aura lieu au Centre des congrès à Ottawa, mais il maintient qu'il ne veut pas entendre parler d'« alternative unie ».

Le député Godin laisse la parole aux chômeurs

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne, OTTAWA

Au bord du désespoir, un chômeur s'est suicidé. Une autre prie pour qu'on vienne la chercher.

C'est le visage humain du chômage que le député néo-démocrate Yvon Godin a voulu présenter dans son rapport sur les conséquences de la réforme de l'assurance-emploi, qui sera rendu public aujourd'hui.

Au fil d'une tournée nationale qui lui aura permis de rencontrer quelque 800 personnes, le député relate de nombreux témoignages émouvants de gens qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts avec la maigre pitance qu'ils reçoivent de l'assurance-emploi.

« Plus ça va, plus le trou noir agrandit. Je suis rendue que je vois du noir partout où je vais », indique une chômeuse qui touche un « salaire de crève-faim » de 636 $ par mois.

Dans son rapport d'une trentaine de pages dont la Presse Canadienne a obtenu copie, M. Godin propose l'élargissement des critères d'admissibilité aux prestations d'assurance-emploi, afin que 70 % des gens au chômage puissent avoir droit aux prestations.

Pour M. Godin, les critères sont beaucoup trop « rigides » et laissent trop de gens qui en ont besoin à l'écart. Il ne touche cependant pas aux cotisations à l'assurance-emploi.

Le député néo-brunswickois constate également que le gouvernement fédéral « a tourné le dos » à ses responsabilités face à la formation professionnelle.

« Comme première preuve de cet engagement, il doit rétablir le financement des programmes de formation en dehors du système de l'assurance-chômage », écrit M. Godin dans son rapport.

Dans cet esprit, il propose que les heures de formation soient calculées aux fins de l'assurance-emploi. Ainsi, une personne qui complète deux années de formation dans un collège attitré ne se retrouverait pas sans le sou à la fin de son programme d'études.

De même, les gens inscrits aux programmes d'apprentissage (métiers d'électricien, d'ouvrier) devraient « recevoir, pendant qu'ils étudient, des prestations d'assurance-chômage s'ils y sont admissibles ou, dans le cas contraire, des allocations de formation provenant du fonds de l'assurance-chômage ».

De plus, les provinces ont rapatrié une grande partie de la formation professionnelle en vertu des ententes sur la formation de la main-d'oeuvre.

Mirabel profitera du statut de «zone dérogatoire» dès le prochain budget du Québec

Un comité définit les règles des rabais fiscaux à consentir

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Tout en craignant les conséquences politiques de sa décision, le gouvernement Bouchard veut accorder le statut de « zone dérogatoire » à la région de Mirabel, conformément à la recommandation du comité de Guy Tardif sur l'avenir de l'aéroport.

Le prochain budget Landry, prévu pour la fin de mars, devrait prévoir des abattements fiscaux pour les entreprises manufacturières qui s'établiront aux abords de l'aéroport de Mirabel. Aux Finances, un groupe sous la direction d'Abraham Assayag, sous-ministre adjoint de M. Landry, s'affaire actuellement à circonscrire le type d'investissement qui pourra profiter de ces réductions de taxes.

Car le principe d'une « zone dérogatoire » pour relancer Mirabel est acquis depuis le début novembre : en début de campagne électorale, le ministre de la région, Jacques Léonard, faisait savoir que Québec avait accepté l'idée et que « les modalités d'application de la zone dérogatoire seront connues lors du prochain budget ». On parlait alors de « mesures fiscales particulières », cette idée d'ailleurs chemine depuis au moins deux ans dans les conseils nationaux du PQ qui a déjà adopté des résolutions pavant la voie à la désignation de telles zones.

Dans l'immédiat, seule la région de Mirabel paraît considérée. Le gouvernement veut avant tout éviter d'accorder des rabais fiscaux à des entreprises qui ne feraient que déplacer des activités déjà existantes au Québec. Aussi, on ne veut pas financer à Mirabel une concurrence nouvelle sur le marché domestique à des entreprises déjà installées au Québec.

Surtout, Québec craint les conséquences politiques d'une telle décision. On s'inquiète d'un discours faisant « paniquer » les citoyens qui y verraient une sorte de paradis fiscal, l'instauration d'un « régime à deux vitesses » dans les conditions de travail.

Aussi, il y a quelques mois, le ministère de Bernard Landry a, sans ménagement, coupé les ailes à l'idée d'un hôpital spécialisé à Mirabel, réservé aux patients étrangers, une concept mis de l'avant par une connaissance de M. Landry, Sylvain Vaugeois. Un autre ancien collaborateur de M. Landry, André Desroches n'a pas été plus chanceux avec un projet de casino international à Mirabel, cette fois c'est Loto-Québec qui a opposé une fin de non-recevoir catégorique.

Pour attirer des industries à Mirabel, il ne sera pas question de créer une enclave où les conditions normales de travail seront mises en veilleuse. De sources syndicales, on indique que le gouvernement Bouchard s'est engagé à discuter avec le monde du travail avant de faire son lit, « mais on assure que les lois du travail seront respectées ».

Roméo LeBlanc en tournée en Afrique

Agence France-Presse
ABIDJAN

Le gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc, et son épouse, Diana Fowler LeBlanc, sont arrivés dimanche en fin d'après-midi à Abidjan pour une visite d'État de quatre jours, a-t-on appris de source officielle.

Le gouverneur général est accompagné par le ministre de la Coopération internationale et de la Francophonie, Diane Marleau, ainsi que d'une délégation de parlementaires et de fonctionnaires canadiens, précise un communiqué de presse de l'ambassade du Canada à Abidjan.

Cette visite a notamment pour objectifs de « mettre en évidence les efforts multiformes et les investissements de tout genre déployés par le Canada en Afrique », de « reconnaître que l'Afrique bouge, l'Afrique change et d'affirmer que le Canada est disposé à accompagner dans leur marche vers le développement et la prospérité, les pays africains engagés dans les nécessaires réformes économiques, politiques et sociales », poursuit le texte.

Le Canada souligne que la Côte d'Ivoire joue « un rôle important dans le maintien et la consolidation de la paix », avec la création d'un « centre régional de maintien de la paix ».

La Côte d'Ivoire est présentée dans ce document comme une « région de croissance économique prometteuse »,

Lors de cette visite, le gouverneur général du Canada rencontrera le président ivoirien, Henri Konan Bédié, le premier ministre, Kablan Duncan, ainsi que plusieurs membres du gouvernement.

M. Roméo LeBlanc et sa délégation quitteront la Côte d'Ivoire mercredi et poursuivront leur tournée africaine. Du 12 au 28 février, ils effectueront des visites en Tanzanie, au Mali, au Maroc et feront une escale au Sénégal.

Les TUAC devant la Cour suprême

Presse Canadienne
OTTAWA

Des représentants des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) se présentent devant la Cour suprême aujourd'hui pour contester des lois provinciales, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, qui interdisent aux syndicats en grève de distribuer des tracts à l'extérieur des lieux de travail.

Pour le syndicat, de telles lois sont en contravention directe avec la Charte des droits qui garantit la liberté d'expression.

Mais les entreprises et les deux gouvernements impliqués, ainsi que des représentants des industries manufacturières et de la vente au détail estiment que de telles restrictions sont justifiables dans une société démocratique.

Une décision favorable de la Cour suprême envers les syndicats pourrait avoir pour effet d'invalider des lois similaires dans d'autres provinces.

15 ANS DE SUCCÈS

Il y a 15 ans, Chrysler réinventait l'automobile familiale avec l'Autobeaucoup. Depuis ce temps, année après année, la mini-fourgonnette Chrysler est demeurée la plus vendue au pays. Aujourd'hui, votre concessionnaire Chrysler vous offre la mini-fourgonnette Édition 15e anniversaire.



Mini-fourgonnette Chrysler
Édition 15e anniversaire, série Platine,
modèle à empattement court, ensemble 26T

Insignes spéciaux 15e anniversaire, série Platine • Couleur extérieure exclusive platine éclatant • Glaces à écran solaire • Moteur V6 de 3,0 litres • Transmission automatique à quatre rapports • Climatiseur • Deux portes coulissantes • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage électriques • Sièges pour sept passagers • Sièges à roulettes Easy Out^MC • Régulateur de vitesse • Radio AM/FM stéréo • Essuie-glace de lunette arrière • Verrous arrière à l'épreuve des enfants • Poutres de protection dans les portes • Plein d'essence†

Vous pouvez également vous procurer le modèle à empattement long de la mini-fourgonnette Chrysler Édition 15e anniversaire.

AUCUN COMPTANT
377 $* PAR MOIS

Aucun dépôt de sécurité. Location, terme de 36 mois.
Taxe sur le climatiseur, transport et préparation inclus.

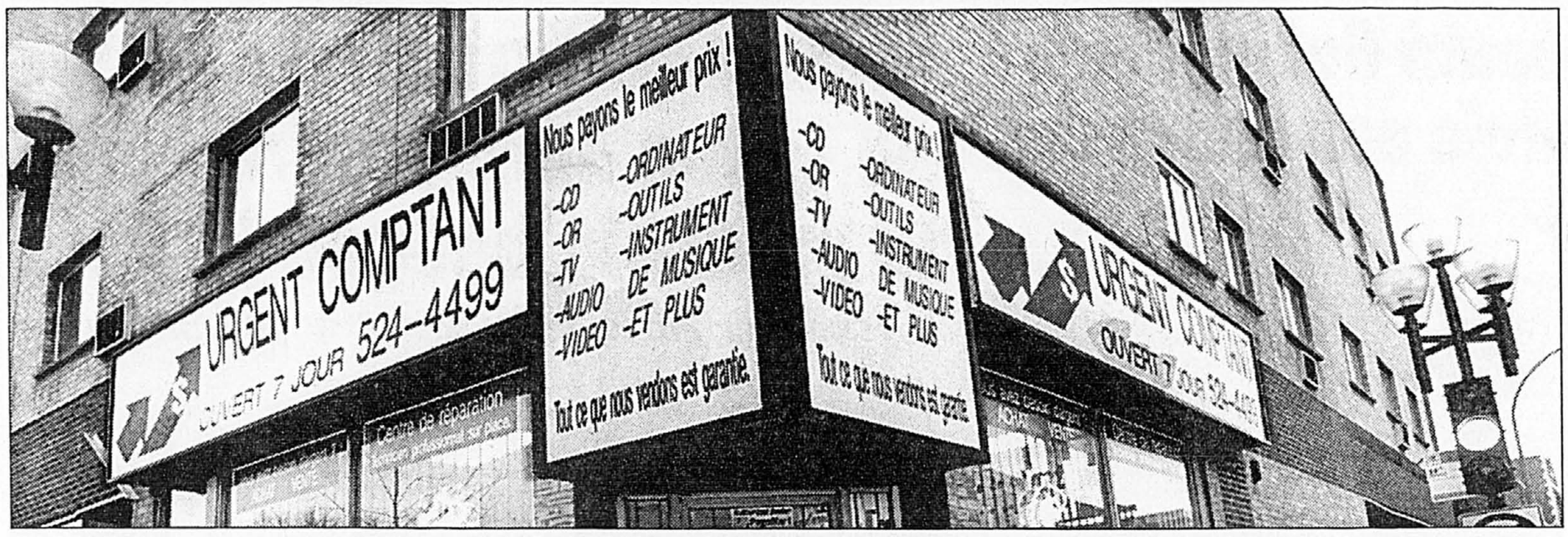
COMPTANT	MENSUALITÉ
0 $	377 $*
1 390 $**	337 $*
3 565 $**	273 $*

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.

CHRYSLER Dodge Camions Dodge — CHRYSLER Plymouth Jeep — CHRYSLER

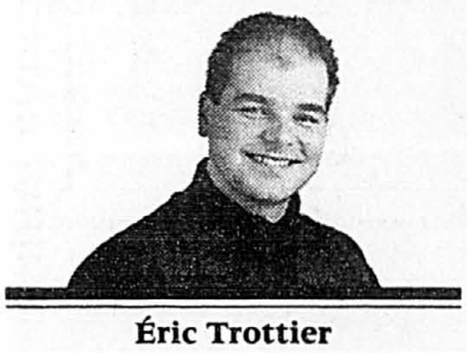
† Tarifs mensuels établis d'après la description du véhicule ci-dessus avec ensemble 26T + GKD + AAA + AAF, couleur extérieure platine, immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada ltée. Le premier versement sera exigé. Location pour usage personnel. Le locataire est responsable du kilométrage excédentaire après 61 200 km, au taux de 12 ¢ le km. Rachat non requis. Offert d'une durée limitée chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à une moindre valeur à épuisement des stocks.
** Comptant initial ou échange équivalent. Prix d'usine avec chaque achat ou location d'un modèle neuf 1999.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.



Quand le prêteur sur gages s'installe dans le quartier, le cambriolage augmente

Au moins 200 de ces commerces pullulent dans le nord, le centre et le sud de Montréal





Éric Trottier

« Prêtons comptant », « Urgent Comptant », « Instant Comptant », « Prêts et Gages Jackpot ». Souvent associés au monde interlope, les prêteurs sur gages ne sont pas gênés de s'afficher, au contraire : les affaires vont tellement bien que certains ont créé des systèmes de franchises et d'autres ont même commencé à s'annoncer à la télé !

« Quand j'ai vu ça entre deux périodes de hockey un samedi soir récent, j'ai failli tomber en bas de ma chaise », raconte le commandant Serge Frenette, responsable des enquêtes criminelles au centre opérationnel Nord du service de police de la CUM (SPCUM).

Il faut dire que le phénomène des prêteurs sur gages a pris une certaine ampleur, à Montréal, depuis le début de la décennie, si bien qu'on en a vu s'installer un peu partout, dans tous les quartiers.

En 1994, quand la Ville de Montréal appliquait encore son ancien règlement sur les permis d'occupation commerciale, on ne comptait pas plus d'une cinquantaine de prêteurs sur gages dans la métropole. Cinq ans plus tard, le service de police de la CUM estime qu'il y a au moins 200 prêteurs sur gages dans les deux principaux secteurs affectés par ce phénomène : le nord et le sud de l'île (ce qui comprend le centre-ville). Seulement sur la rue Ontario, entre les boulevards Saint-Laurent et Pie-IX, on en compte plus d'une vingtaine !

Évolution des introductions par effraction dans les secteurs les plus affectés de la ville par le phénomène des prêteurs sur gages, depuis 1994

	Secteur Nord (1)	Secteur Sud (2)	Sur l'ensemble du territoire de la CUM
94	non disponible	7726	32 199
95	9604	8172	31 336
96	10 049	8124	32 234
97	10 442	8333	33 084
98	10 278	8402	32 201

(1) *Couvre les quartiers Ahuntsic, Côte-des-Neiges, Parc Extension, Petite-Patrie, Plateau Mont-Royal, Saint-Michel et Villeray, ainsi que les villes d'Outremont et de Mont-Royal. On dénombre 94 prêteurs sur gages ou brocanteurs dans ce secteur.*

(2) *Couvre les quartiers Notre-Dame-de-Grâce, Ville-Émard, Centre-Sud, ainsi que les villes de Verdun et Westmont. On dénombre près d'une centaine de prêteurs sur gages ou brocanteurs dans ce secteur.*

Infographie *La Presse*

Effractions

Peut-on établir un lien direct ? Toujours est-il que partout où des prêteurs sur gages apparaissent, le nombre de vols par effraction commis dans le secteur avoisinant augmente. Le commandant Frenette en sait quelque chose : ses enquêteurs ont enregistré 94 prêteurs sur gages, brocanteurs et autres marchands de disques usagés dans le secteur Nord du SPCUM, qui est aussi la région la plus affectée par les vols par effraction à Montréal (plus de 10 000 par année).

« Quand plusieurs brocanteurs s'installent dans un quartier, ça a un effet direct sur les introductions par effraction, qui montent de façon vertigineuse, affirme le commandant Frenette. Pourquoi ? Parce qu'avec les brocanteurs, les voleurs n'ont plus besoin d'entreposer le produit de leurs vols chez eux. Nous constatons d'ailleurs que les voleurs s'intéressent de plus en plus aux petits objets de valeur, comme les disques (CD), les bijoux, les magnétoscopes, qu'ils peuvent transporter dans des sacs de hockey et s'en débarrasser très rapidement par le biais d'un prêteur sur gages. »

Son vis-à-vis au centre opérationnel Sud, Mario Gisondi, qui compte une centaine de prêteurs sur gages dans son secteur, a également vu les vols par effraction grimper depuis cinq ans, passant de 7726 par année en 1994 à 8402 en 1998, en progression constante.

Bien que les policiers pensent que la majorité de prêteurs sur gages font partie d'un système de recel, ils ne disposent pas des outils nécessaires pour contrer le phénomène.

Brocanteurs-receleurs ?

Le problème, constate le commandant Frenette, c'est qu'on a de la difficulté à faire porter des accusations contre les brocanteurs, en raison de trous dans la Loi. « Quand un voleur va vendre une télé de 1200 $ dans une taverne pour le prix de 100 $, celui qui l'achète sait très bien qu'il a affaire à un voleur. On appelle ça de l'aveuglement volontaire et la loi nous permet de l'arrêter pour recel. Quand le même homme se présente avec la même télé chez un prêteur sur gages, ou encore avec des dizaines de disques trois fois par semaine, n'est-ce pas là de l'aveuglement volontaire ? »

Sans doute, mais la loi protège les brocanteurs, réputés honnêtes et de bonne foi quand ils achètent leur matériel à des quidams.

Actuellement, le SPCUM tente de démontrer à la cour, dans une cause type, qu'un brocanteur mis en état d'arrestation pour avoir acheté un grand nombre de produits volés l'a fait par « aveuglement volontaire ». Mais la police est loin d'être assurée de se faire donner raison par le juge. Car le problème, c'est l'absence de législation précise en matière de « brocante ».

« Il faudrait amender le code criminel de façon à dicter de façon précise la conduite des prêteurs sur gages », soutient le commandant Frenette.

Une équipe d'avocats du SPCUM travaille d'ailleurs en ce moment sur un tel projet de modification. Mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

En attendant, les policiers ne savent pas trop comment contrer la prolifération des prêteurs sur gages, brocanteurs et autres commerçants du même acabit, faute de loi précise. En octobre dernier, ils ont arrêté un brocanteur de la rue Ontario qui a été accusé de recel (l'affaire est toujours pendante devant les tribunaux). Pour lui mettre la main au collet, les policiers avaient dû surveiller l'établissement pendant plusieurs jours, filer et filmer ses « fournisseurs », analyser tous ses dossiers, afin de les comparer avec la marchandise du commerce. Une enquête longue, complexe et coûteuse pour un seul receleur.

Le commandant Gisondi croit que la Ville de Montréal aurait intérêt à renforcer ses règlements municipaux : « Aux États-Unis, dans certaines grandes villes, les brocanteurs ont l'obligation de photographier tous leurs fournisseurs, ou de prendre leurs empreintes digitales, pour ensuite les remettre à la police. Avec ça, les voleurs n'ont plus d'intérêt à se rendre chez les prêteurs sur gages. On sait bien que pareils règlements sont impossibles à imaginer au Canada (à cause de la Charte des droits et libertés), mais si on pouvait juste renforcer un peu le règlement, en exigeant une identification formelle, peut-être que les voleurs seraient moins tentés de passer par les brocanteurs... »

À Montréal, les deux règlements qui s'appliquent aux prêteurs sur gages n'assurent à peu près aucun contrôle. Durant la dernière campagne électorale, le maire Bourque, qui allait rencontrer des commerçants mécontents de la prolifération des prêteurs sur gages dans le quartier Rosemont, s'était engagé à faire réviser sa réglementation.

Des avocats de la Ville étudient actuellement ce dossier, mais il semble qu'ils se butent, jusqu'à maintenant, à la... Charte des droits et libertés. Comment, en effet, mettre des bâtons dans les roues des prêteurs sur gages alors qu'on permet à de respectables bijoutiers bien en vue de racheter des bijoux usagés sans aucune espèce de contrôle ? Où se situe la différence entre le prêteur sur gages et... l'antiquaire ?

« Il faut faire quelque chose, conclut le commandant Gisondi. Moi je crois que nous devrions entreprendre un débat de société à ce sujet, pour se donner des guides. Parce que, à la fin, la grande question, c'est : qu'est-ce qu'on fait avec ce phénomène-là ? »

Ce que dit le règlement municipal

Dans son règlement d'urbanisme, la Ville de Montréal range les prêteurs sur gages dans la catégorie « Services personnels et domestiques ».

« En bref, il s'agit d'une activité comme une autre », explique un porte-parole de l'administration Bourque, François Lemay.

Les prêteurs sur gages doivent également se soumettre au règlement M-1 sur « les marchands de chiens, les marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion, les prêteurs sur gages et sur la vente de certains articles ».

Ce règlement oblige les prêteurs sur gages à tenir un registre dans lequel ils inscrivent quotidiennement le nom et l'adresse de leurs « fournisseurs » ainsi qu'une description des articles reçus. Tous les jours, les commerçants doivent envoyer une copie de leur registre au poste de police le plus proche.

Mais on comprendra que les voleurs ne donnent ni leur véritable identité, ni leur véritable adresse, ce qui fait que les policiers ne vont pas très loin avec cette formule.

Selon François Lemay, avant 1994, le règlement sur les permis d'occupation commerciale obligeait les nouveaux prêteurs sur gages à se soumettre à l'approbation de la police pour obtenir leur permis. La police pouvait ainsi refuser à un demandeur ayant un dossier criminel son permis d'occupation.

Mais un commerçant a contesté avec succès cette disposition, jugée discriminatoire par la Cour, et la Ville ne l'applique plus.

Prêteurs sur gages: honnêtes... à des taux usuraires

ÉRIC TROTTIER

Les prêteurs sur gages sont, dans l'ensemble, « corrects », « honnêtes » et de bons pères de famille.

C'est Alain Châtigny, de « Prêtons Comptant », et Patrick Moreau, de la chaîne « Urgent Comptant », qui le disent : pas question de laisser des voleurs leur refiler de la marchandise volée.

« Chez nous, raconte M. Châtigny, on remplit à la lettre les rapports demandés par la police. Si un type veut nous apporter un magnétoscope qui ne contient pas un numéro de série en règle, si quoi que ce soit a l'air louche, on ne fait pas affaire avec lui. C'est la politique de la maison. »

« C'est certain qu'on peut toujours se ramasser avec du stock volé, poursuit M. Moreau, dont la chaîne Urgent Comptant a 17 commerces au Québec, mais nous faisons tout pour contrôler nos clients, en leur demandant plusieurs pièces d'identité, dont au moins une avec photo. Nous nous assurons aussi que le numéro de série de chaque appareil est en ordre. »

« C'est comme dans n'importe quoi, reprend M. Châtigny. Il y a des bons et des mauvais garagistes, mais dans l'ensemble on peut dire qu'il y a plus de garagistes honnêtes ; c'est la même chose dans notre domaine... »

Pas malhonnêtes, les prêteurs sur gages ?

Jugez-en : le taux d'intérêts (des frais d'administration, précisent-ils) de chaque prêt est fixé en moyenne à 22 % par... mois. C'est-à-dire 264 % par année !

Un pauvre diable qui a besoin, disons, de 100 $, devra, pour obtenir son « prêt », fournir en garantie du matériel dont la valeur est quatre fois plus élevée. Admettons qu'une télé de 20 pouces récente puisse faire l'affaire.

Après avoir signé un « contrat » qui fait du prêteur sur gages le nouveau propriétaire de la télé, l'emprunteur dispose de 30 jours pour lui remettre la somme de 122 $, s'il veut ravoir son bien.

S'il n'a pas ce montant au bout de ces 30 jours, il peut toujours renouveler son prêt pour un autre mois ; cela lui coûtera toutefois les intérêts mensuels, soit 22 $.

Le mois suivant, s'il n'a toujours pas les 122 $, il devra encore payer des intérêts de 22 $, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il ait toute la somme nécessaire au remboursement de son « prêt ».

S'il s'essouffle entre-temps, et qu'il cesse de faire ses paiements, le prêteur sur gages finira par revendre la télévision, sans doute pour un peu plus de 122 $...

L'opération charme bat son plein

Allan Rock n'est pas en campagne... mais il la prépare soigneusement

GILLES TOUPIN
VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Officiellement, Allan Rock évite de parler de la succession de Jean Chrétien, mais derrière cette réserve toute diplomatique, le ministre de la Santé prépare minutieusement son entrée dans la course.

« Nous avons un leader qui est jeune et très actif, moi je fais du ski avec deux skis, lui il en utilise seulement un », répond-il, diplomate, évitant toute autre allusion à ses projets d'avenir au cours d'une longue entrevue à *La Presse*.

« Si j'ai des ambitions, soutient-il, la chose la plus importante pour moi, c'est de réussir ici, les gens me jugeront selon ce que j'aurais fait dans la santé. »

Mais rien n'empêche de se préparer à faire le grand saut, et ça, Allan Rock, pourrait difficilement le nier. Depuis quelques temps, il est visible partout, accessible, devant toutes les caméras et les micros qui s'offrent à lui à Ottawa.

Studieux — et doué pour les langues —, cet avocat de formation de 51 ans apprend le français avec une minutie qui pourrait faire rougir plusieurs de ses collègues du cabinet Chrétien qui ont du mal à se présenter dans la deuxième langue officielle du pays sans lire maladroitement une feuille.

« J'adore parler en français », dit le député d'Etobicoke-Centre.

En visite à Genève, il y a quelques semaines, il a été très flatté que les Suisses lui disent qu'il avait un accent québécois.

Comme Preston Manning, M. Rock passe du temps dans une famille de Jonquière pour apprendre le français. Avec beaucoup plus de succès, faut-il toutefois souligner. Question d'ambitions politiques, peut-être...

Les Bleuets déteignent sur le Torontois, qui parle des « bessons » pour désigner ses jumeaux.

Allan Rock apprivoise aussi les médias nationaux, il les courtise même, un autre signe qui ne trompe pas. L'opération charme bat son plein et M. Rock ne laisse rien au hasard.

Avant de recevoir *La* Presse à son bureau d'Ottawa, son attaché de presse (qui s'est lui aussi sérieusement mis au français depuis un an) a demandé quelques notes biographiques des deux journalistes, question de personnaliser les échanges. Le cabinet de M. Rock voulait aussi savoir si un photographe était de la rencontre.

En entrevue, le ministre s'adresse aux interviewers par leur prénom, citant abondamment des passages de *La Presse*, qu'il a lue plus tôt dans la journée.

Il sert lui-même le café, parle des 10 kilomètres qu'il a courus le matin le long du Canal Rideau, vante les charmes du Saguenay-Lac-Saint-Jean, avant d'aborder le vif du sujet.

Depuis qu'on en parle, le prochain budget sera celui de la santé. C'est la revanche politique d'Allan Rock, qui a traîné le boulet de l'hépatite C pendant un an avant de se faire écarter des négociations sur l'union sociale.

Ironie du sort, le salut de M. Rock viendra de Paul Martin, son rival à la succession de Jean Chrétien. Le ministre de la Santé savoure ces rares moments de répit.

« L'hépatite C, c'était une époque difficile, lâche-t-il. On a toujours en politique des dossiers difficiles, moi, j'en ai eu plusieurs... Mais, après tout, les gens vont demander si quelqu'un a rendu des services d'une façon honnête et avec intégrité. »

Allan Rock reconnaît, à mots couverts, avoir fait passer les positions de son gouvernement avant les siennes dans le dossier de l'hépatite C.

« J'ai porté la position du gouvernement... », laisse-t-il tomber sans plus de commentaire.

Les Français cheminent, soutient la ministre Beaudoin

MICHEL DOLBEC
Presse Canadienne, PARIS

La ministre québécoise des Relations internationales, Louise Beaudoin, observe un « changement de ton frappant » chez les intellectuels et certains responsables politiques français face à la souveraineté du Québec. Elle y voit l'occasion de « relever le débat » autour du projet politique du Parti québécois.

« Les Français cheminent. Tout le monde ne pense pas la même chose mais ils sont obligés de se poser les mêmes questions que nous sur l'avenir des nations, a dit Mme Beaudoin ce week-end, au terme d'une visite d'une semaine à Paris. Ce qui semblait archaïque et ringard apparaît aujourd'hui moderne. Ça change toute la dynamique. »

Pendant ce séjour en France (son premier depuis qu'elle est aux Relations internationales), Mme Beaudoin a rencontré cinq membres du gouvernement Jospin, les « chefs » du Parti socialiste et du RPR (opposition), François Hollande et Philippe Séguin, et le président du Sénat, Christian Poncelet. La ministre, qui souhaite « réactualiser » les arguments en faveur de la souveraineté, a aussi réuni autour d'une même table une douzaine d'intellectuels (Jean Daniel, Régis Debray, Julia Kristeva...) pour discuter des questions d'identité et de diversité culturelle.

Mme Beaudoin retient de ce « dîner de travail » que le Québec est devenu aux yeux des Français un « laboratoire d'expérimentation sociale très important ».

« On est à la tête du peloton quand on parle des vraies affaires, dit-elle. Il se prépare une grande confrontation d'idées sur l'avenir des nations dans le contexte de la mondialisation. On a des choses à dire et tout le monde le reconnaît. ●

La ministre Beaudoin cherche à l'évidence à « repositionner » le souverainisme en France, notamment auprès des intellectuels. A l'approche de l'an 2000, les péquistes ne jugent plus opportun de venir mendier des appuis ou des promesses de reconnaissance d'un éventuel Québec souverain. « Je n'ai pas parlé de ça une seule fois », assure la ministre.

Le PQ cherche plutôt à démontrer que son projet s'inscrit désormais dans une tendance plus générale. Le mois prochain, par exemple, le Parti socialiste français tiendra un grand colloque sur le thème « Europe et nations ». En juin, les péquistes se réuniront pour réfléchir à l'idée de nation et de souveraineté en Amérique. « Ils nous rejoignent », dit Louise Beaudoin.

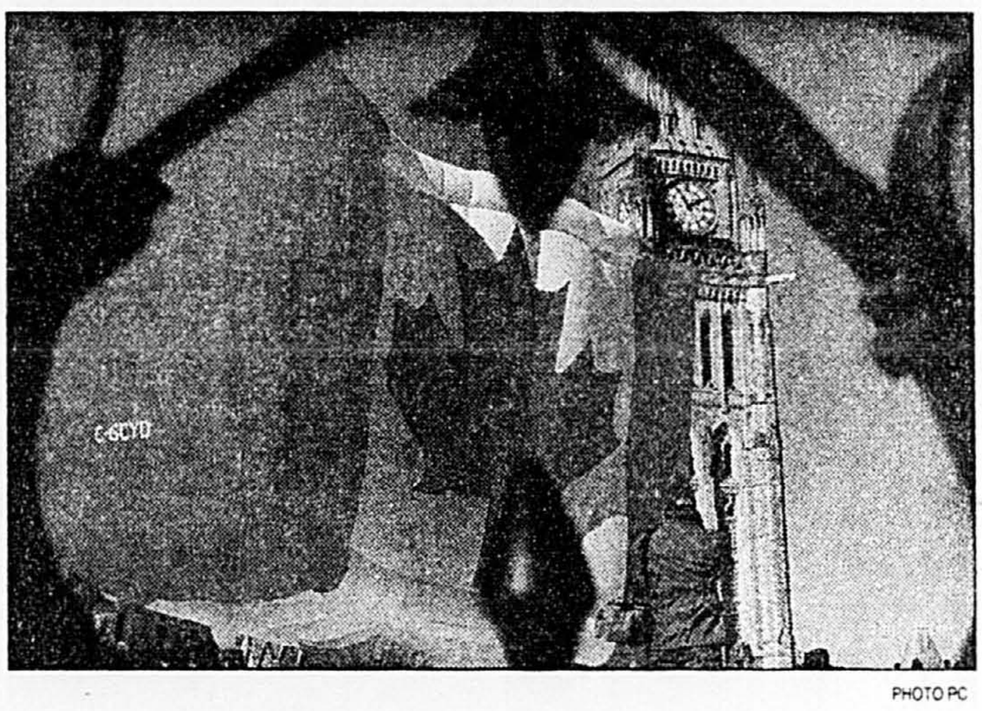


PHOTO PC

La fête du drapeau

Le Canada s'apprête à célébrer l'anniversaire de l'adoption de son drapeau qui eut lieu le 15 février 1965. Hier, on pouvait voir un immense ballon gonflable sur la colline du parlement.

Le Nunavut choisit ses députés aujourd'hui

FRANÇOISE CÔTÉ
collaboration spéciale

Au sommet du monde, aujourd'hui, a lieu une élection historique pour le choix des députés de la première Assemblée législative du Nunavut qui sera inaugurée le 1er avril prochain. Un total de 71 candidats, dont onze femmes, vont tenter de se faire élire dans les 19 comtés répartis sur le vaste territoire de l'Arctique de l'Est, soit un cinquième de la superficie totale du Canada. Avec la création de ce territoire au nord du 60e parallèle, la carte du pays sera modifiée pour la première fois depuis l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, il y a plus de 50 ans.

La liste électorale compte les noms de 12 210 électeurs pour une population de quelque 27 000 habitants disséminés dans 28 municipalités et hameaux. L'élection se déroulera en quatre langues, soit les trois langues officielles de Nunavut, l'inuktitut, l'anglais et le français, ainsi que la langue inuinnaqtun parlée dans la région de Cambridge Bay.

Parmi les 71 candidats, il y a huit vétérans de la politique dans les Territoires du Nord-Ouest qui sont présentement députés à Yellowknife. Le vice-premier ministre, Goo Arlooktoo, se présente dans le comté de Baffin-Sud. Enfin ,trois anciens députés sont également sur les rangs.

L'ancien député libéral aux Communes pour l'Arctique de l'Est, Jack Anawak, briguent les suffrages dans Rankin Inlet-Nord, son patelin. MM. Arlooktoo et Anawak sont considérés comme des candidats à la fonction de premier ministre du gouvernement de Nunavut. Le premier ministre et le président de l'Assemblée législative doivent être élus par les 19 députés de l'Assemblée.

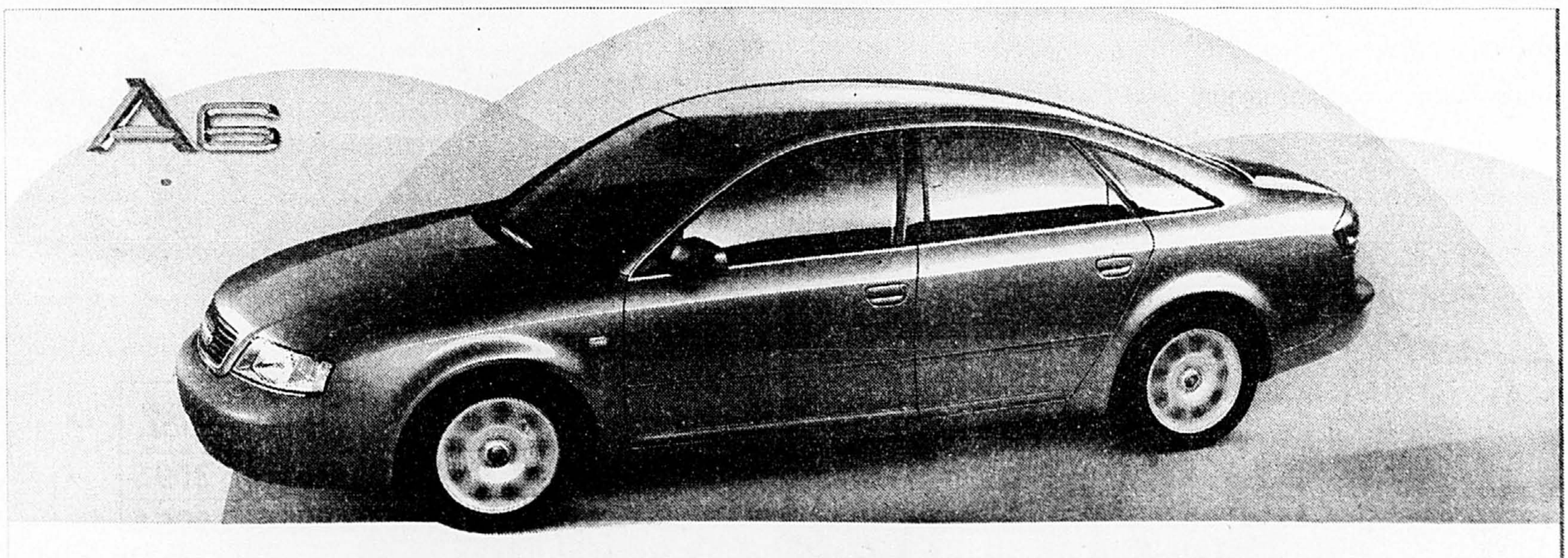
Dans Nunavut comme dans les Territoires du Nord-Ouest, il n'existe aucun parti politique, c'est plutôt un gouvernement par consensus. Pour devenir le leader du gouvernement de Nunavut, le candidat devra recueillir au moins les voix de dix des 19 députés de l'Assemblée. Au cours des discussions qui ont précédé le choix de mode de gouvernement, il a été question d'avoir une élection distincte pour choisir le premier ministre au suffrage universel. Mais l'idée n'a pas été retenue faute de temps pour mener une consultation auprès de la population.

Cette première élection à Nunavut suscite énormément d'intérêt dans toute la population qui place en tête de ses préoccupations les soins de la santé, et en second la formation professionnelle des jeunes et l'emploi. Il est également question de sauvegarde de la culture inuit, de la prévention du suicide chez les jeunes, du logement et de la protection de l'environnement.

Le gouvernement de Nunavut siègera dans la capitale Iqaluit. Par ailleurs, il sera très décentralisé. C'est le 1er avril prochain que la division des deux territoires de l'Arctique sera proclamée officiellement.

Il ne s'agit pas d'un gouvernement autochtone à proprement parler, mais d'un gouvernement public comme dans toutes les provinces canadiennes. Mais comme les Inuit forment 80 % de la population de Nunavut, le nouveau gouvernement sera un gouvernement inuit pour un avenir prévisible. Il sera responsable d'un large éventail de secteurs qui touchent directement la vie de la population, comme la justice, l'éducation, la santé, les services sociaux, l'habitation, la protection de l'environnement.

Au niveau fédéral, la population de Nunavut continuera d'être représentée par un député et un sénateur. Dans les années 1970, Paul-Émile Victor, l'éminent ethnologue français décédé il y a quelques années, a écrit après un séjour de plus d'un an au sein d'une famille inuit qu'il ne serait pas étonné de voir un jour un Inuit devenir le premier ministre du Canada. L'établissement de Nunavut et de son gouvernement témoignent de la remarquable faculté d'adaptation de ce peuple qui était encore au début du siècle des « nomades des glaces », comme les appelait M. Victor.



Vous serez le seul du quartier à sortir du quartier.

Le réveil sonne. Une tempête a blanchi toute la ville pendant la nuit. Les vols sont annulés. Les bureaux sont fermés. Des batailles de boules de neige s'improvisent. Les skieurs rêvent de prouesses. Et toutes les routes sont désertes. Seule exception...une vaillante Audi A6 avec entraînement quattro.MD Notre fameux entraînement permanent aux quatre roues connaît la route; il repère l'endroit où la traction est la plus forte et transfère toute la puissance motrice aux roues qui ont le meilleur contact avec la route. Ainsi, lorsque la neige tombera, vous, vous pourrez sortir de là. Essayez la Audi A6 quattro dès aujourd'hui.

Audi

L'OPÉRA DE MONTRÉAL
BERNARD UZAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL ET ARTISTIQUE

Audi est fier de s'associer à L'Opéra de Montréal pour la présentation de six inoubliables soirées de l' opéra *Carmen* á la Salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts à compter du 6 février. Réservez vos billets en appelant au (514) 985-2258.

La Audi A6 quattro
À partir de 51 630 $*

DE SÉRIE AVEC CHAQUE AUDI : TROIS ANS OU 80 000 KM DE SERVICES D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE GRATUITS.

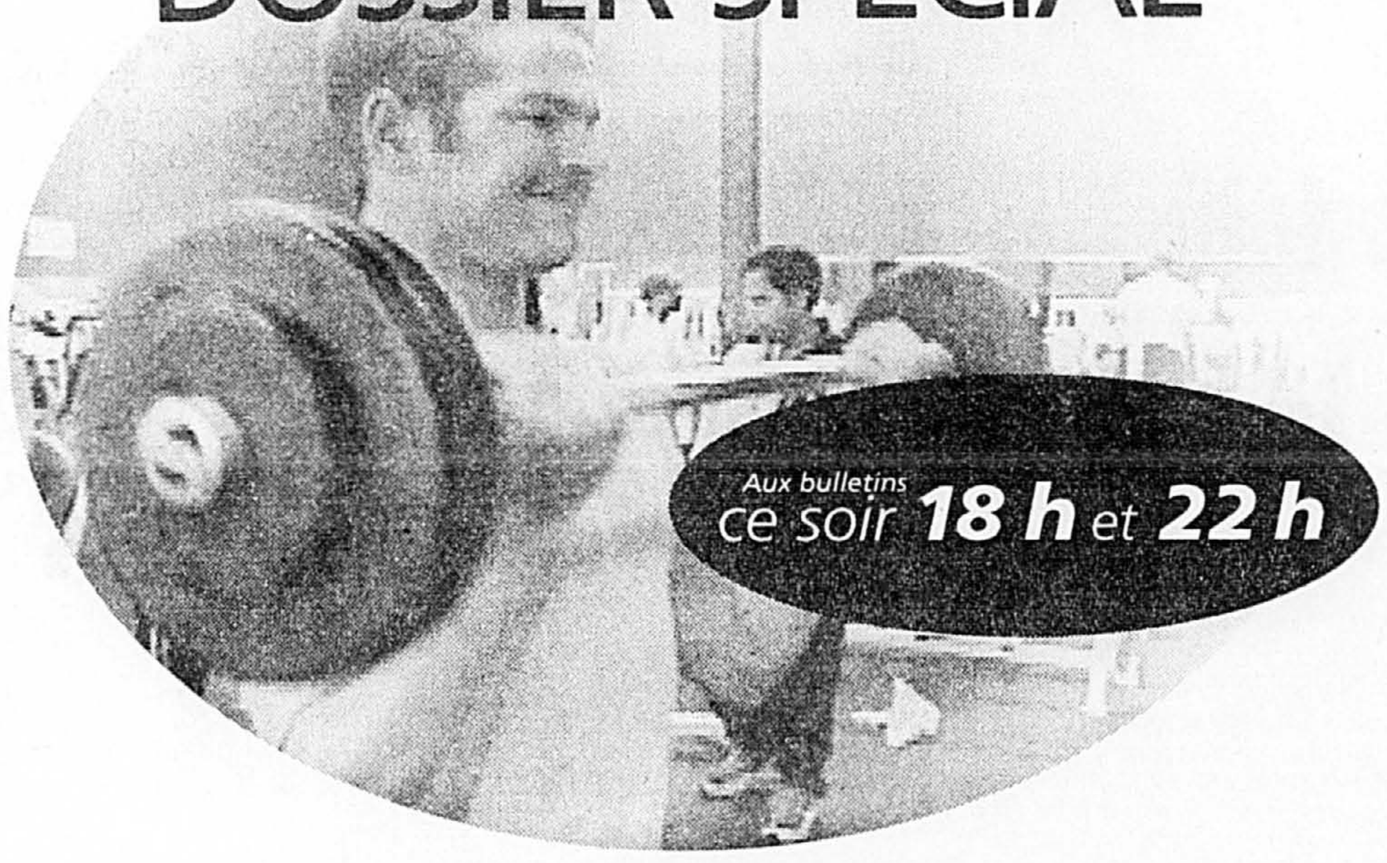
*Prix de détail suggéré par le fabricant de la Audi A6 quattro berline 1999 de 51 630 $. Taxes, frais d'immatriculation, de titre, administratifs, d'inspection de prélivraison, de financement, frais de livraison de 510 $ et autres options en sus. Prix réels fixés par les concessionnaires. Demandez les détails à votre concessionnaire. « Audi », « quattro », « A6 » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI, ou visitez notre site web www.audi.com.

2715274

Potion magique pour athlètes.

Connaît-on vraiment les effets à long terme de la créatine ?

DOSSIER SPÉCIAL



TVA
Le réseau d'ici

2727424

France Bernard : l'homme qui sait tout ce qui se cache sous l'asphalte

ALAIN JEAN-MARY
collaboration spéciale

Depuis une semaine et pour une huitième année consécutive, expositions, conférences et danses pullulent à Montréal dans le cadre du « Mois de l'histoire des Noirs ». « Encore une fois, c'est le rendez-vous des incontournables, Martin Luther King, Nelson Mandela, Bob Marley, et pourquoi pas France Bernard, le créateur de Verdun qui n'a pas eu peur de se mettre la tête dans le trou.

Né en Haïti où il a enseigné, M. Bernard a choisi le Québec afin de parfaire sa formation à l'École polytechnique.

Durant ses premières années de polytechnique, il travaille à temps partiel pour Techmont, une entreprise qui avait participé à plusieurs projets en Haïti.


France Bernard

À Verdun

Alors que Techmont ferme ses portes, France Bernard obtient une maîtrise, puis un doctorat en génie civil, spécialisation chaussée. Il travaille d'ailleurs sur un projet avec la ville de Verdun qui deviendra son projet de thèse : « La Gestion et l'entretien des infrastructures ». En d'autres termes : s'occuper de tout ce qui se passe sous la chaussée (aqueduc, télécommunication, fibres optiques, égout) avant de changer ou reconstruire toute chaussée. Il ne peut compléter ce doctorat parce que l'unique professeur au Québec spécialisé en chaussée, Josef Hode Keyser, meurt brusquement en 1982.

Le SIAVE

La gestion et l'entretien des infrastructures demeurent son projet novateur. Personne n'avait pensé gérer tous les divers éléments que l'on retrouve sous nos rues dans un même dossier commun, mais également selon leurs propres spécificités.

Pour mener à bien cette nouvelle approche, France Bernard doit créer un outil informatique assez puissant pour traiter tous ces éléments. Avec son compatriote Samuel Pierre, il crée alors le SIAVE (Système intelligent de voirie et d'entretien).

Ce nouvel instrument lui permet de traiter et de mettre en commun tout ce dont il a besoin pour gérer et entretenir les infrastructures de la chaussée.

Pour mieux comprendre, interpréter et appliquer la gestion des infrastructures à son nouveau système informatique, M. Bernard complète une maîtrise en analyse et gestion urbaine : « Vous savez les ingénieurs ne sont pas gestionnaires. » Cette reconnaissance universitaire est un programme commun entre l'UQAM, l'ENAP et l'Institut national scientifique.

Depuis, M. Bernard est l'ingénieur civil de la ville de Verdun, où il travaille toujours en appliquant son innovation. Renouant avec ses anciennes amours, il enseigne également à l'École de technologie supérieure (niveau maîtrise). Membre de diverses associations professionnelles et scientifiques, France Bernard y publie des articles. Il participe régulièrement à des colloques, par exemple à la conférence des professionnels du génie civil de la chaussée, qui avait lieu l'an dernier en Afrique du Sud. Une journée d'étude y était consacrée à ses écrits. Même si on sollicite son avis des quatre coins du monde, France Bernard est demeuré humble.

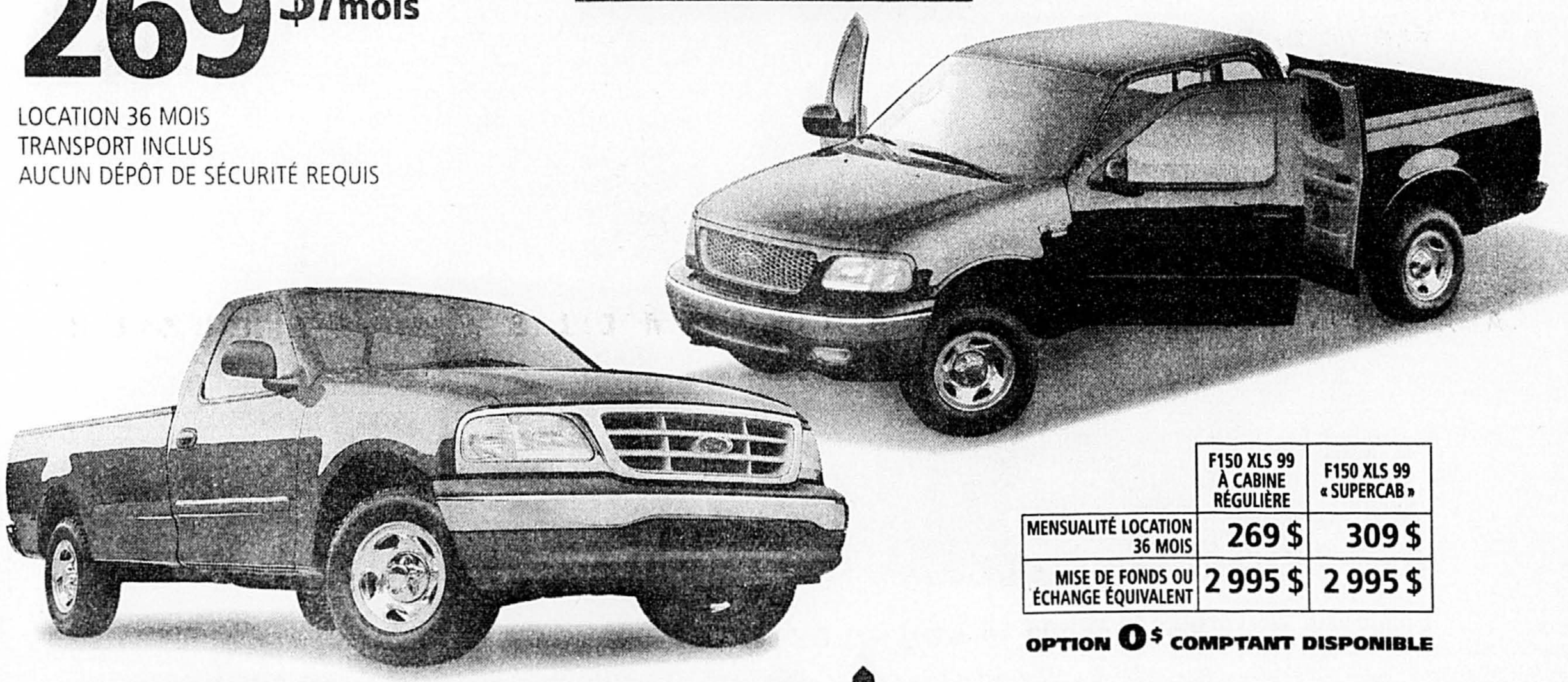
100 VÉHICULES PAR JOUR ! 6000 EN 60 JOURS !
LOUEZ SANS DÉPÔT DE SÉCURITÉ, TRANSPORT INCLUS !
VENEZ FAIRE UNE OFFRE AVANT QUE LA COUR NE SOIT VIDE !

OBJECTIF 6000 VÉHICULES EN 60 JOURS
FORD ET MERCURY

F150 XLS 99 à cabine régulière
- Moteur de 4,2 L, 205 ch
- Transmission automatique à surmultipliée
- Climatiseur
- Jantes en aluminium

269 $/mois
LOCATION 36 MOIS
TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS

POUR 40 $ DE PLUS PAR MOIS, OBTENEZ UN
F150 XLS 99 « SuperCab »
- Moteur de 4,2 L, 205 ch
- Transmission automatique à surmultipliée
- Climatiseur
- Jantes en aluminium
- Version quatre portes



	F150 XLS 99 À CABINE RÉGULIÈRE	F150 XLS 99 « SUPERCAB »
MENSUALITÉ LOCATION 36 MOIS	269 $	309 $
MISE DE FONDS OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT	2 995 $	2 995 $

OPTION 0 $ COMPTANT DISPONIBLE

JUSQU'À 1 000 $ DE RABAIS AUX DIPLÔMÉS !

Les Série F 1999 viennent d'obtenir le Prix du meilleur achat décerné par *Consumers Digest*.

Carguide vient aussi de décerner le Prix du meilleur achat au F150 1999, le camion le plus vendu au Canada depuis 33 ans.

FORD

Vos concessionnaires Ford et vos concessionnaires Lincoln Mercury
www.acfmq.qc.ca

LINCOLN
Mercury
CAMIONS FORD

Photos à titre indicatif seulement. Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds de 2 995 $ et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08 $ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Sujet à l'approbation du crédit. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

2727731

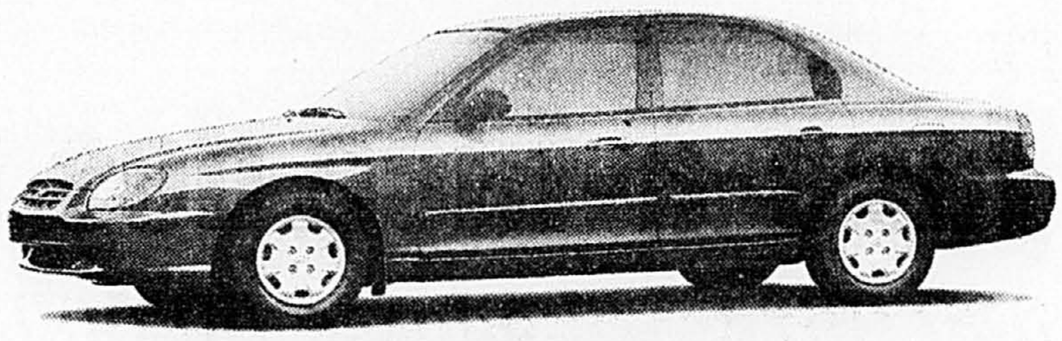
NE MANQUEZ PAS CES OFFRES INCROYABLES DURANT TOUT LE MOIS.

L'ÉVÉNEMENT FÉVRIER EN FÊTE

LES OFFRES DE LOCATION LES PLUS COMPÉTITIVES EN VILLE.

TOUTE NOUVELLE SONATA

Prenez la route du grand luxe.
• transmission automatique à 4 rapports • climatiseur • lève-glace et verrouillage des portes à commande électrique • rétroviseurs extérieurs dégivrants à télécommande électrique • régulateur de vitesse • radiocassette stéréo AM/FM électronique et 4 haut-parleurs • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) avec détecteur de présence de passager • suspension de technologie avancée à double bras oscillant à l'avant et à bras multiple à l'arrière • prise auxiliaire DC • et beaucoup plus!



SONATA 1999 – PDSF À PARTIR DE 19 495 $**

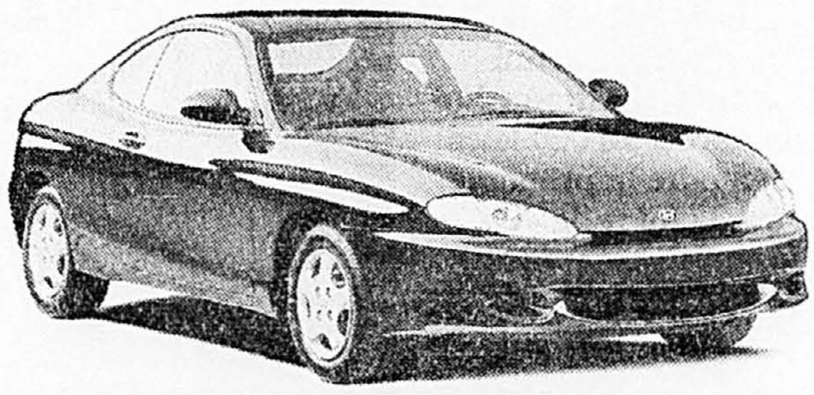
À PARTIR DE **239 $*** PAR MOIS 48 MOIS
COMPTANT DE 1950 $
(Transport, préparation et dépôt de sécurité en sus)

TIBURON 1999

Du plaisir à profusion vous attend dans ce coupé sport 2 + 2, la grande championne sur piste et en matière d'équipement de série.
• moteur 2 litres à 16 soupapes à DACT de 140 chevaux • transmission manuelle surmultipliée à 5 rapports • suspension indépendante aux quatre roues avec barres stabilisatrices avant et arrière • amortisseurs à gaz sous pression • direction assistée à pignon et crémaillère • volant inclinable • glaces électriques • tachymètre • siège arrière à dossiers rabattables 50/50 • radiocassette stéréo AM/FM électronique et 4 haut-parleurs • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) • zones déformantes avant et arrière • poutrelles latérales de renfort • et beaucoup plus!

CHAMPIONNE 1997 DES COURSES SUR ROUTE DE L'ENDUROSÉRIE

COUPE MOTOROLA CHAMPION 1998

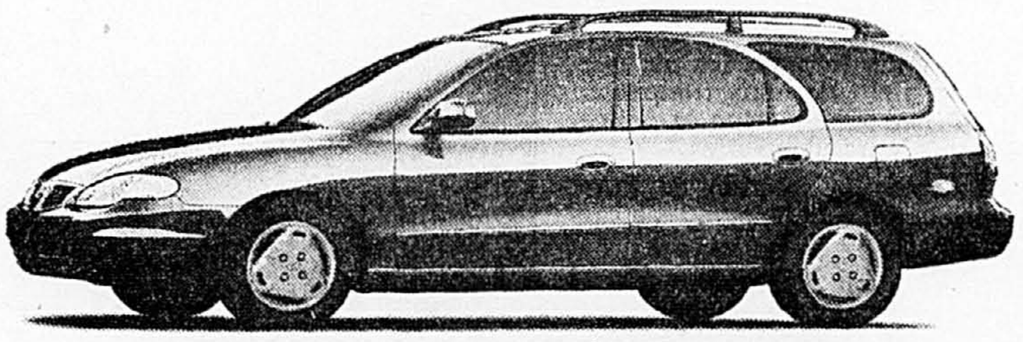


TIBURON COUPÉ 1999 – PDSF À PARTIR DE 17 895 $**

À PARTIR DE **218 $*** PAR MOIS 48 MOIS
COMPTANT DE 1500 $
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
(Dépôt de sécurité en sus)

ELANTRA FAMILIALE 1999

L'intérieur le plus spacieux de toutes les familiales de sa catégorie et un moteur plus puissant en 1999.
• moteur 2 litres à 16 soupapes à DACT de 136 chevaux • suspension indépendante aux quatre roues avec barres stabilisatrices avant et arrière • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) • zones déformantes avant et arrière • poutrelles latérales de renfort • télécommande d'ouverture du volet d'essence • siège arrière à dossiers 60/40 rabattables en deux étapes • radiocassette stéréo AM/FM électronique et 4 haut-parleurs • volant inclinable • essuie-glace arrière • et beaucoup plus!



ELANTRA FAMILIALE 1999 – PDSF À PARTIR DE 15 595 $**

À PARTIR DE **219 $*** PAR MOIS 48 MOIS
COMPTANT DE 1250 $
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ELANTRA BERLINE 1999

Tout le confort d'une berline familiale et le comportement sportif que vous recherchez grâce à un moteur plus puissant en 1999.
• moteur 2 litres à 16 soupapes à DACT de 136 chevaux et injection électronique multipoint • suspension indépendante aux quatre roues avec barres stabilisatrices avant et arrière • deux coussins gonflables (puissance de déploiement réduite) • zones déformantes avant et arrière • poutrelles latérales de renfort • siège arrière à dossiers rabattables 60/40 • radiocassette stéréo AM/FM électronique et 4 haut-parleurs • volant inclinable • télécommande d'ouverture du volet de réservoir et du coffre • porte-verre double • et beaucoup plus!



ELANTRA BERLINE 1999 – PDSF À PARTIR DE 14 595 $**

À PARTIR DE **199 $*** PAR MOIS 48 MOIS
COMPTANT DE 1250 $
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ACCENT 1999

Une voiture économique des plus agréables à conduire.
• moteur 1,5 litre multisoupape de 92 chevaux avec injection électronique multipoint • transmission manuelle surmultipliée à 5 rapports • coussin gonflable côté conducteur (puissance de déploiement réduite) • zones déformantes avant et arrière • poutrelles latérales de renfort • suspension indépendante aux quatre roues • deux rétroviseurs extérieurs télécommandés • porte-verre double • cache-bagages amovible à l'arrière • télécommande d'ouverture du volet d'essence • et beaucoup plus!
• Renseignez-vous également sur les offres de location de l'Accent 4 portes!



ACCENT 3 PORTES 1999 – PDSF À PARTIR DE 11 565 $**

À PARTIR DE **186 $*** PAR MOIS 48 MOIS
AUCUN COMPTANT
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Prix du « meilleur achat » 3 années consécutives
LE MAGAZINE CARGUIDE

TAUX DE FINANCEMENT DE 4,8% SUR TOUS LES MODÈLES 1999.† RENSEIGNEZ-VOUS!

HYUNDAI
UNE ÈRE NOUVELLE

Garantie du groupe motopropulseur de 5 ans/100 000 km
Programme d'assistance routière 24 heures de 3 ans/60 000 km

*Programmes de location de CIBC Finance Inc. Offre d'une durée limitée. Programme de location sur une Accent L 3 portes 1999 neuve, PDSF à partir de 11 565 $; Elantra berline GL 1999 neuve, PDSF à partir de 14 595 $; Elantra familiale GL 1999 neuve, PDSF à partir de 15 595 $; Tiburon de base 1999 neuve, PDSF à partir de 17 895 $; Sonata GL 1999 neuve, PDSF à partir de 19 495 $. Taux d'intérêt annuel de 5,26 %/2,84 %/3,34 %/4,99 %/6,74 %, mensualités de 186 $/199 $/219 $/218 $/239 $ par mois pour 48 mois sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location : 8926 $/9552 $/10 512 $/10 464 $/11 472 $ sur approbation du crédit. Option d'achat : 4951 $/5450 $/5770 $/9089 $/9756 $. Comptant de 0 $/1250 $/1250 $/1500 $/1950 $, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 $ pour l'Accent et l'Elantra, de 300 $ pour la Tiburon et la Sonata. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent, Elantra et Tiburon, transport et préparation en sus pour la Sonata. Immatriculation et taxes en sus. Kilométrage annuel de 18 000 km, 8 ¢ par kilomètre additionnel. **PDSF de l'Accent L 3 portes 1999 à partir de 11 565 $; PDSF de l'Elantra berline GL 1999 à partir de 14 595 $, PDSF de l'Elantra familiale GL 1999 à partir de 15 595 $, PDSF de la Tiburon de base 1999 à partir de 17 895 $, PDSF de la Sonata GL 1999 à partir de 19 495 $. Tous les prix de détail suggérés du fabricant (PDSF) ne comprennent pas les frais de transport, d'immatriculation et les taxes de vente. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Financement au taux annuel de 4,8 % sur approbation du crédit pour des périodes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Exemple de financement : 10 000 $ à 4,8 % par année équivaut à des mensualités de 187,80 $. Coût d'emprunt de 1268 $ pour une obligation totale de 11 268 $. Tous les détails chez les concessionnaires.

OUEST

Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval 683-5702

Vaudreuil Hyundai
125 Aimé-Vincent
Vaudreuil 455-3677

CENTRE

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal 485-0001

SUD

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly 875-1959

Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080

Les Automobiles Cloginor Inc.
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
348-6817

La Prairie Hyundai
1055, boul. Taschereau
La Prairie 659-2500

Hyundai Casavant
2300, boul. Casavant, Ouest
St-Hyacinthe 774-6344

Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 378-4666

Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay 699-8555

Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes 652-4979

Hyundai Valleyfield
450, Chemin Larocque
Valleyfield 370-3330

NORD

Desmeules Hyundai
1237, boul. des Laurentides
Vimont 668-6393

Hyundai Auto St-Jérome
1180, boul. des Laurentides
St-Antoine 432-4252

Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval 682-6000

Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville 434-5484

Houle et Frères Hyundai
401, boul. des Seigneurs
Terrebonne 471-4647

Hamel Hyundai
885, boul. Arthur-Sauvé
St-Eustache 974-0440

Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier 623-4844

EST

Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal 521-3201

Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny 582-3182

Hyundai Sorel-Tracy
1864, rue Marie-Victorin
Sorel 743-1244

Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal 329-7777

2725831

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

INDONÉSIE

Manif monstre

■ Plus de 100 000 partisans de l'opposante indonésienne Megawati Sukarnoputri se sont retrouvés dans un stade de Djakarta pour appuyer sa candidature à la présidence de la fédération après les élections législatives du 7 juin prochain. L'énorme foule, habillée de rouge, couleur du parti de la fille du premier président du pays, a scandé le nom de la dirigeante de l'opposition. La réunion, convoquée pour lancer le nouveau logo du parti, le Parti démocrate indonésien-en lutte (PDI-S), marque en fait le début de la campagne électorale.Les élections seront les premières depuis la chute du président Suharto en mai 1998.

d'après AFP

IRAK

Ligue arabe

■ Le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Méguid, a demandé la convocation urgente du comité de suivi arabe chargé du dossier irakien pour lever l'embargo imposé à Bagdad. Le responsable arabe a indiqué avoir adressé un « message urgent » en ce sens au président du comité, le chef de la diplomatie syrienne Farouk al-Chareh. M. Méguid s'adressait aux journalistes avant son départ pour le Koweit où il doit s'entretenir avec l'émir du Koweit, cheikh Jaber Al-Ahmad al-Sabah et le prince héritier cheikh Saad al-Abdallah de la question irakienne et de la situation dans le monde arabe.

d'après AFP

ULSTER

Désarmement de l'IRA

■ Le premier ministre irlandais Bertie Ahern a assuré n'avoir « jamais demandé l'interdiction » du Sinn Fein dans le gouvernement d'Irlande du Nord si son aile militaire, l'IRA, n'avait pas entamé son désarmement. Dans un entretien au *Sunday Times*, M. Ahern ne citait pas explicitement l'aile politique de l'IRA, le Sinn Fein, mais ses propos avaient aussitôt été interprétés comme un désaveu à l'égard du parti républicain. Mitchell McLaughlin, l'un des dirigeants du Sinn Fein, avait très mal réagi à ces propos.

d'après AFP

GRÈCE

Ocalan

■ Le dirigeant kurde Abdullah Ocalan réclame l'asile politique à la Grèce et réitère cette même requête auprès de Moscou, tout en lançant un appel pressant pour que sa sécurité soit garantie, dans un message aux médias grecs et européens, diffusé par la représentation à Athènes de l'ERNK (Front de libération du Kurdistan), la branche politique du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Abdullah Ocalan renouvelle aussi une demande d'asile à la Russie.

d'après AFP

AFGHANISTAN

Ben Laden

■ La plus haute autorité du régime des taliban en Afghanistan, le mollah Mohammed Omar, a déclaré que le sort de l'extrémiste islamiste Osama ben Laden demeurait un mystère. S'exprimant pour la première fois sur cette question, le leader suprême a déclaré que Ben Laden n'avait pas été chassé d'Afghanistan. « Nous n'avons jamais forcé Osama à quitter le pays. »

d'après AFP

YÉMEN

Éthiopie-Érythrée

■ Le Yémen a invité l'Éthiopie et l'Érythrée à envoyer à Sanaa des délégués en vue d'engager des pourparlers de paix. Le ministre des Affaires étrangères du Yémen, Abdel Kader Bajammal, a déclaré que cette rencontre aura pour but « d'avoir un dialogue amical, d'entamer des négociations pacifiques et d'examiner les initiatives lancées par les parties internationales et régionales » pour régler le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée qui aa repris le 6 février.

d'après AFP

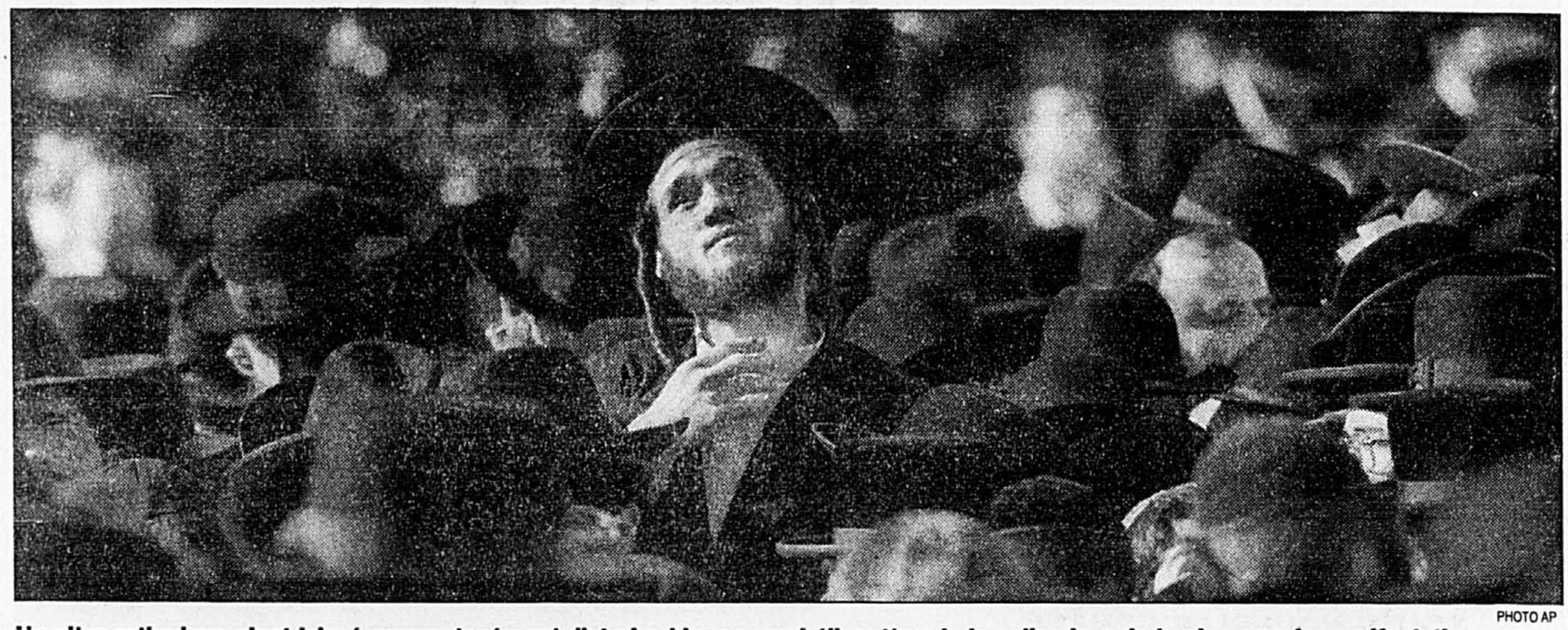


PHOTO AP

Un ultra-orthodoxe s'est laissé momentanément distraire hier par un hélicoptère de la police lors de la plus grande manifestation religieuse de l'histoire d'Israël.

Le face-à-face des deux Israël

250 000 ultra-orthodoxes, 50 000 laïcs prennent la rue

MARIUS SCHATTNER
Agence France-Presse, JÉRUSALEM

La plus grande manifestation religieuse de l'histoire d'Israël a réuni hier un quart de million d'ultra-orthodoxes à Jérusalem, face à 50 000 laïcs qui entendaient défendre la primauté de la démocratie sur la loi religieuse.

Une véritable marée humaine de Harédim (littéralement « les Craignant Dieu ») a déferlé à l'entrée occidentale de la ville pour dénoncer les interventions de la Cour suprême dans le domaine religieux.

Au même moment, à quelques centaines de mètres à peine de distance, mais comme sur une autre planète, une contre-manifestation de juifs laïcs a réuni une cinquantaine de milliers de personnes.

Très minoritaires dans le pays, les ultra-orthodoxes ont fait le plein de leurs troupes en mobilisant 250 000 personnes, selon la police, soit cinq fois plus que leurs adversaires.

Jamais encore depuis la création de l'État d'Israël une manifestation religieuse n'avait rassemblé autant de monde.

Hommes vêtus de l'habit noir traditionnel et du chapeau de feutre, femmes en longues robes, tenues à distance, et de nombreux enfants ont manifesté dans le calme et récité des psaumes.

La foule, notamment des dizaines de milliers d'élèves des institutions religieuses, s'est rassemblée au son de musiques traditionnelles juives, surveillée par un service d'ordre policier discret et bon enfant.

Sur l'estrade s'alignaient les chefs spirituels des différents courants du judaïsme orthodoxe et les deux grands rabbins d'Israël.

La foule a repris avec ferveur la prière juive de l'après-midi entonnée par un chantre.



PHOTO AP

La mer ultra-orthodoxe qui a déferlé pacifiquement sur Jérusalem hier.

Des manifestants, venus de tous les courants ultra-orthodoxes, brandissaient des pancartes avec l'inscription « Prions contre la persécution », « Halte aux provocations de la Cour suprême », ou bien « la Cour suprême représente l'élite ».

Des tracts ont été distribués récapitulant les « arrêts anti-religieux de la Cour » ou appelant à la libération de trois ultra-orthodoxes soupçonnés par la police d'avoir saccagé l'an dernier le domicile de trois chrétiennes suisses accusées par les ultra-orthodoxes d'être des missionnaires.

Selon un participant, Moshe Bergman, 45 ans, de Jérusalem, l'objectif de la manifestation était « de mettre en frein aux interventions de la Cour suprême », accusée de s'attaquer au monopole orthodoxe sur les affaires religieuses en Israël, au profit des courants plus libéraux que sont le judaïsme réformé et conservateur.

Dans un parc voisin, une foule laïque, jeune et décontractée, hommes et femmes mêlés, a brandi des drapeaux israéliens et des banderoles portant des inscriptions : « Défendons la démocratie » et « Empêchons qu'Israël devienne un nouvel Iran ».

Des hommes politiques de diverses tendances ont appelé à la tribune à défendre la Cour suprême, « rempart de la démocratie ».

Le ministre de la Justice, Tzahi Hanegbi (Likoud), côtoyait des hommes politiques de gauche ainsi que l'ancien ministre des Affaires étrangères David Lévy, qui a été longuement applaudi quand il a déclaré : « Je respecte la tradition mais sans système judiciaire, il n'y a pas d'État. »

Les ultra-orthodoxes représentent de 7 à 10 % de la population juive israélienne (350 000 à 500 000 personnes). Ils reprochent surtout à la Cour suprême ses arrêts en faveur du pluralisme religieux.

Serbes et Kosovars finalement à la même table

AP et AFP
RAMBOUILLET

Après s'être soigneusement évités pendant une semaine dans le château de Rambouillet, Serbes et Kosovars ont accepté hier pour la première fois de s'asseoir à la même table. Sous ce signe de bon augure, le Groupe de contact leur a accordé une deuxième et dernière semaine de négociation pour conclure un accord de paix sur le Kosovo.

À l'issue d'une réunion avec ses cinq homologues du Groupe de contact au centre Kléber à Paris, le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a donné aux négociateurs jusqu'au samedi 20 février à midi au plus tard pour parvenir à un compromis.

Le Groupe de contact (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Russie) tiendra « les deux parties pour responsables si elles ne saisissent pas cette chance », a ajouté M. Védrine, en faisant allusion aux menaces de frappes aériennes de l'OTAN en cas d'échec à Rambouillet.

Son homologue américaine, Madeleine Albright, a été encore plus claire lors d'un entretien avec le président serbe Milan Milutinovic dans la matinée à Paris. « Si les Serbes sont la cause d'un échec, nous serons déterminés à aller de l'avant avec la décision de l'OTAN de conduire des frappes aériennes », lui a fait savoir Mme Albright.

En fait, la rencontre Albright-Milutinovic a tourné au monologue du secrétaire d'État. Lors de cet entretien, qualifié de « direct, abrupt et extrêmement vif » par des sources serbes, Mme Albright a demandé sans ménagement au président serbe qu'il ordonne à sa délégation à Rambouillet de négocier pour de bon.

En fait, le coup de colère de Mme Albright semble avoir porté ses fruits. Car, lorsqu'elle est arrivée à Rambouillet, elle a réussi à obtenir un geste symbolique fort des deux délégations, qui ont accepté de se retrouver côte-à-côte pour la première fois depuis l'ouverture de la conférence le 6 février.

Après s'être entretenue avec les deux parties, Mme Albright n'a pas caché que « beaucoup des sujets les plus épineux n'avaient toujours pas été résolus ». Selon elle, les propositions du Groupe de contact en faveur d'une « autonomie substantielle » du Kosovo ont été accueillies favorablement par la délégation kosovare. Mais elle reconnaît que les Serbes ne sont pas encore prêts à les accepter.

Les Serbes continuent de leur côté de rejeter énergiquement l'idée d'une présence militaire de l'OTAN sur leur sol pour superviser un éventuel accord. Les Américains insistent pour qu'une force de paix fasse partie de l'accord et tentent de faire valoir aux Serbes « qu'il ne s'agira pas d'une invasion si (ces soldats) sont invités » à se déployer au Kosovo.

« J'espère vraiment que les Serbes comprendront qu'il est dans leur intérêt de signer », a souligné le secrétaire d'État. En revanche, les membres de la délégation kosovare « reconnaissent que le plan du Groupe de contact est un accord juste pour le peuple du Kosovo. Tout indique qu'ils seront prêts à signer à la fin de la conférence. »



PHOTO AP

Le couple présidentiel, à son départ de la Maison-Blanche pour le Mexique hier.

Saint-Valentin à la mexicaine

Agence France-Presse
MERIDA, Mexique

Le président américain Bill Clinton est à arrivé hier au Mexique pour une visite de 24 heures au cours de laquelle il doit avoir des entretiens avec son homologue mexicain Ernesto Zedillo en particulier sur la collaboration dans la lutte anti-drogue.

Bill Clinton, accompagné de sa femme Hillary, a été accueilli à son arrivée à Merida (péninsule du Yucatan) par le président Zedillo et sa femme Nilda-Patricia avec lesquels il devait dans la soirée avoir un dîner en privé.

Cette visite du chef d'État américain est sa première à l'étranger après son acquittement vendredi dernier au Sénat dans l'affaire Lewinsky.

Les Clinton, souriant, ont salué les centaines de personnes venues les accueillir tandis que des groupes folkloriques ont exécuté des danses traditionnelles du Yucatan quand le couple présidentiel est descendu d'avion.

MM. Clinton et Zedillo ont fait en automobile le tour de la ville de Merida décorée de drapeaux américains et mexicains.

Dans la soirée les couples présidentiels devaient dîner en privé au palais Canton, un bâtiment de style français construit au XIXe siècle à l'époque du dictateur mexicain Porfirio Diaz.

Pour les Clinton ce voyage de 24 heures à Merida, le jour même de la Saint-Valentin — la fête des amoureux —, est aussi celui du souvenir puisque c'est au Mexique dans la célèbre station balnéaire d'Acapulco, qu'ils ont passé en 1975 leur lune de miel.

L'attorney general, Janet Reno, le secrétaire à l'énergie, Bill Richardson, le chef de la lutte anti-drogue, Barry McCaffrey, font partie de la délégation américaine qui accompagne Bill Clinton au Mexique.

La délégation est composée de 54 personnalités dont 25 parlementaires parmi lesquels 4 républicains.

Le secrétaire d'État Madeleine Albright qui participe en France aux négociations sur le Kosovo entre Serbes et Kosovars à Rambouillet était attendue à Merida dans la soirée d'hier.

Aujourd'hui, MM. Clinton et Zedillo doivent s'entretenir des problèmes de coopération en matière de lutte anti-drogue, de l'immigration illégale et des questions commerciales cinq ans après l'entrée en vigueur en janvier 1994 de l'Accord nord-américain de libre échange (ALENA).

Le Mexique est le deuxième principal partenaire économique des États-Unis après le Canada et devant le Japon.

Les affres du Mezzogiorno

Le sud de l'Italie se cherche, ballotté par toutes sortes d'influences



Mathieu Perreault

ROME

Dans le train de nuit Genève-Rome, avant de se mettre au lit, deux Calabrais émigrés discutent des maisons qu'ils se sont construites dans leur village natal. « C'est incroyable, la Ville me demande de payer des taxes, même si je n'habite là qu'un ou deux mois par année. Moi, je devrais payer des taxes sur une maison que j'ai construite de mes propres mains ? »

Au sud de Rome, les privatisations frappent durement. Coincé entre l'argent sale des Mafia, Camorra, N'gangreta et Sacra corona unita, « l'assistentialisme d'État » et un mépris de la loi qui inquiète les investisseurs, le Midi — Mezzogiorno en italien — a toujours été sous perfusion.

Le PIB par habitant stagne à 60 % de celui du Nord depuis les années soixante-dix. L'agence statistique du gouvernement, l'ISTAT, enfonçait le clou en mai dernier, dans son rapport annuel : dans le Midi « particulièrement », manque « cet ensemble de présences institutionnelles, de connaissances technologiques, de vocations d'entrepreneurs et de comportements sociaux » permettant d'accroître « le potentiel de développement de l'économie ». Désespéré, le maire de Naples a vendu l'aéroport de sa ville à un gestionnaire britannique.

À ce verdict répondent des manifestations monstres de chômeurs, en mai à Naples par exemple, que certains lient à des organisations illégales, voire criminelles. L'État doit se précipiter au chevet des grandes banques méridionales : Banco di Napoli et Sicilcassa n'ont survécu qu'avec la reprise télécommandée par l'État de leurs activités bancales.

Entre 1950 et 1993, année où a été liquidée à la suite d'un scandale la Cassa per il Mezzogiorno, née avec le plan Marshall, l'État a injecté des billions de lires au Sud : 47,7 billions entre 1951 et 1980. Malgré tout, l'écart entre le produit intérieur brut des provinces du Sud et celles du Nord s'est accru entre 1980 et 1994, celui des premières passant de 60 % à 52 % des secondes. Le Piémont, pour 1,9 millions de travailleurs, avait un PIB de 116 milliards de lires en 1994, contre 89 pour la Campanie, une région à l'activité semblable.

Le nouveau plan d'aide italien pour les régions déprimées, de 6900 milliards de lires, est réservé à 81,6 % au Mezzogiorno.

« Les entreprises privatisées investissent moins au Sud, mais mieux », considère Enzo Cipoletta, directeur général de la Confindustria, l'association patronale italienne. « Jusqu'aux dernières années, une loi obligeait les entreprises publiques à réserver 40 % de leurs investissements dans le Mezzogiorno. C'était absurde. Cette obligation uniforme ne menait pas à la productivité et a créé des problèmes. Des pôles industriels de l'acier ont été créés à Naples et à Tarente ; seul le second a survécu.

Les affaire$ à l'italienne

Les emplois

L'industrie pétrochimique implantée en Sardaigne a périclité. Liquichimica, construite près de Reggio Calabria, est toujours en fonction, a toujours des employés, mais n'a jamais rien produit. Elle devait fabriquer des produits alimentaires biotechnologiques qui ont été interdits par loi, par ostracisme dirais-je. La centaine d'emplois créés ont déjà coûté 100 milliards (100 millions de dollars). Dans tous ces cas, l'État a suivi des règles publiques mais non économiques. »

La fin des investissements publics obligatoires a coulé des pans entiers de l'économie du Mezzogiorno. Dans la province de Naples, 40 % des emplois du secteur manufacturier ont disparu. « Le Sud a aussi perdu avec les privatisations parce que des entreprises non économiques, de manutention ou d'entretien, ont disparu avec les éléphants blancs, l'aciérie de Naples, par exemple, reconnaît M. Cipoletta. Elles commandaient des prix gigantesques qui leur étaient payés sans aucun contrôle ; les déficits de 10 ou 15 milliards importaient peu, l'objectif était l'emploi. Maintenant, certains groupes publics recommencent à investir, mais dans de vraies entreprises. »

Au ministère du Trésor, la position est sensiblement la même.



PHOTO MATHIEU PERREAULT, *La Presse*

Enzo Cipoletta, directeur général de la Confindustria, le Conseil du patronat italien : « Jusqu'aux dernières années, une loi obligeait les entreprises publiques à réserver 40 % de leurs investissements dans le Mezzogiorno. C'était absurde. Cette obligation uniforme ne menait pas à la productivité et a créé des problèmes. »

« Dans le passé, l'objectif de l'État était d'augmenter l'occupation plutôt que de la valeur », explique un haut fonctionnaire dont le ministère tient à garder le nom secret. « Maintenant, nous savons qu'imposer d'en haut des processus industriels n'est pas bien. L'IRI (Instituto per la reconstruzione industriale) ne garantit plus les investissements comme auparavant. Les fins autres que la valeur ajoutée sont atteintes par des organismes d'utilité publique plutôt qu'économiques. Nous sommes près de l'État minimal de Locke. Quelques premiers résultats sont encourageants : dans certaines régions, le taux de croissance frise 9 %. »

Un mystère de l'histoire

Selon l'expert du Trésor, le retard du Mezzogiorno tient à des raisons « historiques », car la région compte des ressources naturelles « impressionnantes ». « Le sous-développement du Sud fait partie des mystères de l'histoire », avance le journaliste Giorgio Bocca, auteur d'un livre sur la question, *Profondo Sud, male oscuro*. « Certains historiens le font remonter à Frédéric II (empereur germanique du XIIIe siècle) : dans le nord de l'Italie, la Renaissance voyait apparaître la démocratie des communes, alors que l'empire souabe (les Hohenstaufen des XIIe et XIIIe siècle) organisait un règne féodal qui allait peser pour des siècles sur le Sud. La politique est toujours dominée par des grands seigneurs, mafieux par exemple. C'est une évolution historique qui a pris des siècles et qui mettra des siècles à évoluer vers une société comme celle du Nord. »

À Sarno, quelques semaines après les terribles avalanches de boue qui ont fait 135 morts début mai, les groupes camorristes s'arrachaient déjà les fonds de secours : des balles ont été tirées sur les camions qui dégageaient rues et maisons. « Je connais le Meridione et je vois que manquent les éléments fondamentaux du capitalisme, soutient M. Bocca. Il n'y a pas de coopération, le pouvoir personnel prime toujours, tous se méfient de tous. Des paysages sublimes, des zones à risque de tremblement de terre sont cimentés illégalement et des quartiers abusifs y sont érigés, et tout le monde trouve ça normal. J'avais fait une entrevue avec le général Dalla Chiesa (chef de la lutte antimafia en Sicile au début des années quatre-vingt) peu avant son assassinat : pendant deux heures, pas un préfet, pas un procureur ne l'avait appelé. Lui qui était le représentant de l'État chargé de résoudre un problème grave était isolé par les Siciliens, les ordres d'une organisation illégale avaient préséance sur la loi. »

Certains, comme l'ex-premier ministre Romano Prodi l'a fait dans un éloge de la libéralisation économique, comparent le Midi italien à la région de Galles, en Grande-Bretagne, qui tire bien son jeu de la délocalisation de la production des grandes entreprises. Enzo Cipoletta n'est pas certain que la comparaison s'applique. « L'Irlande est peu peuplée et on y parle anglais, ce qui rend les investissements plus faciles. Et la criminalité et les problèmes de gestion du territoire qu'elle entraîne ne rebutent pas les investissements. »

À tout le moins, les privatisations réduisent les subventions indirectes aux criminels, qui détournent la manne de l'État. « La Mafia est très forte dans le Sud et parvient, avec la complicité des fonctionnaires régionaux et locaux, à prendre de l'argent public et à le faire devenir public, dit M. Bocca. Le procurateur milanais Borelli (responsable du pool *Mani pulite*, qui enquête sur les détournements de fonds politiques) est en faveur des privatisations pour cette raison. »

Faire des affaires à l'abri de la mafia

MATHIEU PERREAULT

ROME

Pas d'investissements sans protection policière. La Confindustria veut bien encourager ses membres à ouvrir des usines dans le Mezzogiorno, mais elle tient à ce qu'ils soient protégés des extorsions mafieuses.

« La criminalité locale ne touche pas les grandes entreprises, mais les moyennes, oui, explique le directeur général Enzo Cipoletta. La Confindustria est parmi les premiers à réclamer un contrôle fort du territoire. La lutte à la criminalité est un instrument de développement économique. »

Des « contrats de secteur » conclus dans les « zones de chômage élevé » du Sud entre la Confindustria, les syndicats, le ministère responsable de la main-d'oeuvre et celui de l'Intérieur prévoient entre autres une « garantie policière plus forte », explique M. Cipoletta. Douze d'entre eux ont été signés et une centaine d'autres sont en préparation.

Les administrateurs publics locaux sont impliqués et garantissent une flexibilité plus grande dans l'émission de permis, des congés fiscaux, des investissements en infrastructures comme les autoroutes ; le coût du travail sera abaissé de 30 % la première année et de 15 % la deuxième, et un taux d'intérêt de 6 % sera garanti par l'État. Et surtout, « un contrôle technologique, et non militaire, du territoire », précise Giuseppe Rosa, responsable du dossier à la Confindustria. « Nous avons identifié 10 zones à risque, mais les efforts ont porté sur celles où la criminalité est moins problématique : Manfredonia, dans les Pouilles, Torrese Stabiese et Crotone, en Sicile, Porto Toros à Sassari et Ottavia, en Sardaigne. Dans le reste de la Sicile et en Calabre, ce n'est pas résolu. »

Dans ces zones, une ligne téléphonique spéciale relie les industriels aux préfectures locales, des voitures de police munies de moyens de surveillance électroniques patrouillent en plus grand nombre, et le contrôle des frontières s'est renforcé, particulièrement à Brindisi et Bari, selon M. Rosa. L'autoroute Salerno-Reggio Calabria, chimère depuis les années soixante, devrait devenir réalité, selon lui. La Banque européenne d'investissements a déjà réservé 530 milliards de lires à ce lien routier vers la pointe de la botte. « Il faudra étendre ces contrats à tout le Sud, sinon il se créera des disparités de services », prévient M. Rosa.

Sur l'Adriatique, comme dans le Molise, la Sardaigne et la Basilicate, le secteur privé a effectué « d'importants investissements », croit M. Cipoletta. Manfredonia, dans les Pouilles, s'est jumelée avec de petits entrepreneurs de Trévise, en Vénétie, qui ont signé une entente de 400 milliards pour 2500 emplois. « En Campanie, ça sera plus difficile, particulièrement à Naples. À Caserta et Salerno, ça sera plus facile. En Calabre, les problèmes géographiques, les montagnes et les infrastructures routières déficientes, compliqueront les choses, sauf dans certaines enclaves comme Gioia Tauro. En Sicile, les problèmes sont plus gros, particulièrement à Palerme et Gela », qui abrite un complexe pétrochimique désuet.

Les autres « miracles économiques » italiens incitent Giorgio Bocca à douter de la validité de cette stratégie. « Nous avons vu la Vénétie, très pauvre, s'élever à l'impromptu aux premiers rangs de l'industrialisation, la côte adriatique, de Rimini aux Abruzzes, se développer sans que personne ne comprenne pourquoi. La pluie d'investissements dans le Sud aurait dû aboutir à quelque chose d'autre que des cathédrales dans le désert, la recette a fonctionné ailleurs. Le développement économique reste un fait mystérieux. La solution ne réside pas dans les rabais fiscaux : le problème est culturel. Faut raisonner autrement. »

— FIN —

Étonnante

La série 3 l'est certes...



Mais l'offre l'est tout autant! Série 3 à partir de 34 900$. Étonnante, voici une marque distinctive de la nouvelle série 3 de BMW. Étonnante maniabilité, étonnante sécurité, étonnantes commodités mais surtout, étonnante offre! En effet, jusqu'au 1er avril 1999, vos concessionnaires BMW vous offrent le plaisir d'acheter une étonnante BMW de la série 3 à partir de seulement 34 900$ ou encore, de louer la fougueuse BMW 323i pour seulement 399$ par mois ou la sportive BMW 328i pour 499$ par mois. Dépêchez-vous de passer chez votre concessionnaire BMW car avec une offre aussi étonnante, vous ne serez sûrement pas étonné s'il n'en reste plus!

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
(450) 667-4343 / (514) 343-3412
www.bsmauto.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.complexeauto.com

Le plaisir de conduire.

Offre valable sur les modèles 323i et 328i 1999 neufs, manuels 5 vitesses, de base. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 399$ pour la 323i et de 499$ pour la 328i sont basées sur un contrat de crédit-bail à terme de 36 mois, avec un versement initial ou une valeur de reprise 4850$ pour la 323i de 5 650$ pour la 328i. Valeur résiduelle garantie 23 034$ pour la 323i et de 29 634$ pour la 328i. Des frais de 0,15$ du km s'appliquent sur la portion du kilométrage excédant 20 000 km par année. Dernier versement et dépôt de sécurité exigés. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 1er avril 1999.

2729366

Le monde Internet

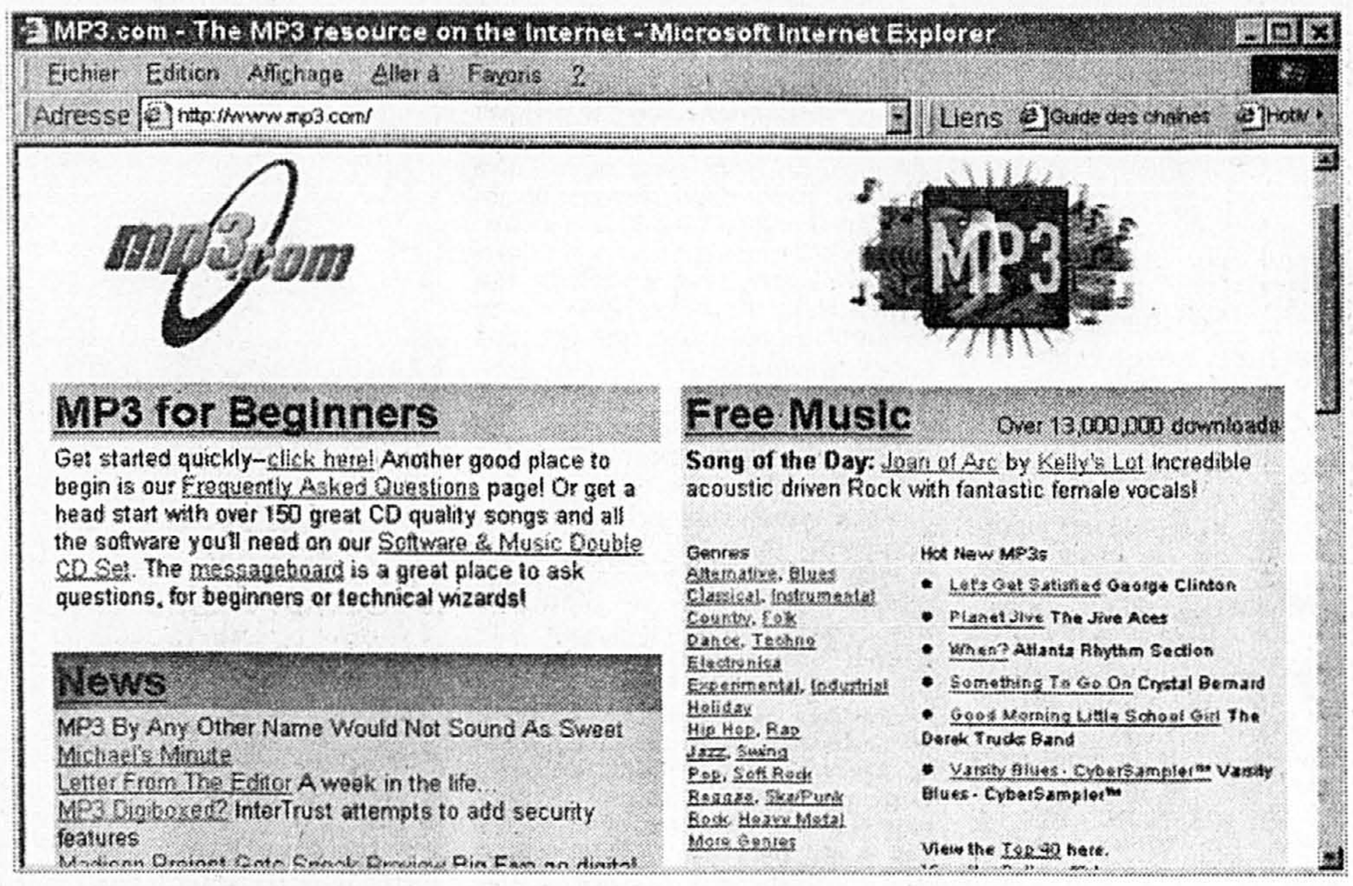
Cyberpresse
technologie@lapresse.ca

MP3 : la nouvelle frénésie du Net



Danny J. Sohier
collaboration spéciale

Le format MP3 fait peur! À qui ? me demanderez-vous. À tous les artistes et maisons de disque qui comptent sur votre argent pour mettre du champagne dans leurs coupes. MP3 est un format de fichier qui permet de compresser une pièce musicale, ou tout autre fichier sonore, à un point tel qu'il devient intéressant de le transférer par Internet. Pour entendre le contenu d'un fichier MP3, vous avez besoin d'un logiciel qui « lit » ce format. On en trouve pour tous les environnements. *Microsoft NetShow*, inclus avec Windows98, en est un exemple. Et là, oubliez la déformation du signal *RealMedia*, car MP3 est entièrement numérique, la qualité en est inouïe. C'est en utilisant un logiciel encodeur adéquat que vous pouvez créer un fichier MP3 à partir d'une pièce de n'importe quel CD musical, à titre d'exemple, le dernier tube de Madonna. Ensuite, vous l'envoyez à quiconque dans Internet, ou mieux encore, vous pouvez le rendre disponible dans un site Web !



Tout sur le MP3

www.mp3.com (anglais)

Les pages nichées à cette adresse se révèlent comme les meilleures ressources présentement dans Internet pour en connaître plus sur ce sujet. La section dédiée au débutant vous expliquera en détails ce qu'est le MP3 tout en vous informant sur la portée légale de son utilisation. On nous renseigne aussi sur les logiciels requis pour les créer et les écouter. Vous pouvez même les transférer directement de ce site. La rubrique « nouvelles » permet aux internautes de tâter le pouls de cette industrie en train de naître sous nos yeux. Le plus bel attrait de ce site demeure toutefois le répertoire exhaustif de pièces musicales que vous pouvez télécharger dans votre ordinateur. Pop, rock, country, alternatif et classique ne sont que quelques-unes des catégories que vous pouvez sélectionner. Des palmarès vous indiquent les chansons qui sont les plus demandées, euh, je veux plutôt dire « téléchargées ». Il faut noter que vous ne retrouverez pas les mélodies de Shania Twain ou d'un autre artiste important dans ce répertoire. Voyez-vous, les maisons de disques ne désirent pas donner gratuitement les copies numériques des chansons de leurs artistes.

MP3.com se veut un joueur légal dans cet arène. On y retrouve plutôt une imposante brochette d'artistes qui n'ont pas de contrat de disques. Ça leur permet d'être écoutés et connus.

Lycos embarque...

mp3.lycos.com (anglais)

Le premier joueur majeur dans les engins de recherche Internet à introduire un service MP3 est Lycos. On prétend y avoir déjà indexé les localisations de plus de 500 000 de ces chansons compressées un peu partout dans Internet. Cependant, la *Recording Industry Association of America* a déjà averti Lycos qu'elle ne tolérerait pas la présence de chansons piratées dans sa banque de données. On a dit avoir déjà obtempéré à cette demande chez Lycos. Malgré cela, on y retrouve un tas d'artistes connus comme A-ha, Céline Dion et même Bruno Pelletier. Malheureusement, la demande demeure si forte pour les chansons contenues dans cet index qu'il faut s'y prendre à plusieurs reprises pour avoir accès aux sites les hébergeant. Un conseil, essayez tôt le matin et non pas le soir.

WinAmp

www.winamp.com (anglais)

WinAmp est le logiciel le plus populaire pour écouter le contenu d'un fichier MP3 pour les PC. Il est gratuit et fonctionne sur Windows95/98/NT. Vous trouverez dans ces pages les instructions nécessaires pour l'installer dans votre ordinateur et pour l'incorporer adéquatement dans votre navigateur. Un répertoire de sites offrant des pièces y est également accessible.

MacAmp

www.macamp.com (anglais)

Pour les fiers propriétaires de Macintosh, MacAmp vous permettra de vous joindre au défilé MP3. Le logiciel est gratuit et il fonctionne avec la plate-forme PowerPC.

MP3 pour emporter

www.diamondmm.com (anglais)

Le MP3 est un fichier informatique. On peut alors penser qu'il est confiné à un ordinateur ou à Internet. Eh bien, non ! Une pluie de nouveaux produits vous permet de transférer ces fichiers à des baladeurs ou à d'autres produits comme une radio d'auto. *Diamond Multimedia* fut une des premières entreprises à lancer un tel produit. Il s'appelle *Rio*. Il se branche au port parallèle d'un ordinateur pour le transfert des pièces et possède une capacité de 60 minutes d'écoute. Il coûte moins de 250 $.

Vous retrouverez une liste complète de produits, de sites et d'index concernant la technologie MP3 en inscrivant ce terme dans un répertoire comme *Yahoo !*

En vrac...

Chaînon MP3 québécois
altern.org/mp3quebecois

Organisation MP3
www.mpeg3.org

Encodeur MP3 MusicMatch
Metachercheur MP3 Palavista
www.palavista.com

Groupe Usenet MP3
news:alt.binaries.sounds.mp3

LES PLUS BAS PRIX À MONTRÉAL !
CD-ROM DRIVE
LECTEUR de CD-ROM
40x SEULEMENT 65$
SCANNER
SEULEMENT 69$
INFOMONTRÉAL
2400, rue Ste-Catherine Est
☎ 526-7171
2727666

Une tonne d'équipement à prix plume.

CAVALIER de Chevrolet « Édition spéciale »

Évitez de perdre des plumes.
Dispositif antivol PASSLock, sacs gonflables de nouvelle génération côtés conducteur et passager.

« Édition spéciale 99 »
Régulateur de vitesse, verrouillage des portes à commande électrique et pare-boue, plus radiocassette AM/FM stéréo.

Idéal pour une tonne de bagages.
Siège arrière à dossier rabattable multipliant l'espace cargo.

Un poids de moins sur vos épaules.
Freins antiblocage aux 4 roues permettant de contrôler vos freinages sur chaussée humide.

Un moteur qui fait le poids.
Moteur 2,2 L de 115 chevaux, boîte manuelle à 5 vitesses.

178$ /mois*
location 36 mois
1,9 % de financement**

Comptant	Mensualité
0 $	243 $
1 211 $	208 $
2 261 $	178 $

Parce que l'hiver cause déjà assez de tracas, nous avons doté la Cavalier berline de plus d'équipements de série que n'importe quelle autre voiture de sa catégorie pour que vous puissiez penser à autre chose que votre voiture. Et, même son prix ne vous causera pas de maux de tête.

L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1999 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) (voir tableau). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 300 $ et première mensualité exigés à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. **Taux de financement à la location applicable sur des termes allant jusqu'à 36 mois. Sujet à l'approbation du crédit. †Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez www.gmcanada.com"

CHEVROLET Oldsmobile GM

La Cavalier. Connue pour en prendre. Reconnue pour en donner.

2722745